

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

NOTRE
LÉGISLATION ACTUELLE
SUR LE
CRÉDIT AGRICOLE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le lundi 11 juin 1900, à 8 heures et demie.

Par Joseph CHENUAU

Président : M. BEAUREGARD, professeur.

*Suffragants : } MM. GIDE, professeur.
 SOUCHON, agrégé.*

Le Candidat répondra, en outre, aux questions qui lui seront posées
sur les autres matières de l'enseignement.

PARIS

JOUVE ET BOYER

IMPRIMEURS

15, Rue Racine, 15

1900

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

NOTRE
LÉGISLATION ACTUELLE
SUR LE
CRÉDIT AGRICOLE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

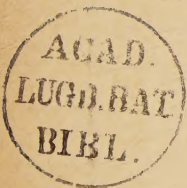
Le lundi 11 juin 1900, à 8 heures et demie.

Par Joseph CHENUAU

Président : M. BEAUREGARD, professeur.

*Suffragants : } MM. GIDE, professeur.
 SOUCHON, agrégé.*

Le Candidat répondra, en outre, aux questions qui lui seront posées
sur les autres matières de l'enseignement.



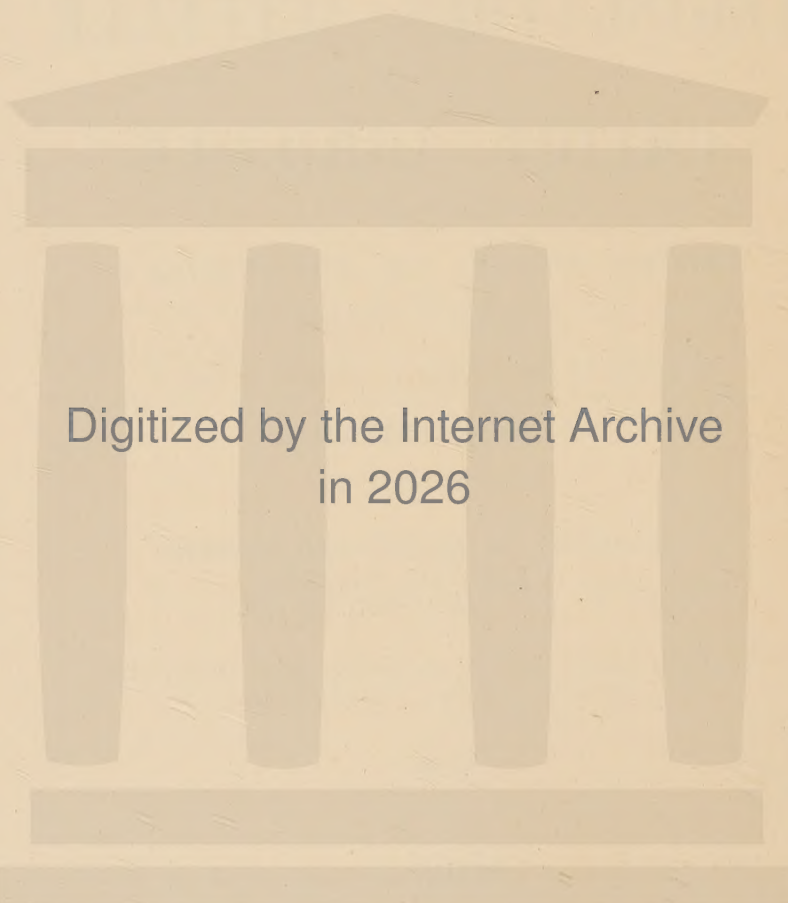
PARIS

JOUVE ET BOYER

IMPRIMEURS

15, Rue Racine, 15

1900



Digitized by the Internet Archive
in 2026

NOTRE LÉGISLATION ACTUELLE

SUR LE

CRÉDIT AGRICOLE

INTRODUCTION

§ I. — *Qu'est-ce que le crédit agricole?*

« Le crédit agricole n'existe que quand il est le crédit tout court et sans phrases ». Cette parole de M. Léon Say, répétée par ceux qui, dans la suite, se sont opposés à toute institution spécialement organisée en vue d'avancer des fonds aux gens de la campagne, semble, au premier abord, fort rationnelle et fort juste. Le crédit est toujours le même, qu'il serve au cultivateur, au commerçant ou à l'industriel. Dès lors, pourquoi essayer d'en modifier les règles

suivant la profession qu'exerce celui qui veut y recourir ?

Qu'est-ce donc, en effet, que le crédit ? On en a donné bien des définitions et ce n'est pas ici le lieu de s'étendre longuement sur ce sujet. « Le crédit, a-t-on dit, consiste dans un échange où l'une des parties ne reçoit pas immédiatement l'équivalent de ce qu'elle fournit » ; — « c'est l'échange d'une richesse présente contre une richesse future ». Peut-être le définirait-on mieux encore avec Stuart Mill, « la permission de se servir du capital d'autrui ». Quoiqu'il en soit, le crédit repose sur la confiance que peut inspirer l'emprunteur et sur la rémunération offerte au prêteur pour l'indemniser de la privation de son capital. S'il en est ainsi, il semble que le cultivateur peut mieux que n'importe qui trouver l'argent qui lui est nécessaire. L'emprunt qu'il contracte en vue de sa culture n'est pas un emprunt de consommation ; il est destiné à faciliter la plus utile des productions, celle qui, plus qu'aucune autre, devrait trouver des débouchés puisqu'elle est nécessaire à l'existence des individus. Il semble même qu'ici moins que partout ailleurs, l'argent puisse être perdu, car son remboursement repose sur une loi naturelle. Les récoltes et les fruits que chaque été fait croître dans nos campagnes ne prou-

vent-ils pas que la terre restitue toujours les richesses qui lui ont été confiées ? Alors pourquoi craint-on de prêter à l'agriculteur comme il prête à la nature et à son champ quand il y jette le grain d'où surgiront les moissons ?

On dira peut-être que le second élément de crédit fait défaut ; que si la terre rémunère les capitaux qu'on lui avance, c'est avec parcimonie ; qu'elle ne rapporte que 2 1/2 ou 3 p. 100 et que si, pour l'exploiter, il faut emprunter à 4 1/2 ou à 5 p. 0/0, c'est se résigner à une perte annuelle de 2 p. 0/0 en attendant une ruine inévitable. De fait, cette opinion a été soutenue. Elle provient, ainsi que Capuano l'a fort bien montré, de ce que l'on confond la rente, c'est-à-dire le revenu du capital incorporé dans le sol et les constructions, avec le produit du travail et du capital fixe non incorporé, (machines, bétail) ou circulant, (engrais, semences, etc). C'est là une confusion dont on se rend mieux compte lorsqu'au lieu de considérer une terre exploitée directement par son propriétaire, on suppose un bail à ferme. Ce que représente le prix de ferme, c'est précisément le revenu du capital incorporé. Ce prix peut, en effet, n'être que de 2 1/2 ou de 3 p. 0/0, parce que le prix vénal des propriétés est peut-être exagéré. Celui qui achète une terre la paie un prix qui représente

la capitalisation de la rente au taux de 3 p. 0/0. Il estime qu'un placement à ce taux est assez rémunérateur en considération de la sécurité qu'il présente. C'est plutôt ici le prix de ferme qui sert de base au prix d'achat, que ce dernier au prix de ferme. Ce n'est pas là ce qu'il faut considérer comme le revenu de l'agriculture. Il est trop évident que si le fermier ne recueillait de sa terre que les 3 p. 0/0 qu'il verse au propriétaire, il ferait mieux de rester tranquille. La vérité est que l'agriculture ne donne pas un revenu inférieur à celui qu'on obtient des autres industries ; on peut même dire que, mieux que les autres, elle rémunère les capitaux qui lui sont confiés. S'il nous en fallait une preuve, elle nous serait fournie par ces paysans qui paient aux usuriers jusqu'à 20 et 25 p. 0/0 d'intérêts et qui, dans de telles conditions peuvent encore vivre sur la terre qu'ils exploitent. Ainsi, la terre offre à l'emprunt un placement sûr et rémunérateur ; elle doit donc pouvoir en user largement.

Cependant, de tous les genres de crédit, c'est peut-être celui-ci qui a amoncelé le plus de ruines ; par lui des pays ont été dévastés, des peuples entiers, expropriés. Ce serait un long martyrologe que l'histoire du crédit foncier dont nous pouvons voir encore les effets désastreux chez

les populations du Danube ou de la Kabylie.

Comment expliquer ce phénomène ?

C'est qu'en agriculture, plus que partout ailleurs on compte sur l'avenir ; plus que partout ailleurs aussi le producteur est victime de ses illusions. Sans doute, l'espérance est à la base de toute entreprise humaine, mais nulle part autant qu'ici. Pour peu qu'on ait fréquenté les populations des campagnes, il est impossible de n'avoir pas été frappé de cette foi vraiment touchante dans l'avenir. « C'est le métier de l'an qui vient », comme disent les paysans du Midi. Déçu pendant deux, trois, quatre années, l'homme des champs n'en espère pas moins que l'année suivante, « que l'an qui vient », lui apportera la récolte qui le dédomnera enfin des pertes subies. Et à vrai dire, cet espoir n'est pas chimérique. La nature paie toujours ; elle paie largement, mais elle paie lentement. Pour elle, dont la fécondité est éternelle, une année de plus ou de moins ne compte pas. Mais le crédit vit de temps. Chaque jour qui s'écoule représente une portion d'intérêts à payer. L'emprunteur se trouve ainsi aux prises avec une nature trop lente et un créancier trop pressé ; et souvent, il ne pourra pas payer ce qu'il doit parce qu'on ne lui laissera pas le temps de recevoir ce qui lui est dû.

En outre, il n'est peut-être pas une industrie qui présente de pareilles alternatives de disette et de surabondance ; et c'est ce qui provoque le plus au crédit. Si au moment des semailles l'agriculteur manque de grains, en songeant que quelques mois plus tard ses greniers seront pleins, il est poussé à emprunter largement ; car il s' imagine que la récolte sera abondante et qu'il pourra rembourser largement.

Enfin, plus que dans les autres industries, les capitaux consacrés à l'agriculture doivent être employés avec une extrême prudence. La terre est la grande mangeuse de capitaux utiles ou inutiles. Elles les engloutit comme ces pluies d'orage qui semblent un moment la submerger et que, quelques heures après, elle a résorbées sans même laisser sur elle des traces de leur passage. Dans l'industrie et le commerce on peut faire aussi des dépenses exagérées. Mais il y a encore une limite au delà de laquelle la prodigalité est évidente et la ruine certaine. En agriculture il est très difficile de se prononcer sur les résultats d'une entreprise ; des dépenses qui à première vue, semblent être fort utiles et promettre des bénéfices considérables peuvent être faites en pure perte.

D'après ce que nous venons dire, on peut déjà voir que si la nature du crédit ne change

pas suivant la destination que l'on veut donner à l'emprunt, il est cependant des circonstances où ce crédit demande des combinaisons spéciales et où il ne saurait se plier aux règles qui le régissent ordinairement dans le cas où il est le plus communément employé, en matière commerciale.

Le crédit commercial est à court terme, 90 jours au maximum. Cela est un bien, car plus le capital circule et plus il produit ; et dans le commerce, comme dans l'industrie, aucune loi naturelle ne s'oppose à ce que cette circulation soit rapide. Mais il en est autrement ici. Même quand les espérances du cultivateur ne sont pas trompées, quand la récolte lui donne ce qu'il espérait, ce n'est que lentement qu'il y retrouve les capitaux qu'il y avait consacrés. On a dit (1) que l'agriculteur recourait au crédit surtout pour se procurer les capitaux fixes : machines, outils, bétail de somme ou de trait, tandis que le commerçant empruntait surtout en vue du capital circulant ; que par conséquent les délais de crédit agricole devaient être nécessairement plus longs que ceux du crédit commercial. Cette distinction, à supposer qu'elle fût exacte, ne suffirait pas à expliquer l'inutilité pour l'agriculture

1. Loell. *Die bauerlichen Darlehens-Kassen-Vereine nach Raiffeisen*, p. 5.

du crédit ordinaire. Que l'emprunt soit fait en vue du capital fixe, qu'il soit fait en vue du capital circulant, dans l'un comme dans l'autre cas, le délai de trois mois sera trop court. Sans doute, l'agriculteur qui achète à crédit une paire de bœufs de travail qui lui serviront pendant plusieurs années, retirera chaque année de leur travail un bénéfice qui ne représentera qu'une partie de leur valeur ; ce ne sera qu'au bout de deux ou trois ans, peut-être davantage, qu'il aura retrouvé le prix total d'acquisition. Emprunte-t-il pour drainer et irriguer un pré, l'excédent de fourrage qu'il en recueillera ne pourra couvrir les frais faits qu'au bout de plusieurs années. Mais s'il a recours au crédit en vue du capital circulant, la reconstitution de ce capital sera également très lente. L'agriculteur qui a emprunté pour payer ses semences, ses engrais, ne pourra évidemment rembourser le prêteur que lorsqu'il aura recueilli le fruit de ses opérations, c'est-à-dire après la récolte. L'agriculture, comme l'industrie, n'emploie les capitaux que pour les transformer en produits qui puissent à leur tour être transformés en une somme d'argent supérieure à celle qui avait été primitivement employée. Ce n'est qu'après cette transformation en argent que l'emprunteur peut rembourser son créancier.

Tant que le capital est encore engagé dans l'opération il est impossible de le rendre. Il faut donc que l'échéance du prêt soit calculée d'après l'emploi auquel sera affecté le capital emprunté. Comme le dit fort bien Wollemborg (1), « pour correspondre vraiment au besoin de ceux qui y recourent, le crédit doit se conformer à la durée nécessaire à la reproduction du capital dans leur industrie. Or, la circulation de l'argent employé dans l'agriculture est beaucoup trop lente pour que les termes ordinaires du crédit personnel soient suffisants ». Sans doute, dans le commerce il peut arriver que le capital engagé ne se retrouve pas reconstitué au moment où il s'agit de payer. C'est pourquoi le commerçant, comme l'industriel et l'agriculteur, ne peut sagement commencer ses opérations que s'il a des avances qui lui permettent de subsister alors même que les bénéfices sur lesquels il comptait ne se réalisent pas au moment voulu. Mais ce n'est là qu'un fait accidentel et qui d'ailleurs peut passer inaperçu. Le commerçant et l'industriel vendent pendant tout le cours de l'année. Sans doute, au moment où ils ont à payer un effet de commerce ils peuvent ne pas avoir vendu les marchandises en vue desquelles cet effet avait

1. Wollemborg. *L'ordinamento della case di prestiti*, p. 19.

été souscrit. Mais ils en ont vendu d'autres qui n'ont pas nécessité de crédit ou pour lesquelles il a été fait un crédit qui n'arrivera que plus tard à l'échéance. La vente de ces dernières permettra de payer l'emprunt contracté par l'acquisition de celles qui n'ont pas encore été vendues. Mais il n'en est plus de même en agriculture. Les opérations agricoles sont peu variées. Le cultivateur qui n'a pas vendu sa récolte ou ses bestiaux au moment où il l'espérait n'a pas à compter sur une autre opération pour se procurer l'argent qui lui sera alors nécessaire. « Abstraction faite, dit Raiffeisen, des petites recettes en beurre, œufs, fromages, etc..., qui suffisent tout au plus aux besoins courants ou au renouvellement du bétail, l'agriculteur a sa principale source de recettes dans la moisson. En réalité il réalise son capital une fois l'an ».

Raiffeisen ajoutait même que le crédit à trop court terme avait ici plus d'inconvénients que l'absence totale du crédit car l'emprunteur qui ne pourra pas payer au moment de l'échéance sera dans un plus grand embarras que s'il n'avait pas emprunté du tout. Il lui faudra alors recourir à un nouvel emprunt quand et comme il lui sera possible et généralement à de plus dures conditions. Ce fut même là une des causes de discorde entre le fondateur des Darle-

henskassen et l'autre grand organisateur du crédit populaire en Allemagne, Schulze-Delitzsch. « Personne, dit ce dernier, ne peut, en opérant avec de l'argent emprunté, accorder à son débiteur un terme plus long que celui dont il jouit vis-à-vis de son créancier. Quelqu'un qui, sans posséder de ressources personnelles, emprunte à trois mois de l'argent qu'il prête pour dix ans, ne pourra pas payer à l'échéance ». C'est une opinion analogue qu'exprimait au parlement italien. M. Cardowa dans son rapport sur le projet qui devint la loi sur le crédit agricole, du 24 juin 1869 : « Si on enlève aux établissements de crédit agricole le moyen d'être en relation avec les établissements de crédit commercial, de demander au besoin leur appui, et de faire front à leurs embarras au moyen d'effets en portefeuille à brève échéance, ils courent risque de rester isolés et de dépérir, abandonnant l'agriculture dans la vieille ornière de l'usure privée ». Il est peut-être exagéré de dire comme Schulze-Delitzsch, qu'une banque ne peut pas accorder à ses emprunteurs un terme plus long que celui dont elle jouit vis-à-vis de ses propres prêteurs. Il faut tenir compte des rentrées qu'elle réalise par le jeu normal de ses opérations ; et à défaut de cette ressource elle aurait encore l'emprunt. Il n'en est pas moins

vrai cependant qu'un établissement de crédit qui a ses capitaux immobilisés dans des opérations à long terme, court beaucoup plus de risques qu'un autre ; et qu'il ne pourra pas, s'il a besoin d'argent, faire escompter son papier par les autres banques qui ne reçoivent que des effets à brève échéance. Mais c'est précisément en cela que consiste le problème du crédit agricole. Si l'agriculteur pouvait se contenter d'un délai de 90 jours, l'organisation de notre crédit serait infiniment plus facile. Sans doute il y aurait peut-être encore à rapprocher la banque des emprunteurs pour permettre à ceux-ci de la mieux connaître et de s'adresser à elle sans méfiance ; à celle-là, d'apprécier plus exactement la solvabilité de ses clients, mais la principale difficulté n'existerait plus.

Le crédit agricole peut se présenter sous trois formes différentes quant à leur but, à la garantie qu'elles offrent aux prêteurs, aux organes à l'aide desquels elles se manifestent ; le crédit foncier, le crédit mobilier, le crédit personnel.

Ces trois formes diffèrent d'abord par leur but. Dans certains cas l'agriculteur peut avoir besoin d'emprunter en vue d'entreprises ayant un caractère permanent. Ce sont des constructions qu'il faut bâtir pour l'exploitation de son domaine, des plantations qu'il veut faire. Il est

évident qu'ici la reconstitution du capital ne s'opérera que très lentement. A ce genre d'emprunt ce sera le crédit hypothécaire qui conviendra. Sans doute il entraînera des frais. Mais ceux-ci, répartis sur un assez grand nombre, d'années, ne seront pas encore trop onéreux.

Il y a d'autres entreprises qui exigent un crédit de moins longue durée ; on empruntera par exemple, pour planter une vigne qui ne peut donner qu'au bout de cinq ans, pour acheter des étalons, des machines. Le capital sera alors reconstitué plus rapidement que dans l'hypothèse précédente. Néanmoins les délais seront encore assez longs pour que le prêteur juge prudent de prendre certaines sûretés qui seront toutefois moins considérables que dans le crédit foncier. Enfin il y a des travaux qui ne nécessitent que des dépenses annuelles et quelquefois plus courtes. Il s'agit d'acheter des semences, des engrais, les produits nécessaires pour traiter les maladies de la vigne. Ces dépenses devront se retrouver à la récolte avec un certain bénéfice. Autrement celui qui les aura faites se sera livré à une mauvaise opération. Ici, la situation du débiteur n'aura pas beaucoup le temps de changer entre l'époque du prêt et celle de l'échéance. S'il est digne d'inspirer confiance, on peut se contenter de sa simple promesse de

payer et c'est alors le cas d'employer le crédit personnel.

La même divergence existe au point de vue juridique. Le crédit foncier est un emprunt hypothécaire. Il s'agit d'un prêt à très long terme et les risques sont relativement plus considérables. Il est donc rationnel qu'on ait alors recours au genre de garantie le plus efficace. De fait, l'hypothèque offre une sûreté à peu près absolue car elle repose sur la terre elle-même ; et la terre est un gage qui ne peut pas périr ni être volé. Aussi est-ce la forme la plus simple et la plus ancienne du crédit fait à l'agriculture. D'ailleurs les emprunts à longs termes ont pour but de constituer ou développer le capital immobilier. C'est là un soin qui incombe surtout au propriétaire. Cela est tellement vrai qu'on a parlé d'accorder une indemnité au fermier qui sortait de son exploitation avant d'avoir pu retirer le bénéfice des améliorations foncières qu'il y avait faites, comme cela est admis par la loi anglaise du 13 août 1875 et les articles 1611 et 1615 du Code civil portugais. Or, précisément le propriétaire seul peut hypothéquer ; et à ce point de vue encore, l'hypothèque semble convenir tout particulièrement à ce genre d'entreprise.

Le crédit mobilier, ainsi que son nom l'indi-

que, est garanti par les meubles agricoles ; instruments aratoires, bestiaux, récoltes. Ce gage ne donne pas une garantie aussi importante que celle qui résulte de l'hypothèque. Les marchandises sont des choses qui se détériorent ou qui peuvent avoir une valeur très variable. Aussi ce genre de crédit comporte-t-il des délais moins longs que le crédit foncier. Dans cette mesure il offre même des avantages car il n'entraîne pas d'autres frais que ceux d'un acte sous signature privée et de son enregistrement ; encore faut-il que le gage excède la valeur de cent cinquante francs (art. 2074 C. civ.). Les frais de mainlevée, si lourds pour le débiteur qui, après avoir payé, ne veut pas attendre la péremption de l'inscription prise contre lui ne se rencontrent pas ici. La remise par le créancier du meuble qui lui a été donné en nantissement suffit pour éteindre le privilège. Cependant cela ne va pas non plus sans difficultés. Les instruments aratoires, les bestiaux sont bien pour le cultivateur un sérieux élément de crédit. Mais s'il les constitue en gage il se met dans l'impossibilité de cultiver. De plus il faut compter avec les privilèges qui peuvent les grever, surtout avec le privilège que l'article 2102 du Code civil accorde au bailleur quand le cultivateur est un fermier. Nous verrons plus loin

comment la loi du 18 juillet 1898 a essayé en dépit de ces difficultés, de rendre possible l'usage du crédit mobilier au cultivateur, propriétaire ou fermier.

Dans le crédit personnel, le droit de créance du prêteur n'est garanti par aucun bien en particulier, mais par l'ensemble du patrimoine du débiteur, patrimoine qui est juridiquement considéré comme l'accessoire de la personne. Toutefois ce patrimoine n'a de valeur qu'en considération des qualités morales de la personne. On peut donc dire que le crédit personnel a pour base l'ensemble de la personne et du patrimoine de l'emprunteur.

Enfin ces trois genres de crédit diffèrent encore par leurs organes. Pour le crédit foncier il y a le fonctionnaire chargé de l'enregistrement et de la publicité des hypothèques qui grèvent les propriétés, c'est le conservateur des hypothèques. Il y a aussi le notaire qui doit nécessairement intervenir ici conformément à l'article 2.127 du code civil. On a contesté l'utilité de cette intervention mais ce qu'on ne saurait contester, c'est sa cherté. D'autre part, le prêt hypothécaire consenti par l'intervention du notaire a des inconvénients ; pour l'emprunteur qui ne peut pas rembourser avant l'échéance ; pour le prêteur qui ne trouve pas, à

tout moment, à placer son argent ni à placer exactement la somme qu'il a de disponible et qui est dans l'obligation si ennuyeuse de recourir à l'expropriation forcée, si l'emprunteur ne le paie pas. Aussi a-t-on fait intervenir une institution aux allures un peu plus modernes que le notaire, la banque foncière. Ici, le prêteur peut placer immédiatement la somme qu'il veut. Si l'emprunteur ne paie pas à l'échéance, la banque se charge elle-même de l'expropriation, le prêteur n'a pas à s'en occuper. Cet établissement offre une grande sécurité car l'ensemble de terres hypothéquées à son profit répond de l'ensemble de ses emprunts. L'emprunteur y trouve l'avantage de pouvoir amortir son capital par annuités ajoutées aux intérêts. Grâce enfin au crédit dont il jouit, cet établissement emprunte à un taux très faible, ce qui lui permet de n'exiger qu'un intérêt très faible de ses emprunteurs. De sorte qu'il arrivera qu'en ajoutant l'amortissement annuel au taux de l'intérêt, ceux-ci n'auront cependant à payer qu'une somme qui ne dépassera pas le chiffre de l'intérêt exigé ordinairement pour les prêts consentis entre particuliers.

Quant au crédit mobilier, il a pour organe le warrant agricole qui permet au cultivateur d'emprunter en donnant en gage les produits de

son exploitation sans cependant s'en dessaisir.

Enfin le crédit personnel se manifeste par les associations coopératives de crédit. L'homme riche peut emprunter sur sa seule signature. Mais un individu pauvre, fût-il honorable, ne trouvera pas de crédit parce qu'il peut mourrir, tomber malade, manquer de travail et se trouver ainsi, malgré sa bonne volonté, dans l'impossibilité de rembourser. Mais ce qu'il ne pourra pas faire à l'état isolé, il le pourra par le moyen merveilleux de l'association. Si cent individus pauvres mais d'une honorabilité indiscutable demandent à emprunter et se déclarent solidairement responsables du remboursement, ils trouveront le crédit demandé car le prêteur est moralement certain que tous ne mourront pas, ne tomberont pas malades ou ne se trouveront pas privés de travail simultanément. C'est une conséquence de l'idée de la solidarité, idée à la fois très ancienne et très moderne. Cette idée est très ancienne car on la retrouve à l'origine de toutes les sociétés. C'est la solidarité pénale que consacre ce texte de la loi salique, « si un homme est condamné pour homicide, ses parents doivent payer pour lui ». C'est la solidarité des successions que nous retrouvons dans l'expression romaine d'*hæres necessarius* et dant cette autre, si énergique du moyen âge :

« Le mort saisit le vif ». C'est enfin la solidarité dans l'emprunt car tous les membres de la famille répondent de la dette économique comme de la dette pénale de chacun.

Cette idée est aussi toute nouvelle car elle tend de nos jours à se substituer à l'idée de liberté et d'individualisme qui tenait jusqu'ici une place prépondérante.

Cependant le crédit personnel et le crédit mobilier sont souvent employés en agriculture pour des opérations analogues et de même durée. Si pour les deux la garantie n'est pas la même, la confiance que peuvent inspirer les qualités personnelles de l'emprunteur n'est pas étrangère au crédit mobilier. Enfin les sociétés de crédit rural sont naturellement désignées pour escompter les warrants agricoles. Aussi range-t-on dans une classe à part le crédit hypothécaire et réserve-t-on habituellement la dénomination de crédit agricole au crédit personnel et au crédit mobilier fait en vue de l'agriculture. Nous nous conformerons à cet usage et nous nous bornerons ici à étudier les lois relatives au crédit agricole, personnel et mobilier.

§ II. — *Utilité du crédit agricole.*

Nous savons déjà que le crédit agricole présente bien des dangers et qu'il demande à être

employé avec prudence. Aussi, pourrait-on penser qu'il vaut mieux en éloigner l'agriculteur que de lui en faciliter l'accès. Quel usage, en effet va-t-il faire du crédit ? Il est possédé, dit-on, du démon de la propriété. Tous ses efforts, tout son travail, toutes ses économies ont pour but ; d'abord, d'acquérir de la terre, et ensuite d'arrondir le plus possible son petit domaine. A certain point de vue on peut se féliciter de ces dispositions et dire avec Knies, que c'est un pont jeté sur l'abîme qui sépare le salarié du propriétaire. Encore faut-il que ceux qui acquièrent ainsi des propriétés puissent les conserver.

Or, ajoute-t-on, ce n'est pas avec le crédit agricole qu'ils y arriveront. Si le capital d'exploitation fournit une rémunération bien suffisante, il n'en est pas de même, nous l'avons vu, du capital incorporé dans le sol et les constructions.

Ce dernier ne paiera pas les intérêts de l'emprunt qu'il aura nécessité. Ce sera donc au capital d'exploitation qu'il appartiendra de payer ces intérêts.

Mais si l'année est mauvaise, s'il survient une perte de bétail, le revenu sur lequel on comptait ne sera pas obtenu. Les intérêts s'accumuleront d'année en année jusqu'au jour où le créancier recourra aux voies judiciaires. Alors ce sera l'expropriation, la ruine.

Cependant ce n'est peut-être pas surtout dans ce but qu'est fait le crédit agricole. Il est principalement organisé aujourd'hui pour favoriser la transformation de la culture extensive en culture intensive. Si les agriculteurs souffrent, n'est-ce point parce qu'ils ne sont pas des hommes de progrès ? Ne devraient-ils pas utiliser les ressources que la science a mises à leur portée pour améliorer leurs cultures et augmenter leur rendement ? Le crédit est précisément pour eux le moyen de mettre en pratique ces données de la science agricole et de sortir enfin de leur routine.

A cela on répond encore que les pays qui ont eu recours à la culture savante sont précisément ceux qui ont eu le plus à souffrir de la crise agricole qui sévit actuellement sur l'Europe. Le rendement moyen du blé par hectare est en Angleterre de 27 hectolitres ; en France de 25, en Espagne tout au plus de 9 (1). Or les souffrances de l'agriculture anglaise sont incomparablement supérieures à celles de l'agriculture française, et celles-ci, à celles de l'agriculture espagnole.

Sans doute la culture extensive produit peu mais comme elle a aussi peu de frais, le produit

1. Joaquim Sanchez de Toca. *La crisis agraria europea y sus remedios en Espana*, p. 208.

net représente chez elle une grande partie du produit brut, environ 50 0/0. Qu'il survienne une crise, une baisse de 20 0/0 par exemple, cette baisse porte sur la valeur brute qui n'est plus que de 80 0/0 de ce qu'elle était primitivement.

Mais si les frais ne sont que de 50 0/0 il y aura encore 30 0/0 de bénéfices nets. Dans la culture intensive, le produit net peut être beaucoup plus élevé en valeur absolue, mais il représente un tant pour cent beaucoup plus faible du produit brut. Ce pourcentage est de 20 et tout au plus de 30.

S'il survient en pareil cas, une baisse des prix, il n'y aura plus qu'un bénéfice insignifiant et souvent il y aura une perte. La baisse des produits agricoles a sur la culture intensive l'inconvénient qu'on attribue en économie financière à la dîme qui comprenait, on le sait, le dixième du revenu brut de la terre et qui, par suite, était d'autant plus lourde que le rapport du produit net au produit brut était plus faible. Pour admettre la culture intensive il faudrait être sûr que les denrées agricoles se vendront toujours un prix rémunérateur. Or, ce n'est pas précisément ce qui a lieu aujourd'hui où nous voyons pour ces denrées des alternatives considérables de hausse et de baisse. Dans de pa-

reilles conditions, le crédit ne pourrait donc que conduire à la ruine celui qui aurait l'imprudence d'y recourir, de se fier aux conseils de ces théoriciens qui exigent un rendement de 30 à 40 hectolitres à l'hectare et qui prétendent que le territoire actuel de la France devrait fournir la nourriture de cent millions d'habitants. D'ailleurs, ajoute-t-on, cela se comprend et s'explique. Dans l'industrie, plus on fabrique et plus on abaisse les frais de production, parce que ces frais se divisent en deux parts ; l'une fixe, quelle que soit la quantité produite ; l'autre proportionnelle au nombre des objets fabriqués. Par conséquent, plus on fait de marchandises, plus la part de frais généraux à la charge de chacune d'elles sera minime. En agriculture il y a bien aussi une part de frais fixes, c'est le revenu de la terre. Quant à l'autre part des dépenses, elle est plus que proportionnelle au rendement.

Il ne faut pas oublier d'ailleurs que le lorsqu'on dit que le cultivateur doit viser au maximum de produit net, c'est du produit net en argent qu'il s'agit. Le rendement en nature peut bien croître, en effet, en proportion du travail et du capital. Mais une fois transformé en argent il arrive souvent qu'il représente une somme moins que proportionnelle au capital et au tra-

vail à cause de l'état du marché. Or, sans-produit net vous n'obtenez qu'un déplacement de capitaux sans enrichissement véritable ; et cependant pour rembourser le capital emprunté, il faut bien, dans les produits de la culture, retrouver ce capital avec un certain bénéfice.

Mais le crédit agricole ne pourrait-il pas encore être utile en permettant au cultivateur pressé d'argent de ne pas vendre ses denrées à contre-temps ; par exemple au moment de la récolte, et d'attendre des prix rémunérateurs ? Cela encore a été contesté (1). On a dit que la récolte n'entraîne pas une dépression des cours ; que par conséquent elle ne nécessite pas l'intervention du crédit. Sans doute le producteur se débarrasse de ses denrées. Mais une classe spéciale de personnes, celle-là même que les agriculteurs incriminent le plus souvent, aurait pour mission et pour fonction économique de prendre en charge les stocks produits dans le but de les acheminer au fur et à mesure vers le consommateur. Il faudrait encore ajouter celle des agriculteurs qui pourraient garder leurs récoltes un temps plus ou moins long et qui agiraient par leur abstention dans le même sens que le com-

1. Voy. Georges Maurin et Brouilhet. *Manuel pratique de crédit agricole*, 1900, p. 83.

merce par ses achats. En fait, le cours des produits obéirait ; non pas à la récolte, mais à des considérations plus importantes comme l'abondance ou la rareté des quantités récoltées. Ce serait par les indications qu'elle donnerait sur les quantités disponibles et non par elle-même que la récolte influencerait sur les prix. Ainsi le crédit ne pourrait guère modifier la situation actuelle. Il serait un élément de plus qui viendrait agir dans le même sens que les marchands de grains et que les agriculteurs qui n'ont pas besoin de fonds et qui peuvent garder leurs denrées après la récolte, mais il ne serait pas absolument nécessaire.

Cependant s'il y a dans ces opinions une part de vérité, il y a également beaucoup d'exagération. Assurément ce ne serait pas donner à l'agriculteur un sage conseil que de lui dire d'employer le crédit dans le but d'acheter des terres, quoique cette opération ne soit pas nécessairement et toujours ruineuse. Un fermier qui emprunterait pour acheter un petit domaine et qui emmènerait sur sa nouvelle terre tout son capital d'exploitation ne pourrait-il pas à l'aide de ce dernier qu'il aurait déjà en sa possession suppléer à l'insuffisance du revenu qu'il retirerait du capital incorporé pour payer sa dette ? Cela pourrait se faire alors même que des années

mauvaises viendraient diminuer le revenu du capital d'exploitation. De même, un individu qui possède déjà un domaine pourrait emprunter sans grand préjudice pour acheter un champ ou une pièce de terre qui lui convient tout spécialement. Si ce champ ne lui fournit pas de quoi se libérer de son emprunt, les bénéfices qu'il retirera du reste de son domaine pourront y suppléer. Néanmoins nous reconnaissons que ce ne sont là que des cas exceptionnels et nous admettons en principe avec M. Wollemborg que « c'est la préoccupation de s'arrondir, la fièvre d'acquisition, la soif de la terre qui amènent le paysan à acheter à prix fou, à emprunter pour payer et à tomber dans l'endettement qui le dévore (1) ».

Mais faut-il également condamner le crédit employé en vue de transformer la culture extensive en culture intensive ? La question est plus complexe et demande à être examinée de plus près. La vérité est qu'il y a des cas où la culture intensive est plus avantageuse ; d'autre où il vaut mieux s'en tenir à la culture extensive. En cette matière, dit M. Cauwès, il y a lieu de tenir compte du capital disponible, de l'étendue des débouchés, de l'emplacement et des carac-

1. Wollemborg. Conférence au théâtre de Menton, p. 20.

tères du sol. On considère comme acquis que dans un pays où, toutes choses égales d'ailleurs, le sol a atteint un prix assez élevé et où les capitaux ne sont pas chers, on a intérêt à consacrer à une surface donnée la plus grande somme possible de ces capitaux puisque ce dernier élément de la production est, par hypothèse, celui que nous supposons le moins coûteux. Si au contraire, les exploitants ne disposent que d'un faible capital et si la valeur des terres est peu élevée, il y a avantage à pratiquer la culture extensive. De même il y a lieu de proportionner le capital et le travail consacrés à l'agriculture d'un pays aux débouchés que celle-ci peut obtenir. Si dans un milieu donné les produits agricoles suffisent à satisfaire tous les besoins de la population et si on ne peut pas les écouler au dehors à quoi bon en augmenter encore la quantité. Il y aurait là une augmentation dans les offres en présence d'un maintien dans les demandes qui ne ferait qu'entraîner l'avilissement des prix, avilissement qui, nous le savons, est particulièrement préjudiciable à la culture intensive. C'est alors que si le rendement en nature augmente, comme on l'a dit, proportionnellement à l'excédent de travail et de capital, le produit net en argent ne s'accroît pas proportionnellement à cet excédent. Les débouchés peuvent être res-

treints parce que la population du pays est clairsemée ; qu'elle ne jouit pas du bien-être suffisant pour augmenter la consommation ou que les moyens de communication sont encore trop coûteux pour permettre de vendre au loin des produits qui représentent généralement une faible valeur sous un grand volume. Mais cela peut tenir aussi à ce que l'agriculture d'autres pays où la terre est moins chère et les engrais encore inutiles fait à la production nationale une concurrence qui ne permet à cette dernière que de compter sur le marché intérieur où les droits de douane la protègent contre ses rivaux. Seulement il s'agit précisément de savoir si en consacrant chez nous beaucoup de capitaux dont le prix est actuellement faible à des terres d'une assez grande valeur on n'obtiendrait pas un coût de production aussi bas qu'en consacrant à des terres à bon marché une petite quantité de capitaux qui, ainsi que cela se produit dans les pays neufs, atteignent un taux d'intérêt assez élevé. Sans doute, alors même que ce résultat ne pourrait pas être obtenu, l'agriculture nationale pourrait trouver dans l'intérieur du pays et grâce au protectionnisme, un débouché à ses produits. Si alors elle ne suffit pas à la consommation intérieure ; elle pourra recourir à la culture intensive dans la mesure où il est nécessaire

pour satisfaire à cette consommation. Seulement, les droits protecteurs qui peuvent favoriser la culture intensive à ce point de vue la retarderont au contraire quand il s'agira de lutter contre la concurrence étrangère. Le libre échange au contraire, par la rude discipline qu'il impose au commerce comme à l'industrie, est souvent de nature à développer dans la production des ressources inconnues.

Enfin il y a lieu de tenir compte des caractères du sol pour consacrer une terre à la culture à laquelle elle est plus particulièrement destinée.

Il nous semble qu'en cette matière il faut s'en tenir à la règle que M. Lecouteux a ainsi formulée dans son traité d'économie rurale (1) : « Tout système de culture comporte un certain capital au-dessus et au-dessous duquel les profits ne sont plus proportionnels ». Et plus loin il ajoute : « Plus on dépense par hectare jusqu'à la limite nécessaire pour obtenir le maximum de produit brut en argent que comporte le milieu économique et moins on dépense par quintal et par hectolitres récoltés. Il en est de même pour le bétail ; « Plus on dépense,

1. Lecouteux. *Economie rurale*, 1889, t. 2, p. 456 et suiv.

dit-il, par tête de bétail ou par quintal vivant jusqu'à la limite nécessaire pour obtenir le maximum de produit brut en argent que comporte le milieu économique plus on abaisse le prix de revient du bétail et de ses produits. Ainsi en agriculture comme dans les autres industries le rendement serait proportionnel aux dépenses jusqu'à une certaine limite ; et ce n'est qu'au dessus de cette limite qu'il serait moins que proportionnel. Sans doute, si on pouvait augmenter indéfiniment la production d'une superficie de terrain donné en augmentant proportionnellement le travail et les frais, les propriétaires ne manqueraient pas de le faire. Le simple fait que les choses ne se passent pas ainsi et que l'on étend sans cesse les cultures à des terrains moins fertiles et moins bien situés démontre suffisamment que l'on ne peut pas en pratique, demander à un même terrain au delà d'un certain rendement. Mais si d'autre part, tout perfectionnement dans la culture devait coûter proportionnellement plus qu'il ne rapporte, ce serait à désespérer de l'industrie agricole. La culture la plus rémunératrice serait la plus primitive. Quant à la mesure dans laquelle il faut se maintenir pour obtenir ainsi un rendement plus que proportionnel, elle varie d'après les données dont nous avons parlé ; le prix des capitaux,

l'étendue des débouchés, la nature des terrains. C'est là une question de fait qu'on ne peut trancher qu'autant qu'on a une certaine habitude des questions agricoles, unie à cet instinct des affaires qui ne s'enseigne pas.

Enfin on nous dit que le crédit agricole ne peut même pas être utile pour permettre au cultivateur de ne pas vendre sa récolte immédiatement après la moisson afin d'éviter une mévente. La baisse que l'on redoute ne serait pas due à la quantité de produits qui sont jetés sur le marché, parce que les accapareurs, en les achetant au moment où ils sont chers, servent à atténuer des hausses et des baisses trop considérables. La recette influencerait sur les prix, non par elle-même mais par les indications qu'elle donne. Quand une année on présume que les céréales seront abondantes, leur baisse a lieu avant même que la récolte soit faite, avant que les offres aient lieu.

Nul doute en effet que les spéculateurs n'atténuent dans une certaine mesure un écart trop considérable entre les hausses et les baisses dans le prix des produits sur lesquels ils opèrent.

Cependant il y a deux ans, le quintal de blé coûtait 32 francs. Actuellement il vaut environ 17 francs. Les spéculateurs n'empêchent donc pas les alternatives, même considérable, de hausse

et de baisse. D'ailleurs, s'ils arrivent à établir dans les prix une certaine uniformité, souvent la production ne profite pas de cet état de choses. Par suite du développement des communications, en effet, les marchés ont changé. Ils sont devenus généraux, de locaux qu'ils étaient. La plupart des produits agricoles ont leurs prix réglés d'après leurs cours sur certaines places. Ainsi les blés sont réglés par le marché de Marseille, les soies, par celui de Lyon ; les laines, par celui de Reims. Mais le petit producteur ne connaît pas le prix de ses produits sur ces marchés lointains. Dans sa contrée, comme il a besoin de vendre sa récolte en gros, il ne pourra guère l'offrir qu'au marchand de grains et celui-ci la paiera d'autant moins chère que les offres seront plus abondantes. Cela d'ailleurs lui est facile car dans la contrée où il opère il a un certain monopole ; ses magasins sont à proximité des exploitations, ce qui a son importance pour des produits qui ne sont pas aisément transportables ; il est connu des producteurs.

On dit aussi que la récolte opère moins par elle-même sur les prix que, par les indications qu'elle fournit. Il n'en est pas moins vrai cependant que, si les prix des denrées agricoles baissent lorsqu'une moisson s'annonce abondante, avant même qu'elle soit recueillie, c'est parce

que l'on sait que cette récolte sera suivie d'une offre considérable à cause de l'obligation où se trouvent beaucoup de producteurs de vendre immédiatement. Il en serait peut-être autrement si on savait que ces producteurs allaient garder chez eux leurs moissons pour ne les écouler que lorsque les prix seraient favorables. D'ailleurs, alors même que cela ne suffirait pas pour empêcher la baisse, il importe seulement de constater que cette baisse se produit pour pouvoir dire que le crédit peut avoir ici sa raison d'être en permettant aux agriculteurs de ne pas trop en souffrir.

*
* *

En dehors de ces cas spéciaux, le crédit peut encore être utile au cultivateur dans beaucoup de circonstances ordinaires, même parfois en vue de dépenses improductives mais indispensables. Ce sont, par exemple des frais de procédure, de maladie ou d'autres dépenses de ce genre qu'il faut acquitter. Sans doute il est fâcheux de s'endetter, mais ici l'emprunt est encore préférable aux autres moyens de payer, comme par exemple une vente faite à contre-temps. Il y a même souvent des dépenses fort utiles que le cultivateur ne peut se permettre qu'à l'aide du crédit bien que souvent elles

soient assez faibles parce que l'argent comptant lui fait défaut : « Nous connaissons nombre de fermiers, écrit M. Louis Durand dans son ouvrage sur le crédit agricole (1), qui possèdent un cheptel et des instruments aratoires pour une somme relativement importante, qui sont à juste titre considérés comme les plus aisés de leur commune, et qui à certains moments ne possèdent pas vingt francs en argent et qui ne pourraient se procurer cette petite somme qu'en vendant une partie de leurs élèves ».

Et pour l'achat du bétail le crédit peut encore être fort utile. C'est là une des principales ressources du cultivateur depuis que la concurrence étrangère a rendu plus difficile la vente de nos grains. D'autre part, s'il n'a pas sur sa terre le nombre d'animaux suffisants, il ne peut pas la cultiver convenablement. Ses provisions de fumier sont alors diminuées au détriment de son exploitation ; ses pailles, ses fourrages, qui ne peuvent plus être utilisés sur place sont vendus. Ainsi sortent de la terre les éléments nutritifs, phosphates et autres qui ne lui sont pas restitués et auxquels ne suppléent qu'imparfaitement les engrais chimiques qui

1. Louis Durand. *Le crédit agricole en France et à l'étranger*, 1891, p. 69.

n'ont pas la même puissance de fertilisation que le fumier de ferme. Toutes les forces productives de l'exploitation ne sont pas ainsi utilisées et le cultivateur n'obtient pas, à égalité de dépenses, le maximum de rendement.

Mais pour acheter du bétail il faut le payer comptant. Le privilège du vendeur est peu considéré quand il s'exerce sur des marchandises de cette sorte qui peuvent perdre rapidement une grande partie de leur valeur si elles ne sont pas bien soignées, ce qu'il y a lieu de craindre lorsqu'elles sont entre les mains d'un individu qui n'a pas pu les payer. Aussi voyons-nous à l'étranger des établissements ayant exclusivement pour but d'acheter du bétail au comptant pour le revendre ensuite à crédit au cultivateur. C'est le cas en particulier ; en Allemagne, de la banque de Trèves ; en Suisse, des banques communales du canton de Thurgovie.

On pourrait encore dire la même chose des ustensiles agricoles, quoique le privilège du vendeur ait ici plus d'importance. Comme ces dépenses sont indispensables à son exploitation, le cultivateur les fera, mais souvent il se bornera au strict nécessaire et son terrain sera cultivé d'une façon insuffisante, c'est-à-dire mal.

Cependant il y a longtemps déjà que la plupart de ces besoins existaient pour le cultivateur.

Il trouvait bien autrefois à emprunter pour y faire face, pourquoi lui faut-il donc aujourd'hui une organisation spéciale du crédit rural ? Sans doute autrefois on ne pratiquait pas la culture intensive qui exige plus d'argent que n'en peut fournir généralement un petit capitaliste rural. Mais la culture intensive n'a pas encore supplanté la culture extensive. Cette dernière est seule employée par la grande majorité des agriculteurs. La vérité c'est qu'il y a moins d'argent qu'autrefois dans les campagnes. Longtemps le cultivateur a conservé chez lui ses fonds disponibles. Il ne les sortait du traditionnel bas de laine que pour les prêter à un voisin bien connu par son honorabilité et sa solvabilité et ne les faisait servir ainsi que d'une façon intermittente. Aujourd'hui il n'en est plus ainsi. Le petit capitaliste rural commence à placer en rentes sur l'Etat, en actions, en valeurs d'une foule de compagnies commerciales et industrielles et surtout à la caisse d'épargne l'argent qu'il réservait jusqu'ici à l'agriculture. Assurément, au point de vue économique, on ne saurait se plaindre d'un pareil état de choses. Il n'est pas bon de laisser sans emploi des capitaux qui, réunis dans une banque, peuvent devenir utiles à la société comme à leurs propriétaires. Néanmoins cette modification qui commence à se produire

dans les habitudes de la campagne a créé une situation nouvelle dont il importe de tenir compte. Les agriculteurs qui cherchent à emprunter n'ont plus à leur disposition, ce mode de crédit, mal organisé peut-être, mais qui satisfaisait néanmoins les besoins les plus urgents.

Il y aurait peut-être moyen d'obvier à cet inconvénient. Ce serait de consacrer au crédit rural les fonds placés dans les caisses d'épargne afin que l'argent gagné par l'agriculture vint par sa circulation féconder l'agriculture qui l'a produit. Mais chez nous comme en Angleterre les caisses d'épargne sont soumises au système de l'adduction forcée et l'emploi exclusivement donné au stock des caisses d'épargne est le placement en valeurs déterminées par la loi et spécialement en rentes sur l'Etat. C'est un procédé inspiré par le désir de favoriser la sécurité de l'épargne, mais il a l'inconvénient de la centraliser outre mesure et de l'empêcher de féconder des œuvres d'intérêt local. Ne pourrait-on pas, sans pour cela oublier les conseils de la prudence, donner aux caisses d'épargne plus de latitude dans l'emploi de leurs fonds ? Nous avons eu dans ce sens un certain nombre de propositions de lois parmi lesquelles on peut citer celles de M. Lockroy, du 9 juin 1887 et du 9 mai 1889 qui ont plus particulièrement trait

à notre sujet puisque d'après elles les caisses d'épargne pourraient consacrer une partie de leurs fonds à des œuvres de crédit populaire. Ici l'auteur tient compte de la situation de fait dans laquelle se trouvent actuellement les caisses d'épargne. Il propose des mesures de transition destinées à les amener progressivement dans cette nouvelle voie sans compromettre la sûreté de leurs dépôts. Ainsi les caisses d'épargne n'auraient pu disposer des fonds qui leur auraient été avancés qu'en vertu d'une autorisation ministérielle spéciale pour chaque caisse. Cette autorisation aurait déterminé la nature des opérations qui eussent été permises. Les placements auraient dû être assez rémunérateurs pour payer l'intérêt aux déposants. Enfin le montant des fonds ainsi consacrés au crédit populaire n'aurait jamais pu dépasser, pour chaque caisse, le chiffre de son solde créditeur à la Caisse des dépôts et consignations. Nous voyons d'ailleurs quelque chose d'analogue à l'étranger. Les banques italiennes font des prêts sur gage en faveur de l'agriculture et spécialement des banques agricoles. En Danemark, en Autriche-Hongrie, les caisses d'épargne ont aussi une grande latitude et elles consacrent une partie de leurs fonds à des prêts hypothécaires.

En Allemagne les *worschussvereine* de Schul-

ze-Delitsch sont, à proprement parler, beaucoup plus des caisses d'épargne que des associations d'avances puisqu'elles ne prêtent qu'à 12 ou 13 0/0, afin de servir à leurs propres prêteurs un intérêt plus élevé.

Mais chez nous les caisses d'épargne qui ne prêtent pas à l'agriculture nuisent d'autre part à la constitution d'établissements de crédit rural. Pour faire face aux demandes de crédit qui leur sont adressées, ceux ci doivent en effet obtenir des dépôts qui ne peuvent leur venir que de la petite épargne ainsi que cela se voit à l'étranger. Les grands commerçants, les grands industriels ne se mettent en relation d'affaires qu'avec les banques importantes auxquelles ils font des dépôts et demandent des crédits plus considérables que ceux qui ont lieu dans les banques populaires. Aussi pour attirer à elles l'épargne populaire, les sociétés de crédit rural devront servir à leurs déposants un intérêt au moins égal à celui des caisses d'épargne, et même, à égalité d'intérêts, ceux-ci préféreront porter leurs fonds à la caisse d'épargne surveillée et garantie par l'Etat. Or l'intérêt servi par les caisses d'épargne est encore assez élevé pour des dépôts à vue. Il y a donc là une concurrence qui rendra toujours pénible l'existence de petites caisses rurales organisées comme celles

que l'on trouve à l'étranger. Sans doute la loi du 25 juillet 1895 a bien autorisé les caisses d'épargne à consacrer aux sociétés coopératives du crédit une partie de leurs fortunes personnelles. Mais cette innovation n'a pas une portée assez considérable pour modifier sensiblement la situation actuelle.

Cependant, en dépit de ces circonstances qui ont rendu plus utile qu'autrefois une organisation du crédit agricole, l'esprit un peu trop routinier du paysan, la possibilité de trouver encore du crédit, sans avoir à subir les inconvénients de l'usure qui est plus rare chez nous que dans beaucoup d'autres pays, ont retardé, en France, cette organisation, qui malgré de nombreux projets est encore à l'état rudimentaire.

§ III. — *Exposé sommaire des propositions de lois qui ont précédé la législation actuelle sur le crédit agricole.*

La question du crédit agricole n'a vraiment préoccupé les pouvoirs publics en France qu'à partir de 1835.

De 1840 à 1845, le conseil supérieur de l'agriculture, des manufactures et du commerce

s'occupa à plusieurs reprises de l'organisation du crédit pour les cultivateurs. Ses travaux n'aboutirent qu'à des discussions stériles ; et en vue de trancher les opinions divergentes, un congrès fut réuni. Dans ce congrès, M. Wolowski émit un certain nombre de propositions ayant trait ; les unes, aux sûretés que le cultivateur pouvait fournir aux prêteurs ; les autres, à l'organisation d'institutions spécialement faites pour avancer des fonds à l'agriculture. Ses idées, combattues par M. Dupin et M. Buffet, furent rejetées par le congrès qui se borna à émettre le vœu platonique que le gouvernement fit étudier la question. Pendant ce temps, M. Royer, inspecteur général de l'agriculture avait été chargé par le gouvernement d'aller étudier à l'étranger et spécialement en Allemagne les institutions de crédit signalées comme pouvant fournir d'utiles indications pour des créations similaires, susceptibles d'être faites en France.

La question du crédit agricole en était là, quand éclata la révolution de 1848. C'est alors qu'on vit apparaître une foule de projets dont beaucoup étaient absolument impraticables. Ce fut à ce moment que M. Tourret, ministre de l'agriculture présenta à l'Assemblée nationale un projet de loi où il était question de charger directement l'Etat du crédit agricole. Ce projet fut

d'ailleurs retiré quelques mois après par le successeur de M. Tourret, M. Buffet.

En 1852, M. Wolowski parvenait à fonder la Banque foncière de Paris qui devait être plus tard le Crédit foncier de France. Cette institution n'avait pas pour but le crédit agricole proprement dit. Mais en vertu d'une convention passée avec l'Etat et approuvée par la loi du 27 septembre 1858, elle se chargeait de faire à l'agriculture les avances nécessaires pour les drainages et autres améliorations garanties par un privilège sur la récolte du fonds. Ce n'étaient plus dès lors, des opérations exclusivement hypothécaires mais des opérations rentrant jusqu'à un certain point dans le domaine du crédit agricole. Cependant elles étaient loin de suffire même aux besoins les plus urgents puisqu'elles ne fournissaient que les capitaux d'amélioration et non les capitaux d'exercice, les capitaux circulants.

Cependant l'imagination des inventeurs continuait à se donner carrière, et en 1856, le ministre de l'agriculture se décidait : d'une part, à ouvrir une enquête sur les institutions étrangères analogues ; et d'autre part, à créer une commission spéciale, destinée à étudier les propositions adressées au gouvernement ainsi que les rapports sur les institutions étrangères.

Cette commission devait aussi indiquer dans des conclusions, les parties de ces propositions qui pourraient être utilement adoptées. Après avoir rejeté un grand nombre de systèmes plus ou moins utopiques, elle crut devoir approuver certains projets qui tendaient : les uns, à permettre aux cultivateurs de recourir plus facilement au crédit réel mobilier ; les autres, à organiser des établissements de crédit agricole. C'était aboutir à peu près aux mêmes conclusions que M. Wolowski au Congrès de 1845. Elle approuvait aussi une proposition de M. Mosselmann tendant à fonder une banque avec succursale dans chaque département, ayant uniquement pour but de donner l'aval au papier agricole ; et une autre de M. Germiny qui demandait la fondation d'un établissement autonome mais administré par le Crédit foncier qui devait mettre à sa disposition ses agences et son personnel.

Le gouvernement n'accueillit que ce dernier vœu et provoqua la constitution d'un grand établissement qui fut la Société du crédit agricole. Ainsi qu'on l'a souvent fait observer, c'était mettre une institution de crédit à la portée des agriculteurs avant d'avoir fourni à ceux-ci le moyen d'y avoir recours.

Le nantissement restait entouré d'entraves ;

la procédure contre le cultivateur insolvable ne donnait pas à un établissement de crédit les moyens prompts et peu coûteux qui lui sont nécessaires en pareil cas ; le privilège du propriétaire continuait à faire obstacle au crédit foncier. Enfin et surtout l'éducation économique du paysan était entièrement à faire en cette matière et elle ne pouvait pas l'être par l'établissement que l'on fondait parce qu'il était situé beaucoup trop loin de lui pour cela. Comme le dira plus tard M. Méline, dans l'exposé de son projet de loi, on organisait le crédit agricole par en haut avant de l'organiser par en bas, alors que c'était précisément l'ordre opposé qu'il fallait suivre.

Aussi la Société du crédit agricole fut-elle obligée de liquider en 1876 à la suite des pertes qu'elle avait éprouvées dans l'affaire égyptienne. M. Josseau (1) a prétendu que cet échec ne condamnait pas le principe d'après lequel était organisée la Société ; que celle-ci n'aurait pas succombé si elle ne s'était pas lancée dans des spéculations étrangères à son but. Il a soutenu qu'on pourrait organiser avec succès une nouvelle société de ce genre en lui interdisant les opérations qui amenèrent la chute de la première.

I. Josseau. *Traité du Crédit foncier*, vol. II, p. 404.

Cependant au cours d'une procédure engagée devant le tribunal de la Seine, on a dit avec plus de vraisemblance que c'est précisément parce que la Société du crédit agricole n'a pas trouvé dans sa clientèle naturelle d'agriculteurs de quoi occuper ses disponibilités qu'elle a dû recourir à la spéculation. Ainsi ce serait moins le crédit qui aurait manqué aux agriculteurs que ceux-ci à la banque parce qu'ils ne se trouvaient pas dans les conditions voulues pour pouvoir emprunter.

L'insuffisance de cette société, la nécessité d'organiser, avant toute institution de ce genre certaines mesures destinées à faciliter les opérations de crédit rural étaient bien reconnues dès 1866.

Aussi, à cette époque, le gouvernement ouvre encore une nouvelle enquête et nomme encore une nouvelle commission afin d'étudier les réformes qu'exigeait la situation. Les avis de la commission furent formulés dans un rapport et dans un projet de loi rédigés par M. Josseau. Ce double document fut envoyé au Conseil d'Etat qui ne put à raison des événements de 1870, rendre d'avis à ce sujet.

Au cours de la même année une autre commission avait également été chargée d'une enquête sur la crise agricole. Accessoirement elle

eut à s'occuper du crédit rural. Elle examina les multiples projets que cette dernière question avait fait éclore et se borna à rendre au projet de M. Josseau un hommage purement honorifique, puisqu'elle en repoussa en même temps toutes les conclusions. Elle émit seulement le vœu « que l'agriculture trouvât plus de facilité pour avoir du crédit et que des institutions financières fussent dirigées dans ce but ». Mais elle estima en même temps que l'intervention de l'Etat ne pourrait être que mauvaise en cette matière.

La question en resta là jusqu'en 1878. A ce moment, la disparition de la société agricole, le congrès international agricole qui se tint à Paris à l'occasion de l'exposition universelle, rappelèrent l'attention sur ce sujet. M. Josseau saisit cette assemblée des propositions contenues dans son rapport de 1866. Le congrès les discuta mais il ne paraît pas avoir formulé de conclusions bien nettes.

Enfin nous trouvons une dernière commission réunie à ce moment par M. Teisserenc de Bort, qui, pour faciliter ses travaux, prescrivit une enquête près des conseils généraux et chargea son collègue des affaires étrangères de faire recueillir des renseignements sur les institutions fondées à l'étranger en vue du crédit agricole.

Comme les commissions précédentes, celle-ci répudia les systèmes basés sur l'intervention de l'Etat. Elle demanda seulement le concours du législateur en vue d'obtenir la suppression des entraves apportées par les lois civiles et commerciales à la libre expansion du crédit rural. Elle voulait en particulier la liberté du contrat de cheptel, l'organisation du gage sans déplacement, la simplification des voies d'exécution, la commercialisation des engagements de l'agriculteur et une restriction au privilège du bailleur. Ce sont ces propositions qui, acceptées par le gouvernement, sauf la partie relative au cheptel, furent présentées au Sénat le 20 juillet 1882 par M. de Mahy sous la dénomination de « Projet de loi sur le crédit agricole ». Elles furent profondément modifiées par la commission sénatoriale. En dernier lieu, il ne subsista même du projet gouvernemental que la partie relative à la restriction du privilège du bailleur et à l'attribution en cas d'incendie, de l'indemnité d'assurance aux créanciers privilégiés sur les meubles. C'est ce qui devint la loi du 19 février 1889.

Depuis cette époque de nombreuses propositions ont encore été émises. Signalons en particulier celles de MM. de Sonnier, Dethou, Lockroy, Guillemet, Antonin Proust, Castelein,

Martinon ; et enfin celle de M. Méline déposée le 10 mai 1890 et qui, après avoir subi de nombreuses modifications, est devenue la loi du 5 novembre 1894, relative à la création des sociétés de crédit agricoles.

Sans nous perdre dans cet amas de systèmes de toutes sortes, nous allons nous borner ici à dire quelques mots des principales idées qui ont été les plus souvent émises dans les différentes propositions et qui ont plus particulièrement mérité l'attention des commissions chargées de les examiner. Parmi celles-ci, les unes ont pour but de permettre aux cultivateurs d'offrir des garanties plus sérieuses aux capitalistes ; les autres visent à établir des institutions spécialement faites en vue du crédit agricole.

Parmi les premières, on peut ranger ce qu'on appelle le « Gage sans dessaisissement » qui a bien été le moyen le plus fréquemment indiqué de faciliter l'emprunt au cultivateur. L'homme de la campagne, disent avec plus ou moins de variantes ceux qui le proposent, possède des instruments agricoles, des bestiaux et des récoltes qui dans leur ensemble, représentent une valeur considérable. Il y aurait là un élément important de crédit mobilier s'il pouvait les constituer en gage. Malheureusement il lui est impossible de se priver de ses bestiaux et de ses ins-

truments aratoires. Quant à ses récoltes comme elles représentent une faible valeur sous un volume considérable, très peu de prêteurs veulent s'en charger. Sans doute l'agriculteur pourrait peut-être transporter ses récoltes dans les magasins généraux où on lui délivrerait un warrant représentatif. Mais c'est là un moyen peu pratique à raison des frais de transport et d'emmagasinage. Cependant la loi est formelle, les articles 2076 et 2102 § 2 du Code civil n'accordent de privilège au créancier sur l'objet qui lui a été donné en gage qu'autant que cet objet n'est plus en la possession du débiteur. Or, dit-on, pourquoi ce débiteur ne pourrait-il pas conférer à son prêteur sur certains objets de son exploitation les droits du créancier gagiste sans cependant être tenu de se dessaisir de ces objets qui lui sont nécessaires ?

L'idée, d'ailleurs, n'est pas nouvelle. A Rome, le plus ancien mode de sûreté réel fut, d'après l'opinion générale, l'aliénation fiduciaire. Mais celle-ci avait de graves inconvénients puisque le déposant risquait, à l'heure choisie, de ne pouvoir obtenir la retranslation de propriété du dépositaire infidèle ou devenu incapable. Aussi l'aliénation fiduciaire fut-elle remplacée par la simple remise matérielle de la chose déposée ; de sorte qu'à l'époque classique la trans-

lation faite *depositi causa* ne transférerait pas la propriété. On eut alors le gage comme nous l'entendons aujourd'hui, au moins en tant qu'il portait sur les meubles, avec ses avantages sur l'aliénation *contracta fudicia*, mais aussi avec les inconvénients que nous lui avons déjà reprochés en notre matière. Ce fut précisément pour obvier à ces inconvénients que le prêteur Servius permit au fermier d'une exploitation rurale ; d'hypothéquer, pour garantir la sûreté de son prix de ferme, les meubles, les bestiaux et les ustensiles aratoires qu'il apportait sur le fonds. Le bailleur eut pour sanctionner son droit *l'actio serviana*. Ce procédé fut généralisé dans la suite. Il fut admis que tout créancier pourrait par simple convention, obtenir une hypothèque sur les biens meubles ou immeubles de son débiteur. Ce fut en vue de ce nouveau droit qu'on créa *l'actio quasi-serviana ou hypothecaria*. C'était là le gage sans dessaisissement avec le droit de suite. Dans quelques-unes de nos anciennes coutumes comme celles de Normandie ou de Bretagne nous trouvons aussi l'hypothèque imparfaite, c'est-à-dire dépouillée du droit de suite et qui est en tout point semblable au droit dont il est question dans les projets que nous examinons.

Ces projets sont d'abord ceux de MM. d'Es-

terna et de Beaumont, présentés à la commission de 1856 qui les approuva, mais auxquels le gouvernement ne donna pas suite. En 1866 ces deux auteurs revinrent à la charge. Ils furent alors appuyés par MM. Frémy, Leviez et Delbard qui firent des propositions analogues. Les arguments invoqués par eux se retrouvent dans le rapport de M. Josseau. A l'appui de cette réforme M. Josseau cite la loi du 11 juillet 1851 qui a organisé un mode de gage sans dessaisissement des récoltes sur pied dans nos colonies de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion ; la constitution habituelle du débiteur saisi comme sequestre des meubles qui forment la garantie du créancier poursuivant ; la loi du 23 mai 1863 autorisant la constitution du gage commercial sans tradition réelle par la simple remise du connaissement entre les mains du créancier. M. Josseau critiquait l'opinion de ceux qui soutenaient que cette innovation serait aussi nuisible qu'utile sous prétexte que les prêteurs n'auraient plus désormais à compter sur les meubles de leurs débiteurs pour se payer, ces meubles pouvant toujours être affectés à la garantie spéciale d'une créance. Est-ce que, disait-il, l'hypothèque est inutile parce que le débiteur dont tous les biens sont grevés ne trouve plus à emprunter ? Cependant la compa-

raison n'est pas juste, car si en matière immobilière, la publicité hypothécaire permet au prêteur d'apprécier le crédit qu'il peut accorder à son emprunteur, en matière mobilière cette publicité n'existe pas. La commission après avoir étudié plusieurs moyens de l'organiser dut y renoncer. Elle proposa seulement d'appliquer l'article 408 du code pénal au débiteur qui présenterait comme libres, des meubles sur lesquels il aurait consenti un gage sans dessaisissement. Elle espérait que retenu par la crainte des responsabilités qu'il encourait, celui-ci n'oserait pas tromper son créancier, et que ce dernier, sachant quelles sanctions pénales garantissent les déclarations qui lui sont faites, consentirait à suivre la foi de son prêteur. L'inconvénient de cette absence de toute publicité fut encore signalé par M. Oudet au Sénat dans la séance du 29 octobre 1883 lorsqu'on discutait le projet qui devint, après de nombreuses modifications, la loi du 20 mars 1882. M. Oudet critiquait aussi la sanction pénale destinée, à défaut de publicité, à assurer l'exécution d'un contrat civil.

Cela n'est cependant pas contraire aux principes de notre droit, et même tous les abus de confiance prévus par l'article 408 du code pénal ont pour origine un contrat civil qui a été violé.

D'ailleurs la publicité, fut-elle possible, aurait aussi ses inconvénients, comme le faisait remarquer M. Antonin Proust dans sa proposition sur le gage sans dessaisissement. Le paysan la redouterait beaucoup et pour l'éviter, il préférerait ne pas emprunter.

Enfin, ce genre de crédit fut encore proposé par un certain nombre de conseils généraux que le gouvernement avait consultés à ce sujet en 1879. La société des agriculteurs de France, saisie de la question par M. d'Esterno, avait émis des vœux pour son adoption, notamment au mois de décembre 1868, de janvier 1870, et en 1874. Il fut défendu également par le congrès international de 1889 et dans la proposition que M. Castelin déposa à la Chambre, le 15 octobre 1892.

On pourrait faire remarquer ici combien est impropre cette expression généralement employée de gage sans dessaisissement. L'idée de gage implique nécessairement la dépossession du débiteur et la remise de la chose engagée entre les mains du créancier. Il en résulte des conséquences qui découlent autant de la nature des faits que de la volonté du législateur. Quand un meuble est donné en gage on admet qu'il échappe à tous les privilèges autres que celui du créancier gagiste sauf à ceux qui garantissent

les frais faits pour la conservation de la chose, si au contraire le meuble engagé reste entre les mains du débiteur, il y aura nécessairement lieu de régler à son égard les droits respectifs du créancier gagiste et des autres créanciers.

Quel serait donc la nature de ce nouveau droit ? Faudrait-il voir là une hypothèque portant sur des meubles ? Cette opinion a été émise mais il est difficile de la partager lorsque le code civil définit l'hypothèque « un droit réel sur les immeubles » (art. 2114). L'article 2118 du même code dit encore que « seuls, sont susceptibles d'hypothèque : les biens immobiliers qui sont dans le commerce et leurs accessoires réputés immeubles ainsi que l'usufruit de ces mêmes biens et accessoires pendant le temps de sa durée. Enfin l'article 2119 ajoute que « les meubles n'ont pas de suite par hypothèque ». En présence de ces textes, comment admettre une hypothèque sur les meubles sans être contraint comme lorsqu'on parle de gage sans déplacement d'apporter toutes sortes de dérogations au droit commun en théorie comme en pratique (1) ?

1. V. Cependant art. de M. Ed. Villey. « *La question du crédit agricole devant le Sénat* », dans le j. *La Loi*, 21 décembre 1889. Article de M. Thaller « *De l'organisation du crédit agricole* », dans les *Annales du droit commercial*, 1889, t. 2, p. 172. Idée attribuée à M. Beudant dans thèse pour le doctorat de M. Rouillon, 1893, d'après son cours de droit civil de 1889-1890.

Ne vaudrait-il pas mieux voir là un privilège résultant d'une convention. C'est en particulier l'avis de M. L. Durand (1). Cet auteur pense toutefois que ce serait une conception nouvelle que notre droit ne connaît pas encore. Cependant le privilège du gagiste procède beaucoup plus de la volonté des parties que de la qualité de la créance puisqu'il peut être établi en garantie de n'importe qu'elle créance. « La loi seule, peut créer des privilèges, dit M. Baudry-Lacantinerie ; la convention des parties est impuissante à en établir. Cette règle souffre toutefois exception en ce qui concerne le privilège du créancier gagiste..., à la différence des autres il a sa cause immédiate dans la convention des parties et la loi n'intervient que pour ratifier son œuvre » (2). On pourrait aussi ajouter que, tandis que le privilège du bailleur ou celui du vendeur résultent de plein droit du contrat de louage ou de vente, il en est autrement du privilège du gagiste. La simple remise de la chose par le débiteur au créancier dans la commune intention de constituer un gage, ne suffit pas pour créer le privilège.

Celui-ci n'existera ; c'est l'article 2074 qui

1. Louis Durand. *Le crédit agricole*, 1891, p. 687.

2. Baudry-Lacantinerie, 4^e édition, t. III, p. 652.

le dit, qu'autant qu'il aura été fait un acte public ou enregistré contenant la déclaration de la somme due ainsi que l'espèce et la nature des choses remises en gage. On sait aussi que l'article 2082 prévoit le cas où il existe de la part du même débiteur au profit du même créancier une seconde dette contractée postérieurement à la mise en gage et exigible avant le paiement de la première dette. En ce cas le créancier peut retenir l'objet qu'il a déjà en gage sans remplir les formalités prescrites par l'article 2074. Or, certains auteurs prétendent qu'il n'y a alors au profit du créancier qu'un simple droit de rétention dépourvu de privilège. Cette opinion tend aussi à prouver que le privilège du créancier gagiste ne naît pas spontanément du contrat principal mais qu'il faut encore un acte spécial des parties pour le constituer (1).

Quelle que soit la nature juridique du droit ainsi conféré au créancier, acceptons pour le moment l'étiquette de « gage sans dessaisissement » et voyons quelle peut bien être sa valeur pratique, son efficacité comme moyen de crédit. Nous avons déjà dit un mot et des discussions auxquelles avait donné lieu son organisation et des critiques que M. Oudet adressait à la sanc-

1. V. Baudry-Lacantinerie, 4^e édition, t. III, p. 633. Troplong, *du Nantissement*, n^o 165.

tion pénale par laquelle on voulait suppléer à la publicité. Sur le privilège considéré en lui-même, ce sénateur portait un jugement non moins sévère. Il déclarait voir là « l'organisation du discrédit universel, la constitution de l'usure, le dépouillement avec exécution sommaire du petit cultivateur, du petit négociant, de l'ouvrier (1) ».

Parmi les griefs émis par M. Oudet, les uns se réfutent aisément ; d'autres méritent plus d'attention. Quand il prétend que ce serait là une facilité nouvelle donnée aux usuriers pour exploiter leurs emprunteurs, on peut lui répondre que toute mesure qui facilite le crédit nuit à l'usure car celle-ci ne peut s'exercer avec fruit qu'autant qu'elle n'a pas à subir la concurrence des capitalistes honnêtes. Les victimes des usuriers sont généralement ceux qui ne trouvent pas à emprunter dans les conditions ordinaires parce qu'ils n'offrent pas les garanties suffisantes.

M. Oudet ajoute que ce nouveau privilège abrogerait implicitement un principe important en matière de crédit, celui qu'énonce l'art. 2.279 c. civ. : « En fait de meubles, possession vaut titre ». « J'ai un appartement garni d'un mobilier important, dit-il. Ce mobilier, je le possède,

1. *Journal officiel*, 30 novembre 1883. Sénat, p. 1388.

sa présence dans mon appartement me donne l'apparence d'une certaine aisance, et par suite, un certain crédit, mais la possibilité d'engager ce mobilier sans déplacement enlève à ma possession apparente toute valeur ». Est-il bien vrai que la règle : « En fait de meubles possession vaut titre » ait une telle portée ? Ne doit-on pas dire qu'elle établit seulement une présomption de propriété en faveur du possesseur et que sa principale conséquence est tout simplement de valider au regard des tiers toute acquisition faite de bonne foi ? Cela n'a jamais signifié que les meubles constituent au profit de celui qui les possède une propriété exempte de toute charge. Ce serait en contradiction formelle avec les articles 2101 et 2102.

Dans les différentes propositions émises en cette matière l'aliénation du meuble engagé à domicile ou sa mise en gage avec dessaisissement sont absolument valables. Seulement celui qui aliène ou engage ce meuble est passible de la peine prévue par l'article 408 du code pénal. Aussi le créancier devra-t-il s'en remettre à la sincérité de son emprunteur au sujet des droits qui peuvent grever les meubles que celui-ci lui remet en gage. C'est pourquoi toute la valeur du gage sans dessaisissement dépendra de l'efficacité de la sanction proposée.

M. Thaller prétend qu'il n'y aurait pas dans cette sanction, de quoi rassurer le créancier : « Quand on songe, dit-il, à toutes les circonstances de fait susceptibles d'excuser la conduite du délinquant; on éprouve à la pensée de telles rigueurs une prévention bien légitime. Le Sénat a vu là une disproportion choquante entre la culpabilité de l'homme et la punition qu'on lui infligeait et cette appréciation a dû, chez beaucoup de membres de l'honorable assemblée, faire disparaître les derniers scrupules (1) ».

Cependant sans attribuer au gage sans dessaisissement une valeur qu'il n'a pas, on peut prétendre qu'il fournit au crédit personnel de l'emprunteur un nouvel élément, sans toutefois égaler comme sûreté le gage avec dessaisissement.

M. Thaller dit aussi que c'est bien à tort que l'on tire argument en faveur du gage sans dessaisissement de ce qui se passe en matière commerciale où le créancier est réputé saisi de l'objet constitué en gage sans cependant l'avoir réellement reçu. Les commerçants, en effet, sans tourner la loi, se sont mis en règle avec la condition de dépossession sans immobiliser

1. Thaller. « *De l'organisation du crédit agricole* », d. les *Annales de droit commercial*, 1889, t.3, p. 172.

leurs marchandises. Par les traites documentaires, les warrants, ils donnent en gage leurs expéditions ou leurs approvisionnements ; tout en laissant, ce qui paraît contradictoire, les effets engagés dans le mouvement de la circulation. Seulement ces moyens d'impignoration respectent l'obligation où est le débiteur de se dessaisir. Les tiers sont ainsi informés, car le dessaisissement du débiteur en matière de gage est une forme de publicité au même titre que l'inscription en matière hypothécaire. Dans la vie rurale il en est autrement.

Quant à l'exemple fourni par les banques coloniales qui, en vertu de la loi de 1851, admettent le gage sans dessaisissement, il n'a pas ici, au dire de M. Villey (1), une grande valeur. Ce gage ne porte en effet que sur les récoltes à venir ; et comme tel il ne diminue en rien les éléments de la solvabilité actuelle du cultivateur, pas plus que dans notre article 2102, le privilège du vendeur de semences.

Enfin on pourrait peut-être dire avec M. Caurvis que cette mesure comme toutes celles qui ont pour résultat de restreindre le privilège du bailleur sur les biens de son fermier qui garnissent son exploitation va jusqu'à un certain

1. Villey. Art. paru dans le journal *La Loi*, 21 mars 1883.

point à l'encontre du but qu'elle poursuit. Car c'est encore le propriétaire qui fait au cultivateur, métayer ou fermier, le crédit le plus avantageux. Or il restreindra d'autant plus ce crédit qu'on diminuera les garanties de remboursement que lui fournit actuellement la loi. Quand il s'agit d'un cultivateur exploitant son propre bien, l'application du gage sans dessaisissement suscite encore des difficultés. On sait que les bestiaux et les instruments aratoires attachés dans ce cas à l'exploitation du sol sont immeubles par destination et que cette immobilisation s'étend aussi aux récoltes pendantes. Cependant le propriétaire peut faire de ces bestiaux et de ces instruments l'objet d'un gage ordinaire; parce qu'une fois sortis de l'exploitation ils perdent leur caractère d'immeubles. Mais il ne pourra pas en faire l'objet d'un gage sans dessaisissement; car restant dans l'exploitation, ils seront des immeubles. Pour sortir d'embarras, certains auteurs, comme M. Durand, parlent d'abroger « cette règle bizarre qui considère comme des immeubles des objets mobiliers ».

Cependant la disposition de l'article 524 du code civil s'explique par le désir qui a inspiré le législateur de ne pas séparer du fonds les bestiaux ou les ustensiles nécessaires à son exploitation.

Aussi les partisans du gage sans dessaisissement en arrivent à une situation curieuse. Ils demandent que le débiteur ne soit pas privé de l'usage des ustensiles aratoires qu'il constitue en gage afin que sa culture n'ait pas momentanément à en souffrir. Or, dans ce but ils veulent la suppression des immeubles par destination, ce qui aura précisément pour résultat en cas de non paiement, de permettre la saisie de ces ustensiles dont le fonds sera dépourvu non pas momentanément mais définitivement.

Cependant le gage sans dessaisissement des récoltes pendantes n'aurait pas les inconvénients que nous venons de voir. Ces récoltes ne peuvent pas être détachées du fonds. Si aujourd'hui il est possible de les vendre sur pied, il faut bien dire que cette vente est peu avantageuse. On pourrait faire la même observation pour les denrées récoltées qui peuvent bien être séparées du fonds, mais qui sont difficilement transportables et que le créancier gagiste aura de la peine à loger chez lui. Nous verrons ces idées inspirer la loi du 18 juillet 1898.

Ainsi pour augmenter le crédit du cultivateur au moyen du gage sans dessaisissement, on diminuerait son crédit hypothécaire. Sans doute on dit que les créanciers hypothécaires ne tiennent pas compte de ce genre d'immeubles que le dé-

biteur peut toujours faire sortir de son patrimoine. Il n'est pas moins vrai qu'il y a une certaine quantité d'immeubles par destination sur lesquels les créanciers hypothécaires peuvent compter car il est impossible au débiteur d'en dégarnir son exploitation sans cesser de cultiver. Une telle innovation ne serait pas de nature à augmenter le crédit hypothécaire du cultivateur. Cependant n'est-il pas désirable que s'il y a lieu de recourir à une garantie en matière de crédit agricole, on puisse recourir à l'hypothèque?

Cette opinion a été émise dans certains systèmes d'organisations de crédit agricole. Sans doute ce genre de sûreté ne saurait être fourni par les fermiers ou les colons partiaires. Mais ceux-ci sont en minorité parmi les agriculteurs français. En droit, le paysan peut toujours consentir une hypothèque sur le fonds dont il est propriétaire. On dira peut-être qu'il vaut mieux garantir l'emprunt fait en vue du capital circulant ou du capital fixe non incorporé, soit par une sûreté personnelle, soit par les bestiaux, récoltes ou ustensiles attachés à l'exploitation et qui constituent précisément le capital circulant ou le capital fixe non incorporé. On réserverait alors l'hypothèque pour les améliorations foncières, pour les emprunts faits en vue du capital fixe incorporé. Mais si un cultivateur, qui

n'a pas d'améliorations foncières à opérer, auquel il faut plutôt des capitaux circulants ou d'exploitation, peut grâce à l'hypothèque, se les procurer à de meilleures conditions, pourquoi n'emploierait-il pas ce moyen ? Il faut reconnaître cependant que l'hypothèque exigera ici des frais très élevés pour des prêts relativement faibles, consentis sans doute à plus long terme qu'en matière commerciale mais pour assez peu de temps encore.

Dans sa proposition de loi du 22 mai 1890, M. Guillemet estime ainsi les dépenses qu'entraîne la simple constitution d'une hypothèque de 1000 francs :

Enregistrement.	22 fr. 50
Timbre de la minute.	1 » 20
Répertoire	0 » 25
Honoraires du notaire	12 »
Grosse et timbre.	11 » 60
Bordereaux.	4 » 60
Inscription	6 »
Etat	1 » 60
	59 » 75

Répartis sur un très petit nombre d'années, ces frais n'en sont que plus onéreux. Si, en outre, on envisage la nécessité de réaliser le gage hypothécaire, il faut compter sur des dépenses qui

souvent absorbent la majeure partie du prix de l'immeuble vendu.

Mais cet inconvénient provient de circonstances spéciales à notre législation puisque dans d'autres pays l'hypothèque est employée en matière de crédit agricole.

En Allemagne, quand les caisses Raiffeisen prêtent à leurs membres, elles exigent une garantie. Parfois, c'est une hypothèque qui leur est offerte par l'emprunteur. Ce genre de sûreté est moins employé dans les caisses Schulze-Delitzsch à cause de la brièveté du délai qui ne dépasse jamais trois mois. En Suisse, quand le paysan a besoin d'emprunter non pour quelques mois mais pour une durée variant de trois à quatre ans, il recourt presque toujours au crédit hypothécaire. Les législations cantonales, de qui dépend le droit hypothécaire, l'ont établi, en général, sur des bases simples et rationnelles. Aussi la constitution et la radiation peuvent-elles se faire sans grands embarras et à peu de frais. C'est ce qui explique l'abondance des prêts hypothécaires qu'on rencontre en Suisse et qui représentent moins un endettement foncier que des avances faites au capital circulant ou d'exploitation.

Pourquoi l'agriculteur français ne pourrait-il pas aussi utiliser l'hypothèque pour se procurer

les capitaux nécessaires à son exploitation ? C'est la question que se sont posée un certain nombre d'auteurs de systèmes et de propositions de lois relatives au crédit agricole. Le 18 décembre 1848, M. Tourret émettait un projet du crédit agricole immobilier basé sur la garantie hypothécaire. A la commission de 1856, M. Mosselmann proposait l'organisation d'une banque destinée à donner l'aval aux billets des cultivateurs qui lui en paraîtraient dignes ; et, au besoin, elle pouvait exiger d'eux une garantie hypothécaire. A la sous-commission de 1866, M. de Miral, demandait également l'établissement de banques cantonales prêtant sur hypothèque. Plus récemment nous trouvons deux propositions de M. Guillemet. L'une, du 22 mai 1890, tend à supprimer l'article 2, 127 du code civil et à autoriser la constitution d'hypothèque par un simple acte sous seing privé afin que l'agriculteur puisse en faire plus facilement usage. Dans l'autre, du 5 juillet suivant, l'honorable député se contente de demander la diminution des droits d'enregistrement et des honoraires de notaires, au moins pour les obligations inférieures à 5000 fr. Jusqu'à cette somme aussi, il veut autoriser les notaires à revêtir de la formule exécutoire les actes en brevet. Enfin dans la proposition Antonin Proust du 25 octobre 1890, il est question

d'autoriser la Banque de France à prêter sur hypothèque aux cultivateurs propriétaires.

Dans l'état actuel de notre législation, il est bien difficile, nous l'avons dit, d'employer l'hypothèque en matière de crédit agricole. Le prêteur aurait à faire des frais bien plus considérables que les avantages qu'il pourrait obtenir de son emprunteur en lui offrant ce genre de garantie. Mais, suffit-il de supprimer l'intermédiaire des notaires ou de diminuer les différents droits qu'entraîne l'hypothèque pour la rendre d'un usage plus fréquent ? On discute en doctrine sur l'utilité de l'intervention du notaire en matière de constitution d'hypothèque. Cependant la difficulté d'apprécier, sous les lois qui nous régissent, la valeur en droit d'une garantie hypothécaire, l'incertitude qui règne sur le titre même de la propriété, sur les charges réelles de celles-ci, sur les clauses clandestines de résolution qui menacent son existence, rendent souvent très utile le concours d'un homme de loi qui se fait naturellement payer le prix de ses recherches et des responsabilités personnelles qu'il assume. Quant à la réduction des frais, elle entraînerait peut-être un plus grand usage de l'hypothèque. Cependant, il n'est pas prouvé que cela suffise. Toutes les difficultés qui, à notre avis, rendent très utile ici le concours du notai-

re, pourront encore faire hésiter les prêteurs. L'hypothèque légale des mineurs, des interdits, des femmes mariées, l'hypothèque judiciaire n'en continueront pas moins à planer, vagues et indéterminées sur tous les biens du débiteur. La publicité hypothécaire sera encore une publicité individuelle, par conséquent relative et imparfaite. Il faudra toujours subir en cas d'exécution forcée, beaucoup de temps et beaucoup de frais. Si en d'autres pays, l'hypothèque est plus fréquemment employée, cela ne tient-il pas surtout à une plus grande simplicité de formes et à une garantie plus sérieuse fournie aux créanciers qui peuvent se rendre un compte plus exact de l'état de la propriété de l'emprunteur.

Il est incontestable qu'au point de vue de la sécurité, le système allemand et celui de l'act Torrens, sont plus capables que le nôtre de rassurer le créancier. Quiconque est inscrit sur le livre-terrier allemand ou sur le registre-matrice australien est légalement propriétaire et les tiers peuvent sans crainte accepter la sûreté qu'il offre sur son bien. Chez nous, au contraire, les actes que l'on décore du nom de titres de propriétés ne prouvent point que le détenteur est propriétaire du bien qu'ils désignent. Ils établissent seulement qu'il a acquis d'une autre personne les droits que celle-ci pouvait avoir sur

l'immeuble. S'agit-il de l'organisation du crédit, les deux systèmes dont nous venons de parler l'emportent aussi sur le nôtre. D'après l'act Torrens, pour constituer hypothèque, le propriétaire n'a qu'à remplir les blancs d'une formule légale qu'il envoie au «*registrar*». Celui-ci fait mention de cette hypothèque sur le registre-matrice et sur le certificat du propriétaire. Souvent même, dans la pratique, l'emprunteur, au lieu d'une constitution régulière d'hypothèque, se borne à remettre son certificat en gage. Privé de son certificat il ne peut rien tenter au préjudice de son créancier. La loi prussienne de 1872, imitant en cela la loi française du 9 messidor an III, a consacré un système peut-être plus favorable encore au crédit hypothécaire qu'elle arrive à mobiliser au moyen des cédules. Sans doute ces procédés ont leurs inconvénients, en particulier, en ce qui concerne la protection du débiteur. Mais au point de vue qui nous occupe ici, celui du crédit, ils offrent d'incontestables avantages. C'est une forme analogue qui mieux que tout autre moyen pourrait rendre chez nous l'hypothèque d'un usage plus fréquent. Mais on sait que les dépenses qu'elle nécessiterait en ont toujours retardé l'exécution. D'ailleurs le crédit foncier auprès de ces avantages, offre tellement de dangers qu'il n'y a

peut-être pas lieu de se plaindre beaucoup de ce que son emploi reste encore entouré chez nous d'un certain nombre de difficultés.

*
* *

Pour beaucoup cependant, ce ne sont pas des sûretés réelles, mobilières ou immobilières qu'il faut à l'agriculture mais plutôt des sûretés personnelles. Il faut chercher, disent-ils, à rapprocher ainsi le crédit agricole du crédit ordinaire. Ce sera plus logique car en réalité il n'y a pas un crédit agricole et un crédit commercial, mais le crédit qui est au fond le même, sous quelque aspect qu'il se présente. Ce sera aussi plus pratique puisqu'on tendra par là à rendre les banques ordinaires plus accessibles aux cultivateurs qui sont obligés d'avoir aujourd'hui recours à des institutions spécialement organisées pour eux. Or, parmi les moyens d'augmenter ce crédit du cultivateur nous trouvons ce qu'on a appelé « la commercialisation des effets agricoles ». C'est l'idée qui fut émise par MM. Frémy, Leviez et Delbard au sein de la commission de 1866 qui l'approuva. La commission de 1880 partagea plus tard sur ce point l'avis de sa devancière, et le principe de la « commercialisation » fit partie du projet de loi que MM. de Mahy, ministre de l'agriculture, et Léon

Say, ministre des finances, déposèrent au Sénat dans la séance du 20 juillet 1882. Enfin le titre II du projet Antonin Proust sur le crédit agricole a pour but de commercialiser les billets à ordre, quelle que soit la cause du billet et la qualité du souscripteur. C'est aussi le principe qui avait été adopté par la commission sénatoriale de 1882 à laquelle avait été renvoyé le projet de loi gouvernemental. Il ne s'agit pas, dans les projets auxquels nous faisons allusion, d'assimiler le cultivateur au commerçant comme cela a été proposé dans d'autres systèmes, mais seulement de conférer le caractère d'actes de commerce aux effets à ordre qu'il pourrait souscrire quand bien même ces effets ne seraient pas endossés ensuite à des commerçants. Quelle serait la conséquence de cette commercialisation ?

Désormais le prêteur pourra s'adresser au tribunal de commerce qui est aujourd'hui incompétent ; au moins d'une incompétence relative. Il en résultera une simplification dans la procédure ; les délais seront plus courts ; il n'y aura pas de préliminaire de conciliation ; la procédure sera sommaire ; s'il y a lieu à enquête, celle-ci sera faite directement par le tribunal. A un autre point de vue, les banques qui ne peuvent, d'après leurs statuts, admettre à l'es-

compte que les effets de commerce, pourront désormais recevoir les billets agricoles.

Ainsi la « commercialisation » offrirait des avantages, non seulement pour les cultivateurs mais pour tout le monde. Aussi serait-il à souhaiter, si on opérait cette réforme, qu'on ne la limitât pas à une catégorie d'individus mais qu'on en fit plutôt l'objet d'une mesure générale. Ce fut en ce sens que se prononça la commission sénatoriale en 1883. Cette mesure serait d'autant plus rationnelle qu'aujourd'hui un emprunteur peut subir les ennuis de la juridiction commerciale sans en obtenir les avantages. Quand le billet à ordre signé d'abord par un non commerçant est ensuite endossé à un commerçant, il devient un effet de commerce. Au moment de la souscription le débiteur aura subi une défaveur, parce que le porteur n'aurait pas pu s'adresser à la juridiction commerciale. Une fois le billet endossé à un commerçant, ce débiteur pourra être cité devant le tribunal de commerce qui ne lui donnera pas les mêmes garanties qu'un tribunal civil.

Mais le cultivateur trouvera-t-il alors beaucoup plus de crédit. Si le commerçant fait circuler facilement son papier, cela tient bien moins à la nature du tribunal dont il est justiciable qu'aux rigueurs que la loi lui impose ; la te-

nue des livres, la publicité des conventions matrimoniales ; et la faillite en cas d'inexécution de ses obligations. Or précisément, la plupart des partisans de la « commercialisation » ne veulent pas appliquer ces règles aux cultivateurs. Nous sommes absolument d'avis, écrit M. Louis Durand, qu'il serait logique et rationnel de déclarer que la souscription d'un billet à ordre constitue toujours un acte commercial ; ce qui ne veut pas dire naturellement que les personnes qui en auraient souscrit seraient commerçantes ; et par suite soumises à la juridiction de la faillite » (1).

Ainsi quand un non commerçant n'a pas de crédit, il suffirait pour lui en donner, de le rendre justiciable du tribunal de commerce. A en croire les partisans de la « commercialisation », il suffirait que le prêteur ait l'assurance de pouvoir poursuivre son emprunteur sans subir les lentes formalités de la justice civile, pour lui avancer facilement l'argent que ce dernier lui demandera.

Mais lorsque le prêteur consent un crédit à son emprunteur, c'est surtout parce qu'il espère que celui-ci le remboursera de lui-même au moment de l'échéance. S'il prévoyait qu'il serait

1. Durand. *Le crédit agricole*, 1891, p. 647.

obligé de recourir à des poursuites même devant le tribunal consulaire, il ne prêterait pas. La juridiction commerciale n'a jamais eu pour but de donner du crédit au commerçant. Elle existe uniquement parce que le commerce a besoin d'une certaine promptitude même au détriment de la prudence et qu'il ne peut pas s'accommoder de la procédure, peut-être plus sûre, mais assurément trop longue et trop compliquée de la justice civile. Comme le dit Montesquieu, « les affaires du commerce sont très peu susceptibles de formalités ; ce sont des actions de chaque jour que d'autres de même nature doivent suivre. Il faut donc qu'elles puissent être décidées chaque jour.

Il en est autrement des actions de la vie, qui influent beaucoup sur l'avenir mais qui arrivent rarement. On ne se marie guère qu'une fois ; on ne fait pas tous les jours des donations et des testaments ; on n'est majeur qu'une fois. C'est pourquoi on a reconnu que la législation commerciale doit être basée sur des principes particuliers et qu'on lui a attribué des tribunaux directs (1). »

D'ailleurs cette réforme n'aurait pas grand effet sur le crédit des agriculteurs puisque ceux-

1. Montesquieu. *Esprit des Lois* : Livre XX, ch. 18.

ci ne signent presque pas de billets à ordre. Aussi ne peut-on guère partager l'opinion de M. Claudio Jannet qui déclare que « la commercialisation » des engagements des agriculteurs ne servira qu'à les faire mettre en faillite et exproprier en masse (1). » La commercialisation n'aura pas d'effet considérable ; ni en bien, ni en mal sur le crédit agricole. Le billet à ordre ne se prête pas aux habitudes de la campagne. Les effets à ordre servent le crédit à court terme ; leur emploi correspond à des avances dans lesquelles on espère rentrer avant trois ou six mois. Jamais un industriel ne songera à régler avec des traites une machine à vapeur ou la construction de son usine. Or la terre est lente à rendre ce qu'on lui livre. C'est pourquoi les notions commerciales transportées dans le domaine agricole deviennent un véritable non-sens. Sans doute, on peut citer certains cas exceptionnels comme celui « des emboucheurs » de la Nièvre qui achètent à crédit le bétail maigre au printemps pour le revendre à l'automne. En règlement, ils souscrivent à la Banque de France des billets à 90 jours, assurés d'avance d'obtenir un ou plusieurs renouvellements, et se donnent réciproquement les

1. Claudio Jannet. *Le socialisme d'Etat*, p. 408.

deux signatures exigées en plus de celle du tiré. Encore faut-il que la Banque veuille se prêter à ces combinaisons qui ne sont peut-être pas absolument compatibles avec la stricte application de ses statuts. D'ailleurs les incertitudes des saisons, les irrégularités des années, les chances si peu sûres de vente dans les foires ne favorisent guère l'usage de ces billets à échéance fixe et à délai toujours très court.

Ajoutons que les juges consulaires qui sont compétents en matière commerciale peuvent ne rien connaître en matière agricole. Enfin, beaucoup d'emprunts agricoles ne dépassent pas 200 francs. Comme tels, ils relèvent en cas de contestation de la juridiction des juges de paix qui est considérée comme aussi expéditive que la juridiction consulaire.

*
* *

Les systèmes que nous avons examinés permettraient aux paysans de fournir aux capitalistes des garanties nouvelles. Mais on a pensé qu'il serait avantageux de créer aussi des institutions destinées à procurer des fonds à l'agriculture en se prêtant aux conditions les plus appropriées aux besoins de la campagne. Les banques ordinaires, dit-on, sont soumises à des règlements qui leur permettent de rendre service au

commerce et à l'industrie, mais qui ne sont point favorables à l'agriculture. Aussi trouvons-nous au sein des diverses commissions qui furent appelées à délibérer sur le crédit agricole, comme au parlement un certain nombre de propositions tendant à organiser des banques destinées à l'agriculture. On sait que cette idée ne resta pas à l'état de projet et que le second Empire créa la Société de crédit agricole. Il lui accorda même pendant cinq années une garantie d'intérêts pour le cas où les bénéfices annuels ne suffiraient pas à couvrir les frais d'administrations et les intérêts au taux de 4 0/0 du capital social versé. Mais en dépit de la protection gouvernementale, la société ne vécut qu'une quinzaine d'années ; et durant cette courte existence elle ne put rendre aucun service appréciable à l'agriculture.

C'est peut-être l'exemple de cet échec qui a fait dire à certains auteurs qu'une banque agricole était une idée irréalisable ou dont la réalisation offrait de sérieux dangers. « Le crédit agraire, dit M. Léon Say, n'est possible qu'à la condition que la clientèle ne soit pas exclusivement agricole et qu'elle comprenne, outre les agriculteurs, un assez grand nombre de commerçants et d'industriels. Il faut pour les opérations agricoles des échéances longues et on ne peut

consacrer à des prêts agricoles ou à des escomptes d'effets renouvelés par des agriculteurs que la portion de valeur qui reste toujours au fonds de la caisse des dépôts. Pour la partie qui peut être reprise par les déposants, il faut une contre-valeur en effets de petit commerce (1) ». Une banque, dit-on, peut à tout moment avoir besoin d'argent. Pour s'en procurer, elle fait escompter son papier. Mais cela n'est pas facile pour la banque agricole dont les effets sont généralement à plus de trois mois. Si la même banque est à la fois agricole et commerciale, elle se servira de son papier à 90 jours pour se procurer de l'argent dont elle pourra avoir besoin à un moment donné. A l'agriculture, elle réservera cette partie de ses fonds qui normalement n'est jamais retirée, et qui peut être consacrée à des opérations à long terme. C'est sur cette idée que repose la circulation à découvert dans le curreney-principe et dans le banking-principe des banques d'émission. « Empiriquement, dit M. Jourdan, on a préconisé une réserve métallique du tiers des émissions. Il y a donc dans les banques de dépôt actuellement existantes, des sommes dont elles disposent à longue échéance et que, par conséquent, elles peuvent consacrer au crédit agricole ».

1. Léon Say. *Dix jours dans la Haute Italie*.

Non seulement la banque agricole ne pourrait pas faire escompter son papier, mais ajoutet-on, il lui serait même impossible de recevoir des dépôts à court terme. L'argument est de Schulze-Delitzsch qui s'en sert dans sa lutte contre Raiffeisen. « Personne dit-il, ne peut, en opérant avec de l'argent emprunté, accorder à son débiteur un terme plus long que celui dont il jouit vis-à-vis de son créancier. Quelqu'un, qui sans posséder de ressources personnelles, emprunte pour trois mois de l'argent qu'il prête pour dix ans, ne pourra pas rembourser à l'échéance » (1).

C'est également l'avis qu'exprimait M. Aynard quand il disait à la Chambre des Députés : « Au fond, quel est l'art du banquier ; c'est d'avoir toujours des ressources de même nature que ses engagements ».

Qu'espère-t-on de banques exclusivement agricoles, dit-on encore ? Croit-on que ces institutions opèreront dans l'agriculture les merveilles réalisées par les banques ordinaires dans le commerce et l'industrie. Pour que des établissements de crédit puissent se développer et rendre des services, il ne suffit pas qu'ils répon-

1. *Die Raiffeisenschen Darlehenskassen in der Rheinprovinz und die Grundcreditfrage für den landlichen Kleinbesitz*, p. 16.

dent à un besoin. Il faut en outre que le milieu dans lequel ils se trouvent leur permette de vivre. Les banques commerciales ont trouvé un milieu propice ; des hommes habitués au maniement de l'argent, familiarisés avec les opérations de crédit ; respectueux de leurs engagements au moins par intérêt, sinon par devoir. La matière des opérations commerciales ou industrielles est indéfiniment extensible, ou plutôt, comme le dit Stuart Mill, sa limite est dans le capital lui-même. Or, le crédit, en permettant de nouvelles additions de capitaux, recule sans cesse les bornes de la production. Enfin le commerce possède l'instrument de crédit par excellence, la lettre de change.

Il en est autrement en matière agricole. On trouve ici des gens qui ignorent complètement le mécanisme des banques. Leur inexactitude en matière de paiement, même quand ils ont les fonds nécessaires, est proverbiale. Ont-ils des capitaux inoccupés ils n'iront point les porter à la banque pour laquelle ils ont toujours une certaine méfiance. Ils les garderont chez eux jusqu'au jour où ils auront amassé de quoi acheter un nouveau lopin de terre. Que deviendra une banque agricole avec une pareille clientèle ? Même si les paysans avaient confiance ; s'ils portaient leurs économies à la banque,

celle-ci n'en serait pas moins réduite à ne faire que très peu d'opérations. Les améliorations agricoles, les achats qui nécessitent des crédits n'ont lieu qu'à certaines époques de l'année. Les cultivateurs ne font de ventes importantes qu'une ou deux fois par an. Ils ne pourront donc placer leur argent qu'à de rares intervalles et presque tous à la même époque. Pendant toute une partie de l'année, la banque agricole ne recevra donc pas de dépôts et n'aura pas de prêts à faire. Une banque mixte au contraire pourrait toujours compter sur le commerce et l'industrie pendant que l'agriculture ne recourrait pas à ses services.

On pourrait faire remarquer que l'échec de la Société du crédit agricole a peut-être moins été le résultat du caractère que de l'organisation de cette société. Comme nous l'avons dit, on avait eu le tort d'organiser le crédit agricole par en haut avant de l'organiser par en bas. On dit que la banque ne doit pas être purement agricole, parce que les paysans ne sont pas initiés au mécanisme du crédit pour lui fournir une clientèle suffisante. Mais c'est précisément la banque agricole qui mieux que tout autre, pourra faire cette initiation, cette éducation. Pour cela il lui faut se mettre à proximité de sa clientèle, s'installer, non seulement au chef-lieu du départe-

ment ou de l'arrondissement mais même dans les simples communes. C'est, qu'au début tout au moins, chacune de leurs opérations doit être accompagnée d'un conseil ou d'un exposé faisant comprendre à l'associé l'intérêt qu'il peut avoir à utiliser le service mis à sa disposition. Le paysan a plus de confiance dans l'établissement qu'il voit fonctionner sous ses yeux, que dans celui qui est établi au loin et qu'il connaît à peine. C'est le procédé qui a réussi à Raiffeisen, en Allemagne; à Wollemborg, en Italie. Seulement si une banque ordinaire se livre ainsi au crédit en rase compagnie, il est à craindre que le commerce d'une localité de mille à douze cents habitants ne suffise pas à l'occuper lorsque sa clientèle agricole lui fera défaut.

On dit encore que le paysan ne fait de ventes importantes qu'une ou deux fois par an ; qu'il n'a besoin d'emprunter qu'à une certaine époque de l'année. Entre temps que deviendra la banque ?

Sans doute, si celle-ci n'a des affaires que durant deux ou trois mois chaque année, sa situation ne sera vraisemblablement pas prospère. Cependant, si une exploitation prise en particulier ne nécessite des avances et ne donne des produits qu'à certaines époques, il en est peut-être autrement de l'ensemble des cultures

d'une contrée. La variété y est un peu plus grande. Auprès des céréales et de l'élevage, il y a la vigne ; les cultures industrielles et vivières ; parfois même, l'exploitation forestière. Toutes ces cultures ne demandent pas des dépenses au même moment et ne donnent pas simultanément des récoltes. Durant les mois d'octobre, de novembre, de février, on fait les achats d'engrais et les dépenses de labour, pour les terres emblavées. En mars, le cultivateur a besoin de main-d'œuvre pour la taille des vignes, le hersage. C'est encore le moment où il achète le bétail maigre qu'il destine à l'engrais. En juin et en août, il doit faire des dépenses en vue de la moisson ; en septembre et en octobre, en vue des vendanges, des récoltes de betteraves et de pommes de terre, etc. Ses recettes sont également échelonnées durant tout le cours de l'année. En juin, il a la vente des laines ; en août, celle des foins ; en septembre et en octobre, celle des céréales ; en novembre, celle des plantes industrielles ; en février et en mars, celle des vins qu'il a récoltés au mois de septembre de l'année précédente. Ainsi les banques agricoles ne resteraient pas fatalement sans emploi pendant une grande partie de l'année.

Faut-il admettre avec Schulze-Delitzsch que nul ne peut accorder à son débiteur un terme

plus long que celui dont il jouit vis-à-vis de son créancier ; que par conséquent une banque, agricole qui ne ferait que des prêts à long terme ne pourrait pas recevoir les dépôts à vue ou à court terme qui alimentent d'ordinaire les établissements de crédit ?

D'abord il s'opère toujours un certain équilibre entre les dépôts et les retraits qui ont lieu durant le cours de l'année. Il y a aussi à tout moment dans les banques des prêts qui viennent à échéance. Enfin les avances à long terme sont généralement soumises à l'amortissement, ce qui contribue encore à fournir à la banque des versements assez rapprochés pour que celle-ci ne soit jamais dépourvue d'argent. D'ailleurs si ses effets sont généralement à trop long terme pour être facilement escomptés, elle en a toujours un certain nombre qui ne sont plus qu'à 90 jours de leur échéance et qui peuvent alors être acceptés par les banques ordinaires. Enfin, à défaut de tous ces moyens, la banque pourrait encore, dans des cas exceptionnels, recourir à l'emprunt si elle offrait des garanties suffisantes.

Sans doute une banque ordinaire n'est pas, en principe, incapable de faire du crédit rural. En Ecosse il n'y a pas de banques exclusivement agricoles. Cependant les cultivateurs y

font un grand usage du crédit et des comptes courants. Les caisses Schulze-Delitzsch qui font des avances à l'agriculture, sont avant tout, des établissements de crédit populaire. Seulement l'organisation de banques purement agricoles n'est pas une utopie irréalisable ; elle offre même des avantages. Il y en a à l'étranger et elles y sont prospères. Pourquoi ne pourraient-elles pas exister chez nous ? L'inaptitude du milieu, l'ignorance de nos paysans en tout ce qui touche le crédit, que l'on allègue ici, seraient plutôt, nous l'avons vu, une raison d'en préconiser l'emploi.

Mais si des banques agricoles peuvent vivre chez nous, si même il est avantageux pour nos agriculteurs qu'elles existent, il leur faut sans doute une organisation propre à les rendre prospère et utile.

*
* *

Les projets émis à ce sujet sont nombreux et variés. Beaucoup cependant veulent faire intervenir ici l'Etat qui devrait lui-même avancer de l'argent aux cultivateurs ; se faire banquier. Ce fut surtout vers 1848 que cette idée eut une certaine vogue. Les uns proposaient d'organiser des prêts à l'agriculture au moyen du Grand Livre de la dette publique. D'autres voulaient

que l'Etat émit à concurrence des prêts qu'il aurait accordés, une certaine quantité de rentes amortissables. L'emprunteur aurait payé l'intérêt et l'amortissement en augmentation de ses impôts.

Le projet présenté par M. Tourret à l'Assemblée nationale mettait aussi le crédit agricole à la charge de l'Etat. L'emprunteur aurait adressé une demande au préfet qui l'aurait transmise au ministre de l'agriculture chargé d'autoriser l'avance des fonds. Enfin vers la même époque, M. Flandrin présentait aussi à l'Assemblée nationale, au nom du comité de l'agriculture, un projet concluant à la création immédiate de deux milliards de billets hypothécaires ayant cours forcé et émis en représentation des avances faites au cultivateur.

Aujourd'hui on paraît être moins empressé de s'en remettre à l'Etat du soin de distribuer le crédit. Presque seuls les socialistes persistent dans cette idée qu'en 1897, à l'époque du renouvellement du privilège de la Banque de France, M. Jaurès a défendue à la tribune de la Chambre.

A ce sujet on peut se demander ce qu'il faut penser de l'Etat banquier.

Mériterait-il moins de critiques quand ce serait à l'agriculture qu'il fournirait du crédit. Procu-

rerait-il alors des avantages suffisants pour atténuer les inconvénients qu'il pourrait causer ?

L'Etat, en se chargeant de distribuer le crédit, se livrerait à des opérations qui ne sont pas de sa compétence, qui seraient moins prospères entre ses mains qu'entre des mains libres et qui pourraient devenir un péril pour les finances publiques.

En effet, le commerce de banque est de tous, le plus périlleux, celui qui réclame le plus de prudence et qui a le plus besoin du stimulant de l'intérêt privé. Aussi une entreprise particulière est-elle poussée à agir ici avec le plus grand soin. Pour les banques d'Etat on ne trouverait pas chez elles plus d'intérêt personnel que dans les autres administrations. Quand leurs employés se seraient conformés à la lettre de leurs règlements on ne pourrait rien leur demander de plus. Cependant le commerce de banque exige autre chose. Il y a là mille combinaisons favorables au crédit, fructueuses pour l'épargne qui ne se prêtent pas à une réglementation officielle, toujours rigide et trop lente à se modifier au gré des circonstances.

D'ailleurs si les banques d'Etat compromettaient les fonds qui lui seraient confiés, on ferait appel aux impôts pour dédommager la clientèle des pertes que leur mauvaise gestion lui aurait

fait subir. Si les dépôts n'affluaient pas en assez grand nombre, l'Etat les attirerait en leur servant des intérêts exagérés, mais ce serait encore au détriment des contribuables. Ainsi les quelques avantages que procureraient de telles institutions seraient largement payés même par ceux qui n'en profiteraient pas.

L'Etat est toujours représenté par un parti. Dès lors n'y aurait-il pas lieu de craindre que la politique n'influât dans une trop large mesure sur le recrutement du personnel et sur la mesure dans laquelle seraient accordées les avances à tel ou tel emprunteur. « Vous ne réussirez pas, disait M. Luzzati au ministre Rouher, en parlant du crédit populaire, car vous bâtissez vos institutions sur la politique ; et la politique est ce qu'il y a de pire au monde pour fonder des institutions de prévoyance. Vous faites du crédit populaire ; les uns, impérialiste ; les autres, orléaniste, libéral, radical, que sais-je. Vous l'établissez suivant les partis que vous dirigez ; moi, je me base sur la prévoyance et suivant les besoins.

Cependant il peut arriver que l'intervention de l'Etat se justifie ici. Dans un milieu donné, l'initiative privée peut faire défaut. Alors l'Etat a raison d'intervenir pour organiser des établissements de crédit et faire l'éducation de la po-

pulation. D'ailleurs, à la différence de ce qui se passe dans les villes, ses fonctionnaires ont généralement plus d'influence ici que les habitants de la contrée. Ce sera pour lui un moyen d'initier plus facilement les gens de la campagne à cette nouvelle organisation.

Enfin le paysan, méfiant par nature et ne pouvant guère se rendre compte du crédit que mérite un établissement privé, ira difficilement ; surtout au début, s'adresser à lui. Au contraire, il sait que l'Etat jouit d'un crédit dans lequel il peut avoir toute confiance, et à ce point de vue, il entrera plus facilement en affaires avec lui.

Cependant il faut reconnaître que le crédit rural est surtout personnel. L'hypothèque n'est pas ici d'un usage facile. Il exige par suite des appréciations individuelles très délicates sur la moralité de l'emprunteur et sur la confiance qu'il mérite. Or les agents du gouvernement ne sont guère capables de ces appréciations, soit parce qu'ils ne sont pas poussés par l'intérêt personnel qui seul pourrait donner ici la sollicitude nécessaire, soit parce qu'ils n'ont pas la compétence voulue.

Pour bien connaître sa clientèle, la banque agricole doit être située près d'elle. D'après M. Louis Durand, le ressort d'une caisse rurale ne doit guère dépasser les limites d'une com-

mune (1). Comment l'État pourrait-il couvrir ainsi le territoire de petites banques rurales ? Quelles dépenses d'installation et de personnel une telle entreprise ne lui imposerait-elle pas ? S'il voulait y faire ses frais, à quel taux élevé devrait-il accorder le crédit ? Enfin le crédit agricole ne se crée pas de toutes pièces ; il naît spontanément là où le besoin s'en fait sentir. Conformément à ses traditions administratives, l'État répartirait ses banques sur tout l'ensemble du territoire, même dans beaucoup d'endroits où elles n'auraient absolument rien à faire.

1. L. Durand. *Manuel pratique à l'usage des fondateurs et administrateurs des caisses rurales*, p. 1.

PREMIÈRE PARTIE

NOTRE LÉGISLATION EN MATIÈRE DE CRÉDIT AGRICOLE PERSONNEL

CHAPITRE PREMIER

Le crédit agricole avant la loi du 5 novembre 1894.

SOMMAIRE. — Le crédit agricole fait par les banques ordinaires et en particulier par la banque de France. — Sociétés de crédit organisées par les syndicats agricoles. — Celles du Centre fédératif du Crédit populaire. — Les caisses Durand-Raiffeisen. — Le crédit agricole fait directement par quelques syndicats.

« Depuis le 10 mai 1890, jour du dépôt du
« projet à la Chambre des députés et même
« bien avant, nous doutions qu'il y eut lieu de
« légiférer en cette matière ; maintenant nous
« n'en doutons plus du tout et nous estimons
« qu'il eut été préférable de ne rien faire.

« Le Parlement a trouvé moyen en six arti-

« cles seulement d'éditer des affirmations oiseu-
« seuses visant des textes de droit commun,
« puis d'y opposer des contradictions ; et fina-
« lement d'y inscrire des menaces (1). »

Ce jugement sévère que M. Ernest Brelay émettait en 1895 sur la loi relative à la création des sociétés de crédit agricole n'est pas une opinion isolée. Au mois d'avril 1894, le congrès du crédit populaire réuni à Bordeaux déclarait cette loi inutile et même nuisible. C'était également l'opinion que M. Lacombe émettait au Sénat, le 27 octobre suivant.

Les auteurs du projet n'avaient pas d'ailleurs la prétention d'organiser de toutes pièces le crédit agricole puisque celui-ci existait déjà dans une certaine mesure. Ils voulaient seulement en faciliter l'organisation et en préparer la diffusion. Au moment où apparaît la loi de 1894, nous voyons dans certaines contrées les banques ordinaires à défaut d'autres institutions, distribuer le crédit à l'agriculture. Ailleurs nous trouvons des établissements spécialement affectés au crédit agricole et qui revêtent diverses formes.

Ce sont d'abord les banques organisées par les soins des syndicats agricoles.

1. *Le Monde économique*, 5 janvier 1895.

Un second groupe constitue le centre fédératif du crédit populaire dont le siège est à Marseille.

Dans l'Est, M. Louis Durand a propagé les associations en nom collectif, à responsabilité illimitée, du type Raiffeisen.

Enfin quelques rares syndicats avaient été amenés à faire à leurs membres, quoique dans une mesure restreinte, un certain crédit en nature.

*
* *

Naturellement, avant qu'il y eut des établissements de crédit rural, les banques ordinaires consentaient des prêts aux agriculteurs lorsque ceux-ci pouvaient se plier aux conditions qui règlent généralement le crédit commercial. Mais il y avait davantage et nous avons déjà dit un mot des efforts qu'avait faits la Banque de France ou plutôt le directeur d'une de ses succursales, M. Giraud, en faveur des agriculteurs de la Nièvre.

M. Antonin Proust en a longuement parlé dans l'exposé des motifs de son projet de loi sur le crédit agricole. De 1865 à 1880, M. Giraud a prétendu qu'il avait ainsi avancé aux éleveurs 130 à 140 millions les bénéfices que ces derniers auraient réalisés de ce chef auraient été

d'environ 25 millions. Quand un « emboucheur » voulait emprunter, il souscrivait une lettre de change que deux amis complaisants consentaient à endosser afin qu'elle put être escomptée à la Banque. C'était même là une imitation fort intelligente du système de cautionnement employé dans le *cash crédit* écossais. D'autrefois l'emprunteur faisait escompter sa lettre munie d'un aval à un petit banquier de la région. Celui-ci la passait ensuite à la Banque de France. Il était entendu que la Banque consentirait toujours un renouvellement, le prêt était donc de six mois. M. Giraud prétend qu'il n'eut jamais besoin de faire protester une seule traite. Contrairement aux habitudes de la campagne, les éleveurs de la Nièvre se montrèrent d'une scrupuleuse exactitude.

Il faut croire que l'administration de la Banque de France fût, elle aussi, contente de cet essai car elle chercha à étendre ce genre d'opérations. Elle réussit à le mettre en pratique dans le Cher, l'Allier, la Saône-et-Loire, le Calvados, la Manche, la Haute-Savoie, le Cantal, le Puy-de-Dôme. Seulement par la force des choses, les opérations variaient un peu suivant les contrées.

Il y avait d'abord les *emboucheurs* de M. Giraud qui avaient fourni l'idée que la Banque cherchait maintenant à mettre à exécution. Il y avait

ensuite les prêts faits pour l'élevage du cheval. Consentis à des propriétaires aisés, ils étaient presque tous obtenus par l'intermédiaire d'un banquier ; et souvent, la troisième signature était remplacée par un dépôt de valeurs. On rangeait dans une troisième catégorie les emprunts faits pour la fabrication des fromages dans les régions où cette industrie était surtout développée. Enfin venaient les prêts accordés en vue de l'élevage des jeunes bêtes et qui donnaient lieu à un mouvement de capitaux beaucoup moins important. La Banque n'accordait jamais plus d'un seul renouvellement, estimant que des facilités trop grandes sont souvent préjudiciables et à l'emprunteur et à l'établissement du crédit. Mais les éleveurs pouvaient cependant bénéficier de l'abaissement du taux de l'intérêt et échapper ainsi aux exigences des prêteurs de la contrée, qui, à défaut d'institutions spéciales, ont souvent, en matière de crédit un monopole de fait et en abusent. On remarquera cependant que, même avec ces innovations, la Banque ne pouvait pas rendre beaucoup de services à l'agriculture. Elle était toujours trop loin des prêteurs. D'autre part, ce n'est pas un seul renouvellement qu'il aurait fallu dans beaucoup de cas, mais des délais d'environ une année. Aussi ces prêts étaient bien moins con-

sentis à l'agriculture proprement dite qu'à des industries connexes, comme l'élevage des bestiaux ou la fabrication des fromages.

*
* *

C'est pourquoi on avait compris qu'il fallait chercher ailleurs des institutions vraiment capables de répondre aux besoins de l'agriculture. Les premières qui ont été organisées dans ce but, sont dues à l'initiative des syndicats. Elles ont presque toutes revêtu la forme de sociétés anonymes à capital variable. C'est ainsi que furent établies en particulier la banque de Poligny (Jura), les sociétés coopératives de Senlis, de Saint-Florent-sur-Cher, d'Amiens, celle du syndicat des agriculteurs du Doubs, du canton de Genlis, de l'arrondissement de Lunéville. Ici les syndicats ne se sont pas transformés eux-mêmes en établissements de crédit, ils ont créé près d'eux des sociétés annexes. Les associés souscrivirent une ou plusieurs actions qui, sous le régime de la loi de 1867, ne pouvaient pas être inférieures à 50 francs et qui depuis la loi du 1^{er} août 1893 sont soumises aux mêmes règles que les actions des autres sociétés. Elles doivent être de 25 francs au moins, lorsque le capital n'excède pas 200.000 fr., et de 100 francs au moins, quand il est supérieur à ce chiffre. Avec

ce petit capital qui leur sert à la fois de fonds de roulement et de fonds de garantie, ces sociétés se livrent à leurs opérations. Celles-ci sont très variées. L'article 1^{er} des statuts de la Banque populaire agricole de Saint-Florent-sur-Cher dit que la société aura pour but de :

« Prêter sur billets signés par l'emprunteur
« et par un donneur d'aval ou sur première
« hypothèque ; escompter les effets de commer-
« ce, revêtus de deux signatures ; prêter sur
« dépôts de titres agréés par le conseil d'admi-
« nistration jusqu'à 80 0/0 de leur valeur, rece-
« voir des dépôts à échéance fixe, recevoir mêm-
« e des dépôts à vue quand ils entrent dans la
« catégorie des dépôts d'épargne suivant les
« conditions prévues par les règlements d'ad-
« ministration, opérer le recouvrement des
« effets de commerce.

« Cette énumération, ajoute l'article, n'est pas limitative.

Ces dispositions se retrouvent, à peu de chose près, dans la plupart des statuts des autres sociétés que nous avons mentionnées plus haut.

Pourquoi toutes ces institutions de crédit ont-elles adopté d'abord la forme anonyme par actions ? Il y a là certains avantages. Cela est de nature à rassurer ceux qui hésiteraient à entrer dans la société. Ils savent d'avance qu'ils

ne seront tenus des dettes que jusqu'à concurrence de leur action. Il y a même aussi une certaine garantie pour les créanciers de la société ; car s'ils ne savent pas exactement le montant du capital social, ils sont certains que ce capital ne descendra pas au-dessous d'un certain chiffre. L'article 51 de la loi du 24 juillet 1867 dit en effet que « les statuts détermineront une somme au-dessous de laquelle le capital ne pourra être réduit par les reprises des apports autorisées par l'article 48 ». D'ailleurs, en connaissant à peu près le nombre des membres de la société, on peut se faire une idée approximative du capital social. C'est le seul moyen, puisque l'article 62 de la loi de 1867 dispense des formalités du dépôt et de la publicité les actes constatant les augmentations ou les diminutions du capital social dans les sociétés par actions. Ces considérations peuvent avoir quelque importance pour les créanciers de sociétés qui sont composées d'individus dont le patrimoine est trop faible pour leur obtenir du crédit et qui se groupent précisément en vue d'avoir des conditions plus avantageuses de leurs prêteurs. Cependant elles seraient plus puissantes pour des associations de crédit populaire urbain que chez celles qui nous occupent.

La fortune de l'ouvrier consiste bien souvent dans un misérable mobilier qui n'a pas de valeur. Aussi le crédit qu'on lui accorde a-t-il nécessairement un caractère on ne peut plus personnel. C'est ce qui explique la grande importance que l'on attache dans ces sociétés aux qualités d'honorabilité, d'économie et de travail de quiconque se présente pour en faire partie.

Toutefois il n'est pas mauvais d'ajouter à cette garantie toute morale une certaine garantie réelle ; et c'est ce qui justifie le capital social. Il en est autrement pour les membres des caisses rurales. Leurs bestiaux, leurs instruments aratoires, leurs récoltes représentent toujours une certaine valeur. L'ouvrier trouve dans les versements qu'il fait sur ses actions un placement pour ses économies. Le meilleur emploi que le paysan puisse faire de son argent est de le consacrer à sa terre ou à son bétail. Aussi ne serait-il pas vraiment sage de soumettre à des règles générales tout le crédit populaire sans faire de distinctions suivant qu'il est destiné à l'ouvrier ou au cultivateur.

A la différence des autres établissements de crédit rural dont nous allons parler, ceux-ci ne paraissent pas, dans leur organisation, avoir été inspirés par l'exemple de l'étranger. Sans doute

on retrouve bien ici des dispositions qui se rencontrent dans les caisses allemandes ; mais cela découle plutôt de la nature des choses que de la volonté des organisateurs. Ainsi, comme les banques Raiffeisen, la banque de Poligny exige que l'emprunteur fasse connaître l'emploi qu'il entend donner aux fonds empruntés et cet emploi est contrôlé. Les fonctions de ses administrateurs sont également gratuites. Comme les banques Schulze-Delitzsch, elle prête sur billet à trois mois, mais renouvelables. Sans doute, on reconnaît bien ici que le prêt à trois mois est trop court pour l'agriculteur, mais on a pensé que cette obligation du renouvellement trimestriel devait avoir sur lui une influence salutaire. Quand on ne doit rembourser un emprunt qu'au bout d'un an ou deux, on ne songe même pas à prendre des précautions en vue de l'échéance. Le renouvellement rappelle au débiteur la dette qu'il lui faudra payer. D'autre part, quand le billet n'est plus qu'à 90 jours de l'échéance définitive, on peut le faire escompter par la Banque de France. Celui qui emprunte doit présenter une caution qui souscrit avec lui le billet et le directeur de la caisse ajoute la troisième signature exigée par la Banque de France. Nous trouvons ici deux catégories d'actionnaires : ceux qui souscrivent des actions de cinq cents francs

qu'ils versent intégralement ; ceux qui ne souscrivent que des actions de cinquante francs dont la moitié seulement doit être versée. Les premiers correspondent aux membres honoraires de la société de secours mutuels. C'est là un moyen de trouver de l'argent, car il faut bien à ces sociétés un certain capital pour obtenir du crédit des banquiers, puisqu'elles n'admettent pas la solidarité. Néanmoins cette combinaison donne à la société l'aspect d'une œuvre de patronage. La caisse est un peu à la discrétion de ces riches personnages. Il peut y avoir de ce côté certains inconvénients.

*
* *

Le second groupe de banques rurales nous est venu d'Italie. Son principal établissement est la banque populaire de Menton. Ici on fait simultanément le crédit populaire et agricole. On a dit que le paysan français était naturellement hostile à l'idée de solidarité ; c'est pourquoi on a admis ici le principe de la responsabilité solidaire, mais on ne l'a pas imposé. A la tête de ce second groupe nous trouvons MM. Rayneri, Rostand, Benoist-Lévy.

*
* *

Pour M. Louis Durand, si les sociétés de crédit agricole ont tout d'abord revêtu la forme par

actions, cela tient à d'autres causes que celles que nous avons énoncées. « Tous ceux qui s'occupent de coopération en France, écrivait-il en 1891, croient que notre législation interdit les associations coopératives en nom collectif. Cette conviction est si enracinée, l'assimilation de la coopération avec la forme anonyme est si complète dans leur pensée qu'ils emploient parfois l'expression de sociétés anonymes comme synonyme de sociétés coopératives ».

Les sociétés coopératives que la loi du 24 juillet 1867 désigne d'après un de leurs caractères sous le nom de sociétés à capital variable, peuvent revêtir toutes les formes prévues par notre législation. Elles peuvent être civiles, en nom collectif, en commandite ou anonymes. Presque toute la doctrine est d'accord sur ce point (1). D'ailleurs le doute ne peut guère exis-

1. Voy. Lyon-Caen et Renault, *Précis de droit commercial*, 1879. T. I, p. 270 : — Bravard, Veyrières et Demangeat : *Droit commercial*, T. 1, p. 590. Paul Pont : *Traité commentaire des sociétés civiles et commerciales*. Vol. II, n° 1732, p. 650. Ruben de Couderc. *Dictionnaire de droit commercial et industriel* 1877-1881, au mot *sociétés à capital variable*. Mathieu et Bourguignat : *Commentaires de la loi sur les sociétés*, 1868, n° 270. Vavasseur : *Traité théorique et pratique des sociétés par actions*, 1868, p. 305 et suivantes. Houpin : *Traité général des sociétés civiles et commerciales*, 1899, n° 162. Thaller. *Traité élémentaire du droit commercial*, 1900

ter lorsqu'on se reporte aux travaux préparatoires.

Dans le projet de loi, non encore amendé par la commission législative, l'article 48 était ainsi conçu : « Il peut être stipulé dans les sociétés en commandites par actions ou anonymes... Or cette rédaction fut abandonnée et remplacée par celle que nous possédons actuellement ; « Il peut être stipulé dans les statuts de toute société... », texte absolu qui ne laisse aucune prise à l'exception. D'autre part, répondant à M. Jules Simon qui estimait onéreux pour les ouvriers pauvres le minimum de cinq francs par action dont le projet de loi exigeait le versement immédiat, le rapporteur, M. Mathieu disait : « Si cette double forme d'association (en commandite ou anonyme) avec l'action de 50 francs, avec le versement obligatoire du dixième rend impossibles les combinaisons auxquelles l'honorable M. Jules Simon fait allusion, il y a un autre moyen de conquérir le crédit et la confiance, c'est d'apporter sa personne, sa responsabilité personnelle » (1). Enfin dans la même discussion, M. Forcadé de la Rocquette, minis-

p. 437, n° 817. Bœuf. *Résumé de répétitions écrites sur le droit commercial*, p. 89. Touillon. *Le crédit agricole* 1893. p. 254.

1. *Moniteur* du 8 juin 1867.

tre du commerce, disait à propos du système Schulze-Deitich ; « il n'est pas exclu de la loi actuelle. Il est évident que si l'on veut constituer une société coopérative qui ait la forme d'une société en nom collectif, il n'y a aucune difficulté à aucun point de vue (1). On peut commencer par une société sans capital ou avec un capital insignifiant ; c'est alors une société de personnes, et de personnes engagées indéfiniment ».

S'il est vrai cependant que chez nous les premiers coopérateurs en matière de crédit agricole se soient mépris sur la portée du titre III de la loi du 24 juillet 1867, leur erreur s'explique facilement par suite de l'obscurité de cette loi sur la question. Le second alinéa de l'article 48 porte que « les sociétés dont les statuts contiendront la stipulation ci-dessus (augmentation ou diminution du capital) seront soumises, indépendamment des règles générales qui leur sont propres, suivant leurs formes spéciales, aux dispositions des articles suivants ». Or, parmi ces dispositions, se trouve celles de l'article 50 qui, en réglementant la forme, le taux et la négociation des actions, semble supposer que les sociétés à capital variable seront toujours constituées par

1. *Moniteur* du 9 juin 1867.

actions. D'ailleurs la plupart des avantages accordés par le titre III semblent convenir exclusivement aux sociétés par actions ; faculté pour les associés de ne verser d'abord que le dixième de leur action au lieu du quart ; possibilité de n'avoir que des actions de 50 francs au lieu de 100 francs et de 500 francs ; diminution possible et sans publicité du capital social jusqu'au dixième de la valeur primitive. Qu'importent ces faveurs à une société civile, en commandite simple ou en nom collectif. Comment concevoir une société en nom collectif dont les membres pourront ainsi se retirer ; d'autres, entrer sans qu'il y ait de publicité nécessaire. La société en nom collectif est désignée par sa raison sociale qui se compose de tous les noms de ses membres, ce qui est utile pour les tiers qui apprécient le crédit de la société d'après celui de ses membres. Quelle valeur attacheront-ils à une raison sociale où figureront des noms d'individus qui n'appartiennent pas à la société et où ne figureront pas les noms de ceux qui en font partie ? On comprendrait encore cela pour les commanditaires de la commandite simple. Mais comment l'admettre pour les associés en nom collectif ?

Cependant les hésitations que peut faire naître l'article 50 disparaissent lorsque l'on admet

que parmi les dispositions de l'article III, il y en a qui sont spéciales aux sociétés par actions tandis que les autres sont communes à toutes les sociétés à capital variable. Sans doute, la plupart de ces dispositions sont surtout utiles aux sociétés par actions. Néanmoins, les sociétés par intérêt y trouvent, elles aussi, un grand avantage, celui de pouvoir perdre une partie de leurs membres et d'en admettre de nouveaux sans être à chaque instant dissoutes et obligées de se reconstituer. D'ailleurs si, avant la loi de 1867, les coopératives pouvaient difficilement revêtir la forme en nom collectif ou en commandite simple puisqu'il fallait très souvent refaire l'acte de société et recommencer les opérations de la publicité, la forme par actions leur était également fort peu commode. Il y avait une certaine incompatibilité entre l'*intuitus personæ* qui sert de base aux sociétés coopératives et le caractère de l'action qui, en principe du moins, pouvait être négociée sans le consentement de la société. Il s'agissait donc ici non seulement de faciliter l'existence des coopératives par actions, mais, dans une certaine mesure, de les rendre possibles. Aussi est-il naturel que la loi de 1867 leur ait fait une place assez large. D'ailleurs cette loi a été faite en vue des sociétés par actions.

Quant à la possibilité d'adapter la modalité du titre III à certaines formes de sociétés comme celles en nom collectif, nous en avons un exemple dans l'organisation des caisses Durand-Raiffeisen. Ce sont des sociétés en nom collectif à capital variable. Toutes les personnes qui veulent participer à la fondation d'une caisse de ce genre et en devenir sociétaires se réunissent en une assemblée préparatoire. Elles élisent alors un conseil d'administration composé de trois membres qui en choisissent un d'entre eux pour être le directeur de la caisse. Ces trois membres signent seuls l'acte constitutif de la Société qui se compose exclusivement d'eux au moment de la signature de l'acte. Il y a tout avantage à organiser tout d'abord la société entre les administrateurs car il n'y aura que le changement de ceux-ci qui pourra nécessiter un nouvel acte constitutif de la Société. L'article 62 de la loi de 1867 dit en effet : « Ne sont pas assujettis aux formalités du dépôt et de la publication les actes constatant les augmentations ou les diminutions de capital social opérées dans les termes de l'article 48 ou les retraites d'associés autres que les gérants ou administrateurs qui auraient lieu conformément à l'article 52 ». Une fois la société en nom collectif constituée entre les trois administrateurs, l'admission des nouveaux adhérents

et la sortie des membres de la Société sont constatées par simple acte sous signatures privées, non soumis aux formalités de dépôt et de publication des actes qui constatent la constitution de la société.

Le nouveau mode d'application de la loi de 1867 au profit du crédit agricole fut d'abord mis en pratique dans la région du Sud-Est. Ce fut vers 1893 que M. Durand fonda ses premières caisses rurales organisées d'après le système Reiffeisen. Dès 1895, leur nombre s'élevait à 72 ; et leur chiffre annuel d'affaire à 335.633 francs. Ces caisses ont pour principe d'opérer sur un territoire fort restreint. Faisant du crédit personnel, leurs administrateurs estiment qu'ils leur faut connaître exactement la situation de leurs clients. Dans ce but, ils veulent que ceux-ci habitent la circonscription de la caisse. Cette circonscription ne dépasse guère les limites de la commune. Parfois même elle ne s'étend que sur une partie de la commune. Mais il faut aussi que ces établissements, quoique très petits, aient un crédit tellement puissant qu'ils soient capables de se mettre, dans une certaine manière, au-dessus des règles ordinaires de la banque en immobilisant pour un temps, en quelque sorte indéfini des capitaux prêtés presque à vue. Il faut qu'ils puissent à volonté retrou-

ver de l'argent ailleurs si les premiers déposants retirent leurs fonds, sans être obligés d'exiger le remboursement de leurs emprunteurs.

Pour atteindre ce résultat, M. Durand a recours, conformément au système Raiffeisen à la responsabilité solidaire des membres de la caisse rurale. Il exige de ceux qui veulent entrer dans ses associations des qualités d'honorabilité et d'économie propres à inspirer la confiance des prêteurs. Il faut enfin que les emprunteurs fassent connaître la destination qu'ils veulent donner à l'emprunt qu'ils sollicitent. Cette destination est contrôlée et l'argent n'est accordé qu'autant qu'il doit être employé à une œuvre de production.

Il n'y a pas ici de capital social ; les créanciers ont pour garantie l'ensemble des biens des associés. Mais il y a une réserve à laquelle on a recours avant de faire usage de la responsabilité solidaire ; quand il y a lieu. Elle est constituée à l'aide des bénéfices réalisés par la différence entre le taux des emprunts faits par la caisse et celui des prêts qu'elle consent. Quoique prêtant à un taux aussi faible que possible elle constitue encore aisément cette réserve car elle ne fait jamais participer ses membres aux bénéfices qu'elle réalise. Ceux-ci sont donc exclusivement consa-

crés à la réserve. Si cette réserve est suffisante, si le taux des prêts est suffisamment bas, les caisses rurales consacreront plutôt leurs nouveaux bénéfices à des œuvres d'utilité communale, améliorations de chemins, achats d'étalons perfectionnés, que de les répartir entre leurs associés dans la proportion des emprunts qu'ils ont fait à la caisse.

Les caisses Durand-Raiffeisen vont encore plus loin. Elles désirent autant que possible que leurs administrateurs ne soient pas rémunérés, qu'ils exercent leurs fonctions gratuitement. On espère qu'ainsi, ni les associés, ni les administrateurs n'auront des velléités de se lancer dans des spéculations qui pourraient compromettre la sûreté de la caisse. Ils n'auront aucun avantage à en espérer ; les uns n'auront aucune part aux bénéfices, les autres ne pourront pas demander d'augmentation de traitement en raison des profits qu'ils ont procurés à la société puisqu'il est entendu qu'ils ne seront pas payés.

Seulement on objecte que ce ne sont plus là des banques rurales mais plutôt des établissements de bienfaisance. Les administrateurs administrent gratuitement. Les bénéfices, au lieu d'être répartis entre les associés qui ont contribué à les former, servent, une fois la réserve constituée, à faire arranger les routes de

la commune, ou comme cela s'est vu en Allemagne, à faire éclairer des villages à l'électricité. Pour donner plus de force à ces associations, on invite les grands propriétaires fonciers à y entrer et à mettre à leur service le crédit dont ils jouissent alors même qu'ils n'auront pas besoin de la caisse. Cependant M. Louis Durand se défend d'avoir établi là des associations de pure bienfaisance. Il dit que ces banques sont basées sur le *self-help*, qu'elles sont de nature à développer le sentiment de la dignité personnelle ; à réaliser un progrès moral et économique. Il reconnaît toutefois qu'elles s'inspirent d'une idée de dévouement et c'est à cette idée qu'il fait appel quand il invite les grands propriétaires à y entrer. « Sans doute, « dit-il, le grand propriétaire ne retirera aucun « avantage personnel de son intervention ; mais « n'est-ce pas un devoir de charité chrétienne « de s'entr'aider ?

« C'est sur ce terrain que se place Raiffeisen « dont l'œuvre tout entière s'inspire des principes les plus élevés et des plus nobles sentiments. La lecture de son livre produit même « une impression singulière : au milieu des termes techniques de la banque, on est heureux « de respirer cet air sain et vivifiant qui contraste avec les mots de capital, provision, intérêts

« qui reviennent à chaque ligne ; c'est que l'esprit chrétien, l'amour, du prochain a purifié ces expressions de ce qu'elles ont habituellement de matériel et d'égoïste » (1). Les caisses Durand sont d'ailleurs un procédé de propagande de l'école sociale catholique qui espère s'en servir pour poursuivre un des buts qu'elle se propose à l'encontre de l'école socialiste et peut-être même de l'école libérale, le maintien et même le développement de la petite propriété. Pour l'école classique, c'est du moins M. Gide (2) qui le dit, la production agricole doit se transformer comme la production industrielle. Par conséquent les mutualités qui, en permettant à la petite propriété de subsister retardent l'évolution désirée sont blâmables. De même les socialistes, au moins ceux qui sont restés fidèles aux doctrines de Marx, veulent que la petite propriété fasse place à la grande. Quant à ceux qui ont voulu passer de la théorie à l'action et conquérir le gouvernement, ils ont dû chercher les suffrages des électeurs dont les petits paysans constituent la grande majorité. Aussi a-t-on vu les chefs du néo-collectivisme com-

1. Durand. *Le crédit agricole en France et à l'étranger*, 1891 ; p. 226.

2. M. Gide : *Cours d'Economie sociale*, 1899-1900 Leçon du 28 novembre 1899.

me M. Jules Guesde dans une célèbre conférence faite en 1893, préconiser la petite propriété. Pour expliquer ce changement ils disent que le collectivisme doit suivre l'évolution sociale. Dans l'industrie, le capital et le travail sont nettement séparés. Aussi faut-il exproprier les capitalistes. A la campagne, cette séparation n'est pas aussi complète ; le petit cultivateur exploite lui-même son bien. Ici par conséquent, on peut encore attendre.

Mais les coopératives de crédit qui prolongent cette attente en permettant aux petites propriétés de subsister ne sauraient être vues avec faveur par les néo-collectivistes. L'école catholique, au contraire, a toujours défendu la petite propriété. Ce n'est pas qu'elle soit ennemie de la grande ; elle y trouve ses plus fermes soutiens. C'est même pour que les grands propriétaires soient moins menacés qu'elle veut à côté d'eux beaucoup de petits propriétaires, afin d'avoir beaucoup de défenseurs de la propriété. Bien plus, exagérant les avantages de la coopération, elle attend de celle-ci une véritable révolution sociale aussi importante que celle de 1789, mais en sens inverse. Pour elle, les syndicats loin d'être un moyen de lutte entre patrons et ouvriers doivent servir à rapprocher les uns des autres et le syndicat mixte a été un

but qu'elle a toujours poursuivi. Dans le domaine industriel elle a été plutôt malheureuse. Elle espère avoir plus de chance en matière agricole. Le crédit accordé aux petits journaliers ruraux qui sont souvent aussi de petits cultivateurs travaillant à leur compte sera un moyen d'opérer un rapprochement que préparera l'organisation de syndicats mixtes.

Les caisses Durand-Raiffeisen sont affiliées à l'Union des caisses rurales et ouvrières à responsabilité illimitée, dont le siège est à Lyon et qui correspond au Centre fédératif du Crédit populaire de France, établi à Marseille. Ces unions se composent d'hommes expérimentés, ayant fait des études spéciales de la législation et de la technique des caisses rurales. Ils donnent aux administrateurs des caisses locales la solution de toutes les difficultés théoriques et pratiques qui peuvent se présenter. Leurs conseils sont d'autant plus utiles que dans beaucoup de petites communes on est obligé de prendre comme administrateurs des hommes peu familiarisés avec la comptabilité et les questions juridiques. Les associations pourraient aussi rendre un autre service. Il semble en effet qu'elles sont toutes désignées pour organiser ces banques régionales que la loi du 31 mars 1899 a consacrées. Ces banques locales ne peuvent

être en effet que des établissements peu importants dont les ressources proportionnées à leurs besoins sont peu considérables. Mais tout établissement qui n'a qu'une clientèle restreinte est exposé à un danger qui, sans compromettre son existence, rend difficiles ses opérations. C'est que dans une clientèle peu nombreuse, il ne s'établit pas une moyenne constante d'affaires. Une grande maison de crédit dont les clients se comptent par milliers, voit chaque jour retirer de ses caisses des sommes sensiblement égales à celles qui y sont déposées. Il s'établit entre les versements et les retraits une compensation de sorte que la banque n'a à s'occuper de l'emploi des fonds disponibles ou de la création de ressources que jusqu'à concurrence de la différence souvent peu importante qui existe entre les dépôts et les retraits.

Il peut arriver au contraire à une petite banque rurale d'avoir en caisse des dépôts inutilisés dont elle doit servir l'intérêt; et si elle refuse ces dépôts, de manquer de ressources au moment où ses clients lui demandent un crédit. Une caisse régionale pourrait recevoir les disponibilités des caisses locales qui auraient surabondamment de dépôts pour les remettre à celles qui en manqueraient. Sans doute, on peut s'adresser à une banque ordinaire. Mais celle-ci

peut faire de mauvaises affaires et compromettre l'existence des caisses rurales. Une institution spécialement organisée par les unions dont nous venons de parler serait à leur disposition. Elles pourraient lui inspirer les règles de prudence qu'elles croiraient nécessaires.

Nous avons dit que le Centre fédératif admettait les sociétés à responsabilité limitée comme les sociétés à responsabilité solidaire. L'Union de Lyon, au contraire, repousse toutes les caisses rurales qui n'admettent pas la responsabilité solidaire et qui ne s'interdisent pas toute attribution de dividendes entre leurs membres. Pour M. Durand, c'est grâce à la responsabilité solidaire et à l'absence de toute spéculation que Raiffeisen a dû son succès. C'est d'abord un moyen d'inspirer plus de confiance aux paysans. « Si vous voulez fonder une caisse anonyme par actions, vous aurez beau dire aux paysans qu'ils ne risquent rien, que vous souscrivez une action pour leur prouver qu'ils n'ont rien à craindre, ils vous répondront ; « qu'est-ce que c'est pour vous, cinquante francs, vous ne vous apercevez seulement pas de cette perte, tandis que pour nous, cinquante francs, c'est une somme ». Si au lieu de cela, vous venez dire au paysan : « La preuve que notre entreprise ne court aucun risque, c'est que j'y mets mon nom et ma fortune,

ils comprendront que vous tenez à votre fortune autant qu'eux à la leur et ils seront convaincus » (1). D'autre part, dans les sociétés par actions, les associés espèrent retirer des dividendes des sommes placées sur leurs actions. S'il y a des pertes les dividendes seront très faibles ou nuls.

Alors beaucoup d'associés s'en iront et la caisse se trouvera ainsi atteinte dans son crédit précisément quand il lui en faudrait davantage. Enfin, ici le capital social constitué par des actionnaires modestes ne représente point l'équivalent des sommes empruntées.

Au contraire, dans le système Raiffeisen ces sommes sont couvertes plusieurs fois par l'ensemble des fortunes des associés. Quant à la responsabilité solidaire, qui peut en effrayer quelques-uns, elle n'a, pour peu qu'on y réfléchisse, rien de redoutable. Pour y avoir recours il faudrait que l'emprunteur et sa caution auxquels cependant on n'a prêté qu'en connaissance de cause, fussent insolvable et que la réserve fût épuisée. Et même en cette extrémité la caisse pourrait emprunter, ce qui lui serait possible puisqu'ainsi que nous l'avons dit, elle a le crédit suffisant.

1. Durand. *Les caisses rurales ; leur organisation, leur développement, leur avenir.*

Bref, les caisses Durand-Raiffeisen s'inspirent plutôt de la mutualité, et les caisses Schulze-Delitzch, de la simple coopération. La mutualité et la coopération sont en effet deux choses distinctes, bien que souvent on les confonde. Dans une conférence qu'il fit à ce sujet le 20 décembre 1898, M. Cheysson dit que la mutualité a trait surtout aux risques de la vie, à l'état pathologique, qu'elle relève de la thérapeutique. La coopération aurait pour but une meilleure organisation de la vie. Celle-ci ne différerait en rien dans son organisation des industries ordinaires, celle-là aurait plutôt la forme de l'assurance et elle devrait être comme telle, soumise à des règles techniques. D'une part on aurait une source de bénéfices ; de l'autre, une source de dépenses, on répartirait les mauvaises chances de la vie sur un plus grand nombre afin que, portant sur beaucoup, elles n'écrasassent personne. Quoiqu'il en soit, on peut dire que dans la mutualité, l'altruisme occupe une plus large part que dans la coopération. C'est précisément ce qui a lieu dans les caisses Raiffeisen par rapport aux autres, d'abord les grands propriétaires qui en font partie avec l'intention de ne pas profiter du crédit qu'elles procurent font acte de pur dévouement comme les membres honoraires des sociétés de secours mutuels

qui paient leur cotisation sans profiter des avantages de la société.

Quant aux autres membres responsables de toutes les dettes de la caisse ; il y en a beaucoup parmi eux qui n'auront peut-être pas besoin d'emprunter ; de même que, pour continuer notre comparaison, certains membres de la société de secours mutuels peuvent ne jamais être malades ; ils lui auront payé leur cotisation sans recourir à ses services. Dans la société par actions, au contraire, l'associé reçoit des dividendes en retour de l'action qu'il a souscrite. C'est pour lui un placement avec ses risques, mais aussi avec ses bénéfices.

*
* *

Quel est, au point de vue juridique, le caractère des sociétés dont nous avons parlé ? Sont-elles civiles ou commerciales ? Cette question a son importance en ce qui concerne la publicité, la possibilité de la faillite, la tenue des livres, la juridiction compétente. Sont-elles des sociétés civiles, les actions des créanciers sociaux contre les associés seront en principe soumises à la prescription ordinaire de trente ans ; tandis que dans la plupart des sociétés de commerce, ces actions se prescrivent par cinq ans à partir de la dissolution, (art. 64, c. com.). Dans les

sociétés civiles, chaque associé est tenu envers les créanciers sociaux pour une part virile et indéfiniment (art. 1862, c. civ.). Dans les sociétés commerciales, les associés sont tenus des obligations de la société dans la mesure de leur apport ou bien solidairement et indéfiniment, (art. 22, 23 et 33 du code de commerce). Enfin les impôts ne sont pas les mêmes pour les unes et pour les autres. En un mot, les caisses de crédit mutuel ont-elles la personnalité civile ?

En laissant de côté, pour le moment les sociétés anonymes et en commandite par actions dont la loi du 1^{er} août 1894 a déterminé le caractère, une jurisprudence constante décide qu'une société doit être considérée comme civile ou commerciale suivant l'objet qu'elle poursuit et la nature des opérations qu'elle entreprend, quelle que soit la forme qu'elle revête. C'est ce principe que nous devons appliquer aux sociétés de crédit mutuel en nom collectif et peut-être aussi en commandite simple car les auteurs ne sont pas d'accord sur le point de savoir si l'article 68 ajouté à la loi de 1867 par celle du 1^{er} août 1893 s'applique aux sociétés en commandite simple (1).

1. V. pour l'aff. Bouvier-Bangillon : *Etude de la loi du 1^{er} août 1893*, p. 27 ; Perrin, p. 25 et 26 ; Houpin : *Traité*

C'est d'ailleurs la forme en nom collectif que revêtent les sociétés Durand-Raiffeisen.

Le crédit mutuel doit-il être considéré comme une opération commerciale ; et les sociétés qui s'y livrent, soumises aux lois et usages du commerce ? Sur ce point encore il y a divergence dans la doctrine. Certains auteurs prétendent que ce sont là des sociétés commerciales car le crédit mutuel dont elles s'occupent consiste en des opérations de banque, opérations qui figurent dans l'article 632 du Code de commerce (1). Cependant on admet aujourd'hui que l'énumération de l'article 632 n'est pas entière et complète et que beaucoup de professions ne sont commerciales que par analogie avec celles qu'elle contient. Or parmi les auteurs, les uns disent que le caractère commercial d'une entreprise est déterminé par l'idée de spéculation qui doit l'inspirer. D'autres soutiennent que la spéculation n'a rien à voir ici et que, dans l'idée du législateur, le caractère commercial doit être admis là où il y a circulation de marchandises du producteur vers le consommateur.

général des sociétés, 1899, t. I, p. 181. Pour la nég. : Lyon-Caen et Renault : L. du 1^{er} août 1893, n. 51 ; Faure, p. 142 et 143.

1. En ce sens : Lyon-Caen et Renault : *Droit commercial*, n. 1037 ; Arthuys : *Revue critique*, 1895, n. 337.

Quelle que soit la théorie que l'on admette, ni l'une ni l'autre ne s'appliquent aux sociétés mutuelles de crédit. Dans le banquier ordinaire nous voyons bien un individu recevant un produit, l'argent, des mains du producteur, le capitaliste pour le faire passer au consommateur, l'emprunteur. D'autre part, en agissant ainsi, il a bien pour but de faire des bénéfices, autrement il ne serait pas banquier. Mais dans les coopératives de crédit, les associés sont à la fois prêteurs et emprunteurs ; on ne voit pas ici d'intermédiaire. La société n'est qu'un moyen de rapprocher les individus qui ont besoin de crédit. Elles ne font pas non plus de bénéfices et les sommes qui chez quelques-unes sont distribuées aux associés, constituent plutôt des « ristournes » représentant les économies réalisées sur les opérations. Nous sommes donc ici en présence de sociétés civiles à forme commerciale (1). Par conséquent ces sociétés ont-elles revêtu la forme en nom collectif, elles devront être publiées, à raison de cette forme, selon les articles 55 et suivants de la loi de 1867, les associés seront personnellement et solidairement responsables du paiement des dettes sociales.

1. V. en ce sens, Vavasseur : *Traité des sociétés civiles et commerciales*, t. II, n. 1004. Houpin ; *Traité général des sociétés*, 1899, n° 965.

Mais comme pour le surplus et au fonds, elles restent civiles, elles ne seront pas obligées de tenir des livres de commerce, elles ne pourront pas être mises en faillite et les contestations qui surgiront entre leurs associés seront de la compétence du tribunal civil.

Etait-ce là le cas des sociétés Durand-Raiffeisen dont nous avons parlé ? Leurs administrateurs le soutenaient, et avec d'autant plus d'ardeur qu'ils se trouvaient aux prises avec les agents du fisc qui voulaient les soumettre à la patente, prétendant qu'elles n'étaient pas de simples coopératives mais de véritables sociétés de commerce. On sait en effet qu'une jurisprudence déjà ancienne se basant sur l'article 1^{er} de la loi du 13 juillet 1880 qui soumet à la patente tout individu qui exerce un commerce, en exempte les coopératives sous prétexte que chez elles le commerce n'est pas exercé, c'est-à-dire qu'il n'y a pas recherche de bénéfices commerciaux. Il s'agissait dans l'espèce, d'une caisse rurale du département de l'Isère. Son directeur s'était pourvu devant le conseil de préfecture qui l'avait condamné. Le Conseil d'Etat auquel il en appela déclara dans un arrêt du 24 décembre 1897 que la Caisse Durand-Raiffeisen est une véritable société commerciale et qu'en cette qualité, elle doit être soumise à la patente. Les considérants

de cet arrêt ne sont pas d'ailleurs en opposition avec l'opinion que nous émettions tout à l'heure, à savoir que les sociétés de crédit mutuel sont des sociétés civiles à forme commerciale ; au contraire, ils la confirment.

Il faut se rappeler ce que nous avons déjà dit à propos de ces sociétés. Tous les bénéfices sont versés à la réserve.

Lorsque celle-ci a déjà atteint un chiffre suffisant, on consacre le surplus à une œuvre d'utilité publique ou de bienfaisance, mais jamais on ne le répartit entre les associés. En outre les caisses Durand-Raiffeisen reçoivent des étrangers à la société, tous les dépôts à terme ou à vue que ceux-ci leur apportent. Le Conseil d'Etat décida à ce sujet que par le fait qu'une société coopérative réalise un gain social dont elle ne fait pas bénéficier ses adhérents dans la mesure de leurs opérations elle devient une société commerciale ordinaire formée comme toutes les autres pour la poursuite d'un lucre. La nature du gain ne saurait d'ailleurs être modifiée par la destination plus ou moins charitable qui en est faite.

D'autre part, le Conseil d'Etat veut que la société coopérative ne recoure aux bailleurs de fonds étrangers que pour se procurer les capitaux nécessaires à la réalisation des emprunts

contractés par ses membres. Il déclare que du moment que cette société se livre à l'escompte, qu'elle reçoit des dépôts, elle devient une société commerciale.

Cependant, en prescrivant aux coopératives de répartir leurs bénéfices entre leurs membres, cette jurisprudence, leur permet d'en consacrer une partie à la constitution d'une réserve jusqu'à concurrence de la somme nécessaire pour faire face aux pertes qu'on peut humainement prévoir. (Arrêt du 17 novembre 1896). La constitution d'un fonds de réserve ne saurait en effet porter atteinte au principe de la mutualité. C'est le régulateur qui permet à la société de n'être plus abattue par le premier malheur qui viendra la frapper.

En présence de cette nouvelle situation, M. Louis Durand a cherché à constituer légalement ses sociétés en conformité avec la nouvelle jurisprudence de manière à leur éviter la contribution de la patente.

Les dépôts portent désormais le nom d'emprunts. Les adhésions sont mentionnées sur un registre timbré ; la caisse s'interdit certaines opérations comme l'escompte de billets à ordre ; les bénéfices sont affectés à la réserve et l'emploi du surplus n'est déterminé qu'en cas de dissolution de la société, etc.

Quant aux caisses rurales qui ont revêtu la forme de sociétés anonymes et celles qui auraient pu être des sociétés en commandite par actions, il y a lieu de distinguer suivant qu'elles se sont organisées avant ou après la loi du 1^{er} août 1893.

Dans le premier cas, ce sont des sociétés civiles à forme commerciale. Seules les sociétés par actions, constituées postérieurement à la promulgation de la loi du 1^{er} août 1893, sont soumises aux lois et usages du commerce. Cette loi n'a pas à ce point de vue, d'effets rétroactifs (1).

La proposition de loi, telle qu'elle avait d'abord été adoptée par la Chambre des députés en décidait autrement. Mais la disposition qui appliquait l'article 68 aux sociétés déjà existantes fut supprimée par le Sénat (2).

*
* *

Nous avons dit enfin, qu'avant la loi de 1894, des syndicats avaient organisé un certain crédit agricole dans les endroits où leurs membres n'avaient à leur portée aucune institution propre à leur en fournir. Evidemment c'était là

1. Seine, 7 mai, 1894.

2. Lyon-Caen et Renault : *Droit commercial*, n° 63 ;
Bouvier-Bangillon : *Etude de la loi du 1^{er} avril, 1893*,
p. 30 et suivantes.

un crédit fort restreint. Des syndicats faisaient à leurs membres des ventes de semences, d'outils, de bétail, payables à très long terme. Parfois ils exigeaient de l'acheteur un engagement par écrit qui pouvait être mis dans la circulation. D'autres fois ils jouaient le rôle d'intermédiaires entre les emprunteurs et le banquier prêteur. Ils facilitaient la négociation en banque du papier souscrit par les agriculteurs ; le plus souvent, en escomptant eux-mêmes ce papier.

C'est ainsi que nous voyons le syndicat professionnel agricole des Deux-Sèvres, à Niort, constituer en 1891 une caisse dont les ressources sont destinées à des avances de crédit en nature. Aucune majoration n'est faite sur les commandes. Les fournisseurs sont payés par un chèque à vue à 30 jours de la date d'expédition des marchandises. Tout syndiqué peut acheter à crédit au syndicat et sans signer aucun billet, les marchandises qui lui sont nécessaires jusqu'à concurrence de cinquante francs. Pour une somme supérieure, il doit faire une demande par écrit au président du syndicat. Les délais de paiement sont à trois mois ou à six mois et le prix des marchandises est majoré de 0 fr., 50 pour 100 francs et par mois, ce qui représente 6 0/0 par an, somme égale à celle

qui est versée au banquier du syndicat pour ses avances en comptes courants.

En 1893, le syndicat de Lunéville qui possédait un immeuble d'une valeur d'environ 25.000 francs, et une réserve à peu près égale, obtint de la Banque de France un crédit de 25.000 francs, gagé sur son immeuble. Avec sa réserve, et pour le surplus, au moyen du crédit qui lui était ouvert, il acheta des marchandises aux lieu et place de ses adhérents auxquels il crut devoir accorder des délais. Ceux-ci devaient lui rembourser les produits achetés dans les délais de 3, 6 ou 9 mois.

Quiconque avait recours au crédit du syndicat devait souscrire un billet et fournir une caution. L'intérêt exigé était de 1 0/0 pour trois mois.

Le syndicat départemental des agriculteurs d'Indre-et-Loire obtint en 1893 un crédit de la Banque de France sur un dépôt de valeurs qui lui avait été faite en son nom. Quand un membre du syndicat veut un crédit pour payer un achat d'engrais et de machines, il souscrit un billet et le présente au syndicat qui se charge de le négocier à la Banque de France, le dépôt de valeurs tenant lieu de la troisième signature. Le crédit agricole est encore pratiqué d'une façon analogue par le syndicat de la Société des agriculteurs

de la Somme, ceux de Compiègne, de Sablé (Sarthe), etc.

On peut examiner la question du crédit agricole fait ainsi par les syndicats au point de vue juridique et au point de vue économique.

Au point de vue juridique les syndicats n'ont certainement pas le droit de se livrer directement au crédit agricole. Leurs attributions sont réglées par les articles 3 et 6 de la loi du 21 mars 1884. Le premier de ces deux articles dit que les syndicats agricoles ont exclusivement pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles.

Il semble que ce serait vraiment forcer le sens du texte que de prétendre qu'il autorise le crédit comme moyen de défense des intérêts agricoles. Quant à l'article 6, il énumère un certain nombre d'opérations que les syndicats agricoles peuvent faire ; les unes, directement, les autres, indirectement, c'est-à-dire en constituant près d'eux des sociétés établies dans les formes de la loi de 1867. C'est de cette dernière façon qu'il autorise les caisses de secours mutuels et de retraites. Or au sujet de cette énumération de l'article 6 qui se trouvait primitivement dans l'article 3, un des rapporteurs du projet, M. Allain-Targé disait à la Chambre dans la séance du 15 mars 1881. « Le paragra-

phé n'est pas limitatif, il indique seulement quelques-unes des entreprises qu'un syndicat aurait de la peine à faire avec les moyens et les droits que la loi et son organisation lui fournissent, mais dont l'idée pourra naître, dont les plans pourront être étudiés et pour lesquelles des adhésions pourront être recueillies dans les assemblées. Nous prendrons pour exemple une société de crédit mutuel ».

Plus loin M. Allain-Targé ajoute : « La Chambre syndicale ne saurait se confondre dans la plupart des cas, sans de graves inconvénients pour elle-même ni avec une société de production, ni avec une société de crédit mutuel. Il faudrait qu'elle modifiât ses statuts ; qu'elle acerût le chiffre de ses cotisations, et qu'elle prit l'une des formes de société prévues par le code de commerce. Le syndicat agricole disparaîtrait dans cette transformation. Mais ce qu'il ne peut faire, il peut le préparer par la discussion et assurer le succès de l'œuvre sortie, en quelque sorte, de son sein. C'est d'ailleurs là une manière de voir qui a été confirmée par la jurisprudence. Celle-ci autorise cependant le syndicat à acheter pour le compte de ses membres les marchandises et engrais qui leur sont nécessaires. Mais il n'a ici qu'un rôle de mandataire ; il se borne à grouper les

demandes et à les adresser aux fournisseurs.

Le syndicat au contraire agissant comme instrument de crédit se livre, si l'on analyse ses actes, à l'opération suivante : il emprunte pour vendre à crédit ; et moyennant un taux d'emprunt déterminé, à ceux de ses membres qui ne peuvent pas payer comptant. D'ailleurs le projet de loi déposé par M. Méline avait pour but de permettre aux syndicats d'accorder le crédit en nature à leurs membres. De même le projet Antonin Proust autorisait les syndicats à garantir les emprunts contractés par leurs membres à la Banque de France. C'était reconnaître implicitement que les syndicats n'avaient pas ces facultés.

Au point de vue pratique le crédit agricole exercé par le syndicat offrirait bien plus d'inconvénients encore.

En matière de crédit agricole, pour que le prêteur puisse apprécier le crédit de son emprunteur, il faut que celui-ci soit placé près de lui ; le crédit agricole, en effet, ne peut exister qu'à la condition d'être essentiellement *intuitu personae*. Aussi les caisses rurales ont-elles des circonscriptions très restreintes. Il en est autrement des syndicats agricoles. Ceux-ci s'étendent, en effet, sur un territoire plus considérable.

Cela leur est nécessaire car les cotisations de

leurs membres étant généralement faibles, il leur importe d'en réunir le plus possible pour couvrir les frais généraux. Mais alors comment apprécier le crédit qu'il convient d'accorder à de petits cultivateurs habitant loin du siège du syndicat et qu'on connaît à peine ?

Comment surveiller l'emploi qu'ils font de l'argent qu'ils ont emprunté ? Cela même fût-il possible, de nouvelles difficultés se présenteraient encore. Les membres du syndicat n'y ayant pas été admis pour obtenir du crédit, il faudrait nécessairement refuser tout prêt à quelques-uns. De là des divisions qui pourraient compromettre le bon fonctionnement du syndicat.

Ce n'est pas tout. Pour prêter de l'argent il faut en avoir. N'en ayant pas, la plupart des syndicats devront en emprunter. Mais pour cela, ils devront offrir des garanties aux prêteurs. Or, tous les syndicats ne possèdent pas des immeubles ou des dépôts de valeurs en banque comme ceux dont nous avons parlé plus haut. A défaut d'autres sûretés, ils seront obligés de fournir aux prêteurs la responsabilité plus ou moins complète de leurs membres. Mais alors que deviendront les syndicats ? Ne va-t-on pas courir le risque d'en disloquer un certain nombre ? Ce qui, jusqu'ici, a fait leur succès, ça été l'absence de risques. Les adhérents, moyennant une

très faible cotisation, obtiennent les avantages d'opérations faites en commun ; et cependant, chacun n'est responsable que pour ses propres opérations. C'est une situation, on peut le dire, exceptionnelle, s'ils se transformaient en sociétés de crédit, les responsabilités commenceraient. On verrait alors un grand nombre de sociétaires se hâter d'en sortir : ce serait une débandade. Aussi ces opérations, qu'on doit, d'ailleurs, considérer comme illégales, ne peuvent-elles être faites que par de très rares syndicats, possédant un patrimoine suffisant pour répondre de leurs emprunts sans faire appel à la responsabilité de leurs membres. D'ailleurs, même dans ce cas, ils s'exposent d'autant plus à des pertes qu'ils ne peuvent pas connaître le crédit que méritent la plupart des emprunteurs.

CHAPITRE II

Le Crédit agricole d'après les lois du 5 novembre 1894 et du 31 mars 1899.

SOMMAIRE. — En quoi la loi de 1894 déroge à la législation antérieure sur les sociétés : — quotité du versement qu'il faut opérer avant de constituer la société, — limite au dessous de laquelle ne peut descendre le capital quand la société est à capital variable, — durée de la responsabilité des sociétaires après leur sortie, — conditions de publicité, — caractère de commercialité avec dispense des obligations fiscales qui en sont ordinairement la conséquence. — La loi de 1894 se suffit-elle à elle-même ? Raison d'être des caisses régionales. — Amendements Léveillé, Viviani, Jaurès. — Influence de l'étranger. — Utilité des avances faites par l'État aux caisses régionales. Modes de répartition. — Comment devront être constituées les caisses régionales. — Quelles opérations elles pourront faire. — Sanctions. Quels avantages procurerait au crédit rural le projet de loi sur les coopératives.

Nous avons dit que les syndicats ne devaient pas se livrer au crédit agricole. C'était condamner d'avance l'idée dont s'inspirait la proposition qui, après de nombreuses modifications

devint la loi du 5 novembre 1894. Dans le texte primitif en effet, les syndicats professionnels avaient la faculté de se constituer en sociétés de crédit pour faciliter et garantir les opérations de toute nature rentrant dans leurs attributions et réalisées, soit par eux, soit par un ou plusieurs de leurs membres. C'eût été leur donner seulement la possibilité de faire dans une large mesure ce qui, d'après ce que nous avons dit, était exceptionnellement fait par quelques-uns. On sait en effet que, même avant 1894, certains s'étaient donné comme principal objectif l'achat en gros des matières premières ; engrais, semences ; et la revente à leurs membres de ces mêmes marchandises. Les syndiqués y trouvaient un double avantage, ils réalisaient une économie sur le prix ; ils gagnaient sur la qualité des matières. Achat et revente se faisaient en principe au comptant. Pour pouvoir donner toute la mesure de leur utilité, il ne manquait à ces syndicats, selon le rapport de M. Mir que la faculté d'opérer à crédit. C'est cette permission que voulait simplement leur accorder M. Méline. Aussi, d'après sa proposition, les syndicats auraient simplement vendu à crédit ou garanti les achats faits à crédit par leurs membres : « D'argent, disait-il, l'agriculteur n'en a pas besoin ; il ne faut pas lui en donner ; d'abord, parce que

l'emprunt augmente les charges de la culture et ensuite parce qu'il fait naître chez celui qui le reçoit la tentation de l'employer à autre chose qu'aux besoins de son exploitation.

Mais au cours des débats, on jugea que le crédit exclusivement en nature avait quelque chose de trop étroit et qu'il n'offrait pas autant de garantie qu'on l'avait cru d'abord. La commission sénatoriale chargée de l'examen du projet refusa d'ailleurs aux syndicats le droit de faire directement des opérations de crédit et chargea de ce soin des sociétés spécialement constituées dans ce but.

Cependant elle jugea que les syndicats pouvaient utilement intervenir ici. Elle décida que seuls leurs membres pourraient faire partie de ces nouvelles sociétés et que si on n'était pas associé il faudrait au moins être syndiqué pour profiter du crédit qu'elles fourniraient. Cette restriction peut sembler fort étrange quand on se rappelle que les auteurs de la loi ont eu pour but de développer l'initiative privée. Pourquoi exclure des avantages de cette loi les agriculteurs auxquels il ne convient pas de faire partie de tel ou tel syndicat ? « Parce que, nous répond-t-on, leur exclusion, si elle a lieu, ne résulte que de leur volonté. Rien ne les empêche de se constituer eux-mêmes en un syndicat d'un nombre

restreint. Il n'était pas possible d'accorder les privilèges des associations que notre loi a pour but d'encourager, à des personnes qui ne veulent pas être associées ».

Comment elles ne veulent pas être associées ? Elles veulent l'être pour fonder une société de crédit. Pourquoi les forcer à s'associer deux fois ? En agissant ainsi, les auteurs de la loi ont aussi voulu créer une situation de faveur à l'agriculture et éloigner les spéculateurs des nouvelles sociétés qu'ils fondaient. C'est pourquoi ils ont voulu que les associés fussent au préalable membres d'un syndicat agricole, puisque seuls les cultivateurs ou ceux qui exercent une profession connexe à l'agriculture peuvent avoir cette qualité. Cependant si ces institutions de crédit peuvent être utiles en dehors de l'agriculture, pourquoi ne pas leur permettre de rendre tous les services dont elles sont capables ? Pour éloigner les spéculateurs, on avait les moyens que fournissaient les lois de 1867 et de 1893 sur les sociétés à capital variable.

D'ailleurs, le remplacement des actions par des parts nominatives, transmissibles par voie de cession et avec l'agrément de la société ; l'affectation des bénéfices à la réserve jusqu'à concurrence des trois quarts ; l'absence de dividendes ; la possibilité pour les statuts d'affecter en

cas de dissolution ce qui restera de la réserve et du capital à des œuvres d'intérêt local au lieu de le partager entre les sociétaires constituent déjà une certaine garantie.

*.
* *

D'autre part, quels sont donc les avantages de la loi de 1894 qui vont faire accourir en foule les paysans vers les syndicats pour pouvoir profiter de ces nouvelles sociétés de crédit ? Nous venons de mentionner les dispositions qui ont pour but d'en éloigner les spéculateurs et d'en réserver l'entrée aux seuls agriculteurs. Les autres modifications que notre loi apporte au régime ordinaire des sociétés concernent :

La quotité du versement qu'il est nécessaire d'opérer sur le capital avant de constituer la société ;

La limite au-dessus de laquelle le capital ne peut pas être réduit quand la société est à capital variable ;

La durée de la responsabilité des sociétaires après leur sortie de la société ;

Les conditions de publicité ;

Le caractère de sociétés commerciales avec dispenses des charges fiscales qui grèvent d'ordinaire ces sociétés.

*.
* *

La souscription du capital social déterminé par les statuts ne suffit pas pour que la société soit constituée ; il faut encore que le quart du capital soit versé. On peut considérer cela comme une innovation car jusqu'ici, le versement d'une certaine somme n'était exigé avant toute constitution que quand il s'agissait de sociétés par actions. Encore dans ce cas, le versement n'était-il pas toujours du quart. En effet, pour les sociétés à capital fixe les articles 1 et 24 de la loi de 1867 modifiés par celle de 1893 exigent bien le versement intégral du montant des actions lorsque celles-ci ne dépassent pas 25 francs et du quart au moins quand elles sont de 100 francs et au-dessus. Mais quand il s'agit de sociétés à capital variable, l'article 51 de la loi de 1867 n'impose que le versement du dixième, soit 2 fr. 50 par action si celle-ci est de 25 francs. La plupart des auteurs enseignent en se basant sur la différence des textes qu'il n'est pas nécessaire que le versement du dixième soit effectué par chaque actionnaire sur chaque action, mais qu'il suffit que le dixième du capital social existe dans la caisse sociale quelles que soient les proportions dans lesquelles il aura été fourni par chacun. Les sociétés créées par la loi de 1894 ne sont pas des sociétés par actions. L'article 1^{er} § 3 dit en effet : Le capital

social ne peut être formé par des souscriptions d'actions ». D'ailleurs la faculté réservée aux seuls membres des syndicats de faire partie de ces sociétés ; l'agrément de la majorité, nécessaire pour la transmission des parts nominatives ; l'obligation de publier la liste de tous les sociétaires prouvent qu'il ne s'agit pas ici d'une simple société de capitaux où *l'intuitus personæ* ne joue aucun rôle.

On exige, avons-nous dit, le versement d'une portion du capital et non de chaque part sociale, contrairement à ce qui a lieu dans les sociétés par actions à capital fixe et à l'exemple de ce qui se passe dans les sociétés à capital variable. Cela ne montre-t-il pas qu'ici la considération de la personne de l'associé tient une aussi grande place que celle de son apport puisqu'on peut l'admettre alors qu'il n'a fait aucun versement.

Mais faut-il voir là une société de personnes ? Il serait difficile de l'affirmer si l'on doit admettre que l'engagement solidaire et indéfini est de l'essence même des sociétés de personnes. Cette solidarité fait défaut ici, elle peut être stipulée mais elle n'existe pas de plein droit. Les auteurs de la loi paraissent avoir cherché à réunir ici les avantages de la société de personnes et ceux de la société de capitaux. Voici pourquoi ils tiennent compte des qualités personnelles des

associés. Mais, parmi ceux-ci la responsabilité solidaire aurait pu en effrayer quelques-uns. Ceux qui sont solvables auraient pu ne pas se soucier de répondre pour ceux qui ne possèdent rien. Alors on a permis de limiter la responsabilité lorsque cela paraissait nécessaire à la constitution de la société. Cette disposition du § 4 de l'article 1^{er} et plusieurs de celles dont nous allons parler s'expliquent en effet par ces paroles que M. Méline prononçait à la Chambre, dans la séance du 16 juin 1892 : « Tous pour
« chacun, chacun pour tous ; tel était la devise
« de Schulze-Delitzch. On comprend qu'il était
« facile avec une responsabilité pareille, indé-
« finie pour chaque membre de l'association,
« de rassurer les capitalistes. C'est une des rai-
« sons pour lesquelles nous n'avons pas pu son-
« ger à calquer notre organisation sur les ban-
« ques Schulze-Delitzch. Il faut en pareille
« matière tenir soigneusement compte des
« milieux, des mœurs nationales surtout quand
« on crée un régime nouveau. C'est ce qui a
« fait notre grand embarras et qui nous a obli-
« gés à emprunter un peu à tout le monde les
« éléments de notre projet. M. Etcheverry nous
« disait l'autre jour que nous avions tort de ne
« pas adopter ce principe de la solidarité de
« tous les membres de l'association ; il croit

« que c'est là un préjugé dont on aurait facilement raison. Je crains qu'il ne se méprenne sur l'état d'esprit des campagnes, je suis convaincu en tous cas que si nous commençons par là nous mettrons en fuite tous ceux qui seront tentés de pratiquer le crédit agricole » !

Mais si la loi de 1894 permet ainsi de limiter, la responsabilité des associés, elle admet aussi la solidarité. Elle autorise même les sociétés qu'elle établit à se constituer sans capital. Rien dans le texte ne le fait supposer. Mais cela résulte des travaux préparatoires au cours desquels il a été reconnu que l'on pouvait établir ces sociétés dans le genre des banques allemandes Raiffeisen entre adhérents qui contractent une obligation ~~solidaire~~ et indéfinie sur tous leurs biens sans effectuer ~~aucun~~ apport d'argent, de biens ou d'industrie. Il va sans dire que l'obligation de verser le quart du capital souscrit ne s'applique plus ici. On a en pareil cas des sociétés analogues aux caisses Durand dont nous avons déjà parlé, sauf les modalités qu'elles empruntent à la nouvelle loi.

Nous avons dit que le Conseil d'Etat avait vu là des sociétés commerciales ; on pourrait se demander si ce sont même des « sociétés ». L'article 1832 du code civil définit la société : « un contrat par lequel deux ou plusieurs per-

sonnes conviennent de mettre quelque chose en commun dans la vue de partager le bénéfice qui pourra en résulter ». Pothier avait déjà dit : « Il est de l'essence des sociétés que chacune des parties apporte ou s'oblige à apporter quelque chose à la société » (1). Or précisément ici les parties n'apportent rien. On dit qu'elles fournissent leur crédit. Mais précisément la plupart d'entre elles n'en ont pas et c'est pour en obtenir qu'elles s'adressent à la société. Le crédit de la société résulte plutôt du rapprochement des individus grâce auquel, si l'un des associés ne peut pas tenir son engagement, les autres y suppléeront, que de l'apport que chacun peut faire de son crédit individuel. Quoi qu'il en soit, il faut bien reconnaître qu'on est ici en présence d'une société commerciale puisque l'article 4 dit explicitement que « les sociétés de crédit autorisées par la présente loi sont des sociétés commerciales ».

*
* *

La loi de 1894 déroge encore à celle de 1867 en décidant que lorsque les sociétés qu'elle organise auront usé de la faculté qu'elle leur donne, de se constituer à capital variable, celui-

1. *Traité des sociétés*, n. 8.

ci ne pourra être réduit par les reprises d'apports des sociétaires sortants, au-dessous du montant du capital de fondation (art. 1^{er} § 5). D'après l'article 51 de la loi de 1867, « Les statuts doivent déterminer une somme au-dessous de laquelle le capital ne pourra être réduit. Cette somme ne doit pas être inférieure au dixième du capital social ». On s'est demandé ce que la loi de 1894 entendait par l'expression « capital de fondation ». Un auteur, M. Arthuys, a prétendu qu'il s'agissait ici du quart du capital social originaire, de la somme qu'il était nécessaire de verser avant de constituer la société.

Nous pensons que ce n'est pas ainsi qu'il faut entendre le capital de fondation dont parle l'article 1^{er}. Ce doit être plutôt le capital souscrit au moment où commence la société encore qu'une partie seulement en ait été versée. Le capital, même au moment où s'établit la société ne comprend pas seulement ce qui est versé. La portion non encore libérée, a aussi son utilité dans la fondation de la société. Elle sert de base à son crédit et permet aux tiers de déterminer dans quelle mesure ils pourront entrer en affaires avec elle. A ce point de vue elle fait encore partie du capital de fondation.

La loi de 1894 semble donc être moins favorable à la variabilité du capital que celle de

1867 car il serait bien rare de voir le capital d'une société de crédit agricole dont les membres ne sont jamais très nombreux, élevé dans des proportions telles que son dixième représentât un chiffre plus élevé que celui du capital de fondation. On a voulu avant tout obtenir ici la sécurité, inspirer la confiance. A défaut de la responsabilité qu'on désirait, on a voulu que le capital social offrit des garanties suffisantes, dut-on restreindre chez les associés la liberté de sortir à leur gré de la société.

* *

C'est une idée analogue qui semble aussi avoir inspiré la disposition en vertu de laquelle les sociétaires ne seront libérés de leurs engagements qu'après la liquidation des opérations contractées par la société antérieurement à leur sortie. L'article 52, *in fine*, de la loi de 1867 dit que « l'associé qui cessera de faire partie de la société, soit par l'effet de sa volonté, soit par suite d'une décision de l'assemblée générale restera tenu pendant cinq ans envers les associés et envers les tiers des obligations existant au moment de sa retraite.

* *

Le législateur de 1894 a encore innové en ce

qui concerne la publicité des sociétés telle qu'elle était organisée par la loi de 1867. D'après celle-ci, un double de l'acte constitutif, s'il est sous seing privé, ou une expédition, s'il est notarié, doit être déposé aux greffes de la justice de paix et du tribunal de commerce du lieu où est établie la société. C'est la publicité commune imposée à toutes les sociétés ; qu'elles soient de personnes ou de capitaux. Mais s'agit-il de sociétés par actions il faut déposer en outre une expédition de l'acte notarié constatant la souscription du capital social et le versement du quart ainsi qu'une copie certifiée des délibérations prises par l'assemblée générale chargée d'approuver les apports en nature et les avantages particuliers qui peuvent avoir été faits. Enfin pour les sociétés anonymes, il faut, en outre, la liste des souscripteurs avec le nombre d'actions de chacun d'eux. La même publicité est imposée pour tous les actes et délibérations ayant pour objet les modifications des statuts, la continuation de la société au-delà du terme fixé pour sa durée, sa dissolution avant ce terme et le mode de liquidation, tout changement et retraite d'associé lorsqu'il ne s'agit pas de sociétés à capital variable et tout changement de la raison sociale. Lorsqu'une société a plusieurs maisons de commerce situées dans divers arron-

dissements, le dépôt doit être fait dans chacun des arrondissements où existent ces maisons de commerce.

Avec la loi de 1894, le système de publicité est plus simple, on peut dire aussi qu'il est plus efficace. D'après l'article 5, il suffit de déposer en double exemplaire au greffe de la justice de paix du canton où la société a son siège principal, les statuts avec la liste complète des administrateurs ou directeurs et des sociétaires, indiquant leurs noms, profession, domicile et le montant de chaque souscription. La loi n'impose pas ici un acte notarié constatant le versement du quart du capital social. Nous verrons plus loin ce qu'il faut décider à ce sujet.

On admet généralement en se basant sur les termes de l'article 5, opposés à ceux de l'article 55 de la loi de 1867, qui parle d'un « double de l'acte constitutifs'il est sous seing privé et d'une expédition s'il est notarié » que les « exemplaires » des statuts dont parle la loi de 1894, sont affranchis du timbre, qu'ils peuvent être présentés sous forme d'imprimés et de copies signées par les représentants de la société. Une circulaire de la Direction de l'Enregistrement du 5 octobre 1895 confirme cette manière de voir. Elle ajoute même que les greffiers sont dispensés de dresser acte des dépôts qui leur sont faits.

en exécution de la nouvelle loi ; que par suite il ne leur est dû ni vacations, ni droit de répertoire.

Ce sont là autant de faveurs nouvelles aux sociétés qui nous occupent. D'ailleurs le dépôt prescrit par l'article 5 n'est pas imposé comme sous le régime de la loi de 1867 partout où les nouvelles sociétés peuvent avoir des succursales, mais seulement à la justice de paix du lieu où elles ont leur siège principal.

Cependant il y aura aussi là un dépôt au greffe du tribunal de commerce, mais ce ne seront pas les associés qui en seront chargés. « Un des exemplaires des statuts, nous dit la loi, et de la liste des membres de la société sera, par les soins du juge de paix, déposé au greffe du tribunal de commerce de l'arrondissement ». On a critiqué cette obligation imposée à un magistrat dont la responsabilité est ainsi engagée par des fonctions qui semblent naturellement devoir lui être étrangères ; c'est la réunion dans les mêmes mains d'attributions administratives et judiciaires.

Il est évident qu'une telle disposition a été inspirée par le désir d'éloigner autant que possible des sociétés le souci de formalités qui auraient pu leur paraître trop compliquées. Dans le projet primitif, le double dépôt devait avoir

lieu à la mairie. Le maire aurait transmis un exemplaire à la sous-préfecture. A la Chambre des députés, M. Etcheverry avait déjà critiqué l'ingérance de l'administration en cette matière. Ce furent ses réflexions qui déterminèrent la commission sénatoriale à modifier ce détail. Elle mit le juge de paix à la place du maire et le tribunal de commerce à la place de la sous-préfecture. Ainsi s'explique cette fonction spéciale dont s'est trouvé investi le juge de paix.

Cette publicité est aussi plus sincère que celle de 1867. D'après l'article 5 en effet « les documents déposés au greffe de la justice de paix et du tribunal de commerce seront communiqués à tout requérant ». Au contraire, dans la loi de 1867, aucun texte ne dit que les pièces déposées aux greffes de la justice de paix et du tribunal de commerce doivent être mises à la disposition du public. Bien plus, l'article 63 qui porte que « lorsqu'il s'agit d'une société en commandite par actions ou d'une société anonyme toute personne a le droit de prendre communication des pièces déposées aux greffes », amène à conclure que lorsqu'il s'agit des sociétés en nom collectif ou en commandite simple ce droit n'existe pas. En fait, les greffiers consentent à cette communication, mais il n'est pas prouvé que, ce faisant, ils se conforment à la loi.

Il est vrai que les sociétés de la loi de 1867 doivent publier un extrait de leur acte constitutif et des pièces qui y sont annexées ; à Paris, dans l'un des journaux qui sont désignés pour recevoir les annonces légales (décret du 17 février 1852) ; et dans les départements, dans un journal publié en langue française, quel qu'il soit (décret du 28 décembre 1870). La loi de 1894 n'ordonnant rien de semblable, on peut en conclure que les sociétés qu'elle établit ne sont pas soumises à cette prescription. Y a-t-il lieu de le regretter ? La publicité par la voie des journaux est moins efficace qu'on pourrait le penser. Quand un journal mentionne l'apparition d'une société la plupart des lecteurs n'y accordent aucune attention ; quand on a besoin de se renseigner sur une société, il n'est pas facile de retrouver le numéro du journal où elle a été publiée, surtout en province où le choix de ce journal est laissé aux intéressés.

D'ailleurs l'article 5 de la nouvelle loi contient une disposition qui compense largement la lacune qu'on pourrait trouver ici. « Chaque année, dit-il, dans la première quinzaine de février, le directeur ou un administrateur de la société déposera, en double exemplaire au greffe de la justice de paix du canton, avec la liste des membres faisant partie de la société à cette date, le

tableau sommaire des recettes et dépenses ainsi que les opérations effectuées dans l'année précédente. Un des exemplaires sera déposé par le juge de paix au greffe du tribunal de commerce ». On a ainsi une publicité permanente permettant aux tiers d'apprécier exactement le degré de confiance que mérite la société. Cela est particulièrement utile lorsque la société a adopté la forme du capital variable.

On sait que d'après l'article 62 de la loi du 24 juillet 1867, les actes constatant les augmentations et les diminutions de capital opérées dans la société à capital variable ne sont pas assujettis aux formalités de dépôt et de publication comme les actes constitutifs. Or au bout de quelques années le capital et le personnel d'une société de ce genre se sont presque toujours considérablement modifiés. Dans ces conditions quels renseignements voulez-vous aller chercher dans l'acte constitutif? Il ne vous sera d'aucune utilité. Ici au contraire on peut se rendre facilement compte de la situation actuelle de la société.

Enfin la loi de 1894 nous semble avoir été mieux inspirée que celle de 1867 en ce qui concerne le moment où doit avoir lieu la publication. Jusqu'ici le dépôt aux greffes et l'insertion dans un journal devaient être faits dans le mois

de la constitution (art. 55 et 56 l. 1867). D'après la loi nouvelle, c'est avant toute opération que les statuts et la liste des sociétaires doivent être déposés à la justice de paix. Ainsi, dès le début, ceux qui traitent avec la société sont à même de la connaître et de l'apprécier ; et de son côté, elle y gagne en crédit.

*
* *

Nous disons enfin que la loi de 1894 offre cette particularité d'organiser des sociétés qui, tout en étant commerciales sont néanmoins dispensées du droit de patente et de l'impôt sur les valeurs mobilières. C'est d'après l'article 4 que « les sociétés autorisées par la présente loi sont commerciales ». Faut-il voir là une application des principes généraux du droit ou une disposition exceptionnelle ? Au chapitre précédent nous avons déjà eu à examiner le caractère juridique des sociétés de crédit mutuel et nous avons dit que c'étaient des sociétés civiles. Dans l'étude qu'il a faite à ce sujet M. Arthuys prétend (1) que la loi de 1894 établit des sociétés de crédit mutuel qui sont en même temps et par nature des sociétés commerciales. Parmi les arguments qu'il invoque il

1. *Revue critique de législation et de jurisprudence*. 1895, p. 336.

en est un que nous avons mentionné. L'article 632 considère comme acte de commerce toute opération de banque. « Or, dit notre auteur, les sociétés de crédit mutuel font des opérations de banque et l'idée de spéculation n'est pas toujours nécessaire pour donner le caractère commercial. Le législateur peut être guidé dans l'énumération qu'il donne par des considérations différentes, la volonté de fournir aux tiers les garanties de la loi commerciale ». Mais, encore une fois, il s'agirait de savoir si les sociétés de crédit mutuel, font des opérations de banque. Le banquier est un homme qui, soit au moyen du dépôt et du prêt, soit au moyen de l'escompte, achète de l'argent pour le revendre ensuite avec bénéfice, comme le marchand achète des produits en nature pour les revendre plus chers. Les opérations auxquelles ils se livrent l'un et l'autre sont semblables. Il n'y a de différence que dans la nature des marchandises sur lesquelles ils opèrent. Ce n'est pas là ce que font les sociétés de crédit mutuel.

Elles ne s'entremettent pas dans la circulation de l'argent. Si elles demandent aux tiers des fonds qu'elles rémunèrent d'ailleurs au taux ordinaire de l'argent c'est pour elles-mêmes et non pour les faire passer en d'autres mains.

Autant vaudrait dire alors que celui qui emprunte fait acte de commerce.

M. Arthuys invoque ensuite en faveur de sa thèse les discussions préparatoires. « Lors de la discussion de notre loi, dit-il, cette pensée a été formulée à diverses reprises mais toujours sans restrictions. On a dit que ces sociétés, faisant des opérations de crédit ; recevant des dépôts étaient des sociétés commerciales présentant un type nouveau..... » Ce nouvel argument ne nous paraît pas avoir une grande valeur. Il nous semble que ce n'est pas là l'usage qu'on doit faire des travaux préparatoires. Il faut seulement y chercher la pensée du législateur lorsque celle-ci n'apparaît pas assez clairement dans le texte législatif. Mais, étant donnée une société, son caractère civil ou commercial doit être déterminé d'après les principes généraux du droit et non d'après les appréciations que peuvent avoir laissé échapper, au cours des débats, certains membres du Parlement. Néanmoins, et c'est pourquoi nous sommes revenus ici sur la question de la commercialité, les sociétés de 1894 présentent une particularité qui ne permettrait peut-être pas d'affirmer, en supposant qu'il n'y eût pas une disposition formelle de la loi, que ce sont des sociétés civiles. Elles ne fournissent pas exclusivement le

crédit à leurs membres, mais elles peuvent aussi en accorder à tous les membres des syndicats agricoles, qu'ils soient ou non associés. Dès lors il s'agit de savoir quel doit être au regard de la société le caractère de ces syndiqués non associés. Faut-il les assimiler aux adhérents des sociétés de consommations, à ces personnages hybrides qui tiennent à la fois de l'associé et de l'étranger ; mais dépendant néanmoins de la société ? Dans ce cas, nous aurions toujours des sociétés à objet civil. Mais si on les considère comme des étrangers ; et c'est peut-être encore la solution la plus rationnelle, on doit dire, ce me semble, que les sociétés de 1894 qui leur accordent le crédit sont alors vraiment commerciales, même par leur objet. Seulement, en tant qu'elles font ainsi des affaires avec les étrangers ce ne sont plus des sociétés mutuelles. Aussi, même dans ce cas, nous ne souscrivons pas à l'avis de M. Arthuys qui veut qu'elles soient à la fois mutuelles et commerciales. Elles deviennent dans ce cas particulier des banques ordinaires relevant d'une société au lieu d'appartenir à un particulier. Malheureusement, la loi de 1894, ne nous dit pas grand chose sur le caractère de ces syndiqués non associés ; et dans la pratique, cela se trouve simplifié, puis-

que l'article 4 déclare que nos sociétés sont toujours commerciales.

Nous allons voir découler de là les conséquences ordinaires de la commercialité. La loi de 1894 nous en indique deux ; la publicité, qui, nous l'avons vu, a été organisée d'une façon spéciale, et l'obligation de tenir des livres. Pourquoi avoir formulé cette dernière prescription qui résulte naturellement du principe posé ? Le projet primitif portait que les syndicats qui se livreraient au crédit devraient avoir une comptabilité régulière. Mais lorsque la discussion eut lieu à la Chambre, on estima qu'une comptabilité régulière ne suffisait pas ; on imposa les livres de commerce. Ce fut avec raison. Les livres de commerce doivent être visés, cotés, paraphés, ce qui empêche toute suppression et substitution de feuillets ainsi que l'annulation d'opérations qu'on aurait intérêt à dissimuler. C'est d'ailleurs un avantage pour la société qui peut ainsi produire ses livres en justice et s'en prévaloir vis-à-vis des commerçants avec lesquels elle est en conflit.

Mais il y a d'autres conséquences qui ne sont pas énumérées par la loi. Ainsi ces sociétés pourront être mises en faillite et en liquidation judiciaire. D'après l'article 2, les associés règlent l'étendue de leur responsabilité. En s'inspirant

des principes généraux, on doit dire que la faillite de la société n'entraînera pas celle des associés à responsabilité limitée qui ne sont pas commerçants et qui ne sont responsables que jusqu'à concurrence de leurs apports. Si au contraire la responsabilité illimitée est stipulée, il faut appliquer ici les règles du droit commercial en matière de sociétés de personnes, c'est-à-dire déclarer que la faillite de la société entraîne celle des associés qui ont acquis dans ce cas la qualité des commerçants.

La commercialité entraîne aussi la compétence des tribunaux de commerce.

Mais il faut peut-être établir ici une distinction suivant que les contestations peuvent s'élever entre des associés ou entre des associés et des tiers.

Dans le premier cas les tribunaux de commerce sont assurément compétents en vertu de l'article 634 § 2 du code de commerce. Il s'agit bien en effet ici de contestations entre associés à raison d'une société de commerce.

Mais en est-il ainsi en cas de litige entre des associés et des tiers ? Nous écartons le cas où ces tiers seraient des administrateurs pris en dehors de la société, ce que la loi de 1894 ne défend pas. Le tribunal consulaire serait alors compétent en vertu de l'article 634. Mais dans

les contestations qui auront lieu entre des associés et des tiers non administrateurs, la juridiction commerciale ne sera compétente qu'autant qu'il s'agira d'actes de commerce. On reconnaît que les litiges qui s'élèvent entre les sociétés civiles établies par actions depuis 1893 et les tiers sont de la compétence du tribunal civil. Il nous semble d'après ce que nous avons dit plus haut qu'il faut décider la même chose pour les sociétés de crédit mutuel quand elles agissent comme telles ; c'est-à-dire lorsqu'elles ne font des opérations de crédit qu'avec leurs membres.

Au contraire, quand elles consentent du crédit à des étrangers en supposant que les syndiqués non associés soient pour elles des étrangers, elles agissent comme des banques ordinaires. Leurs opérations devraient alors être considérées comme des opérations commerciales ; et par suite, relever du tribunal de commerce.

Enfin, dernière conséquence de la commercialité, la prescription de cinq ans est applicable aux actions à exercer contre les associés non liquidateurs. Néanmoins on n'est pas d'accord sur les cas d'application de cette prescription. D'après certains auteurs, elle serait exclusivement destinée à venir en aide aux associés tenus solidairement et indéfiniment. Elle serait destinée à atténuer l'obligation lourde qui pèse sur

eux. Dans cette théorie la prescription quinquennale ne s'appliquerait aux sociétés de 1894 qu'autant que les statuts auraient stipulé la responsabilité solidaire. Cependant la plupart des auteurs n'admettent pas cette restriction et concèdent le bénéfice de cette prescription aux commanditaires et aux actionnaires.

Malgré leur caractère commercial les sociétés de 1894 sont affranchies du droit de patente ainsi que de l'impôt sur les valeurs mobilières (art. 4 § 2).

Pour la patente, cela n'a pas été sans difficulté. Au Sénat, on fit observer que ces sociétés achèteraient en gros les objets nécessaires à l'agriculture, qu'elles s'adresseraient aux grandes maisons de commerce ; que par suite elles feraient une concurrence redoutable à l'industrie locale. On alléguait aussi qu'elles feraient des opérations de crédit qui relèvent aujourd'hui des banques soumises, elles, à la patente. C'était la manifestation d'un certain mouvement qui se produit actuellement dans l'opinion. Il y a des personnes qui voudraient voir cesser pour toute société coopérative ce privilège consistant dans l'exemption des impôts ordinaires qui frappent le commerçant, tels que la patente. Le petit négoce, dit-on, déjà battu en brèche par les sociétés anonymes, finira par succomber, si on

lui suscite du côté opposé, une seconde concurrence, celle de la coopération. Or la disparition du petit commerce avec celle de la moyenne bourgeoisie aurait des conséquences sociales très graves. A tout le moins, convient-il que la coopération ne s'assure pas de privilèges en matière d'impôts.

Quel est cet impôt sur les valeurs mobilières dont sont exemptes les sociétés de 1894 ? On sait que les sociétés sont, comme telles, soumises à un certain nombre de droits fiscaux. Il y a d'abord le droit d'enregistrement de leurs actes que la loi du 28 avril 1893 a fixé à 0 fr. 20 p. 0/0 et qui doit être calculé sur le montant total des apports mobiliers et immobiliers, déduction faite du passif. Ce droit s'applique-t-il aux nouvelles sociétés ? C'est la question qui, à la Chambre des députés fut posée au rapporteur. Celui-ci répondit que les nouvelles sociétés ne faisaient pas d'actes constitutifs ; que par conséquent il ne devait pas y avoir d'enregistrement obligatoire. Ici, ajoutait-il, l'acte constitutif est remplacé par les statuts auxquels on joint la liste des sociétaires et du montant des souscriptions. Ces statuts acquerront date certaine, par le récépissé que délivrera le greffier. Lorsqu'il y aura procès, on les fera enregistrer. Cependant la question fut réservée pour la

seconde délibération où elle ne fut pas soulevée.

Il nous semble donc que la pensée du législateur n'a pas été nettement manifestée sur ce point ; que par suite, il faut appliquer les règles générales ; c'est-à-dire, soumettre à l'enregistrement les statuts avec la liste des administrateurs et le montant des souscriptions. Pourquoi, en effet, établir, comme le voulait le rapporteur, une distinction suivant la forme que peut revêtir l'acte de constitution des sociétés.

La loi du 22 frimaire an VII avait aussi frappé les cessions d'actions d'un droit de 0 fr. 50 p. 0/0. La loi du 5 juin 1850 remplaça cela par un droit de timbre proportionnel applicable aux titres transmissibles par les procédés commerciaux. Aujourd'hui, en vertu des lois du 16 septembre 1871 et du 29 juin 1872, nous avons un impôt de 0 fr. 50 sur les valeurs nominatives et une taxe annuelle de 0 fr. 20 sur les valeurs au porteur. Mais il y avait eu des difficultés en ce qui concerne la transmission des intérêts. L'Enregistrement avait soutenu que l'intérêt devait alors acquitter le droit de 2 p. 0/0 qui frappe ces ventes et cessions d'objets mobiliers quelconques, conformément à l'article 69 de la loi de frimaire. Il se fondait particulièrement sur ce que l'article 69 se basait sur le caractère de négociabilité pour concéder une faveur spéciale

dans l'impôt de transmission. Mais la jurisprudence a répondu que le législateur avait voulu favoriser les entreprises commerciales en facilitant les retraits de capitaux qui y étaient engagés ; que ce motif existait, quelle que fût la forme sous laquelle se présentât la part d'associé et la manière dont la transmission s'opérât. L'intérêt doit, par suite, être taxé ici comme l'action. Par conséquent ; qu'on assimile les parts des nouvelles sociétés à des actions ou à des intérêts, il nous semble qu'en cette matière il faut leur appliquer le droit commun, puisqu'il n'a rien été dit à ce sujet dans les travaux préparatoires.

Enfin les sociétés commerciales sont soumises à un impôt sur le revenu, impôt qui frappe leurs dividendes et les intérêts de leurs obligations et que la loi du 26 décembre 1890 a porté à 4 0/0. C'est uniquement de ce dernier impôt que sont exemptées, si on s'en rapporte aux discussions qui ont précédé la loi, les nouvelles sociétés. Dans la pensée du législateur l'expression d'impôt sur les valeurs mobilières est synonyme d'impôt sur le revenu, En effet la raison qui a été donnée pour justifier cette exemption, c'est que ces sociétés ne distribuent pas de dividende. Au Sénat d'ailleurs le rapporteur indiqua formellement qu'elles étaient exemptes de l'im-

pôt sur le revenu. De même, à la Chambre des députés, lorsque le projet y fut renvoyé après le vote en deuxième délibération du Sénat, il fut dit qu'elles étaient dispensées de l'impôt de 4 pour 0/0 sur les valeurs mobilières. Nous voyons donc qu'il n'y a pas lieu d'invoquer l'expression large dont se sert la loi pour soustraire ces sociétés à un autre impôt ; par exemple, à l'impôt de transmission.

*
* *

Telles sont, croyons-nous, les principales dispositions que donnent aux sociétés de 1894 un caractère tout spécial. L'article 2 dit que les statuts peuvent en outre stipuler telle ou telle disposition. Mais il y a déjà longtemps que la convention fait la loi des parties. Cependant il existe dans la législation antérieure sur les sociétés des dispositions non seulement interprétatives mais encore impératives que la loi nouvelle n'abroge ni ne consacre expressément. Par exemple, l'article 1^{er} nous dit que la société ne pourra être constituée qu'après le versement du quart du capital souscrit. En pareil cas la loi de 1867 exige une déclaration du versement constatée par acte notarié. Faut-il appliquer ici cette prescription ? Cette même loi de 1867 fixe un minimum au-dessous

duquel on ne peut pas faire descendre le montant des actions. En fixera-t-on aussi un pour les parts dont il est question au § 3 de l'article 1^{er} de notre loi ? Comme dans les sociétés par actions y aura-t-il ici un nombre minimum d'associés ? Les modifications apportées aux statuts seront-elles soumises aux mêmes publicités que l'acte constitutif ? En un mot la loi de 1894 se suffit-elle à elle-même ou bien doit-elle être complétée par la législation antérieure à laquelle elle ne dérogerait que sur les points qu'elle prévoit expressément ? En principe il faudrait dire que notre loi, étant une loi spéciale, ne déroge à celles qui l'ont précédée que dans les cas qu'elle a pour but de réglementer. Toutefois il faut reconnaître que la majorité des auteurs qui ont traité cette question est d'un avis opposé (1). A l'appui de leur dire, ils invoquent les déclarations faites au cours des travaux préparatoires et en particulier ce passage du rapport de M. Mir à la Chambre des députés : « Nous
« croyons que les sociétés civiles sont ineffica-
« ces, que les sociétés commerciales et même

1. V. notamment E. Benoist-Lévy : *Manuel des sociétés de crédit agricole*. Ch. Rayneri. *Le crédit par l'association coopérative*; Arthuys : *Revue critique*, 1895. Houpin : *Traité général des sociétés*. Maurin et Brouilhet ; *Manuel de crédit agricole*.

« les sociétés coopératives sont trop compli-
« quées et alors nous réduisons à leur plus
« simple expression les formalités nécessaires
« à la constitution de ce type nouveau, les so-
« ciétés commerciales de crédit mutuel. Je vous
« rappelais tout-à-l'heure quelles sont les for-
« malités nécessaires à la constitution d'un syn-
« dicat professionnel, la rédaction des statuts et
« le dépôt à la mairie. Voilà les simples for-
« malités que nous exigeons de nos sociétés
« nouvelles et c'est ce qui me permettait à la
« dernière séance de répondre à M. Doumer,
« qui me demandait à quelles prescriptions
« restaient soumises nos sociétés nouvelles :
« Aucune ». C'est dans le même sens d'ailleurs
que se prononça M. Méline à la séance de la
Chambre des députés, du 16 juin 1892, lorsqu'il
dit qu'il a voulu donner aux sociétés de crédit
agricole une législation plus simple. Or, ajoutez-
on, si aux prescriptions de la loi de 1894, il
faut ajouter celles des lois de 1867 et 1883 ce
n'est plus une simplification, c'est une compli-
cation. Qu'on ne dise pas d'ailleurs que ces dis-
cussions se rapportaient au projet primitif tel
qu'il fut présenté tout d'abord à la Chambre
tandis que la loi actuelle est sortie des délibé-
rations de la commission sénatoriale. En réalité
celle-ci n'a fait que substituer les sociétés de

crédit. Les autres dispositions du texte primitif ; l'absence d'actions, la suppression de tout dividende, la faculté de dilater la responsabilité des associés, sont demeurées.

Du côté opposé, on allègue aussi les travaux préparatoires et ces paroles de M. le sénateur Labiche : « Tandis que la proposition adoptée par la Chambre constituait une dérogation à la loi de 1884 sur les syndicats professionnels, le projet qui vous est soumis a un caractère différent. Il n'apporte aucune modification à la loi de 1884. Il édicte seulement quelques dispositions complétant la loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés ». Cependant il ne faudrait pas séparer ces paroles de ce qui les précède et de ce qui les suit. Le rapporteur visait ici la différence entre le projet qui avait été voté par la Chambre et celui qui était soumis au Sénat ; et, lorsqu'il parlait de la loi de 1867, il se référait, non pas à cette loi tout entière mais au titre III qui a institué les sociétés à capital variable. Or tout le monde reconnaît que les dispositions de ce titre peuvent s'appliquer aux sociétés de 1894 parce que la variabilité du capital ne crée pas un type nouveau de société, mais seulement une modalité susceptible de s'adapter aux formes déjà existantes. Au contraire la nouvelle société ne peut pas entrer dans le cadre des sociétés

par actions. Celles-ci ont à leur base un capital fractionné en actions ; c'est à la fois leur définition et leur essence. C'est la souscription de cette action qui confère le titre d'associé. Comment leur assimiler une société qui ne peut se former qu'entre une catégorie de personnes déjà affiliées à une autre association, qui dans aucun cas ne pourra avoir d'actions et quelquefois n'aura même pas de capital. L'assimilation aux sociétés par intérêt n'est pas davantage possible parce que d'un côté, la responsabilité peut être limitée, tandis que de l'autre, elle est nécessairement solidaire et illimitée.

On a invoqué aussi les textes des articles 4 et 5 de la loi de 1894. Le premier dit que les nouvelles sociétés sont des sociétés commerciales. Aussi, ajoute-t-on, il faut les faire entrer dans une forme de sociétés prévue par le code de commerce. Mais nous avons déjà vu les conséquences qu'il faut exclusivement faire découler de cette disposition qui ne concerne que les livres de commerce, la compétence des tribunaux, la faillite, la prescription. Ce sont des sociétés commerciales d'un type nouveau, voilà tout. Quant à l'article 5 il dit : « Les conditions de publicité prescrites pour les sociétés commerciales ordinaires sont remplacées par les dispositions suivantes » : Et alors, dit-on, les con-

ditions qui ne concernent pas la publicité n'étant pas remplacées par d'autres dispositions, c'est alors la législation antérieure qui s'applique. N'est-ce pas là abuser du raisonnement a *contrario* ? De ce que le législateur a déclaré ici qu'il dérogeait expressément aux dispositions des lois antérieures, peut-on prétendre que celles-ci s'appliqueront sur tous les points au sujet desquels il n'a pas ainsi formellement exprimé sa volonté ? N'est-ce pas un principe de notre droit qu'une loi ancienne se trouve tacitement abrogée par une loi nouvelle dans la mesure où elle est incompatible avec les dispositions de cette dernière, que cette incompatibilité soit absolue ou qu'elle résulte de l'esprit qui a inspiré la nouvelle. D'ailleurs la pratique a considéré que la loi de 1894 avait créé un type nouveau. Parmi les sociétés qui ont fixé le chiffre de leurs parts à vingt francs figure celle créée à Remiremont, qu'on est autorisé à croire fondée tout au moins sur les conseils du principal auteur de la loi, M. Méline. On ne saurait invoquer plus forte autorité en faveur d'une interprétation qui s'appuie surtout sur le texte même de la loi.

*
* *

La loi de 1894 ne dit rien de la circonscrip-

tion territoriale sur laquelle la société de crédit pourra étendre son champ d'action. Mais il est évident qu'il répugne à l'esprit des associations de crédit mutuel de s'étendre sur un trop vaste territoire. Le bon fonctionnement de la mutualité surtout en cette matière est intimement lié à cette confiance réciproque des associés qui naît de leur contact journalier et de l'appréciation de leur capacité de travail et d'économie. Il y a donc intérêt à ce point de vue, à ce que la circonscription de la banque agricole soit restreinte. Mais alors il y aura un inconvénient dont nous avons déjà dit un mot au chapitre précédent. Il ne s'établira pas ici cette moyenne constante d'affaires qui permet au grand banquier de ne s'occuper que la différence entre le total de ses apports et celui de ses retraits. Il y aura parfois des demandes d'emprunt qu'on ne pourra pas satisfaire faute d'argent : d'autrefois, des dépôts qu'on ne pourra pas utiliser faute d'emprunteurs. Ces petites banques seront souvent livrées aussi à des personnes inexpérimentées auxquelles il faudrait des conseils et une direction. Bref il peut y avoir un certain danger à laisser le crédit dans cet état de dispersion, d'émiettement où le tiennent les petites mutualités dont nous avons parlé. De grandes banques régionales destinées à faciliter les

opérations des petites banques locales pourraient obvier à ces inconvénients et permettre ainsi d'avoir les avantages du crédit mutuel sans en éprouver les inconvénients. Tel est précisément le but de la loi du 31 mars 1899 dont l'origine remonte aux discussions qui ont précédé le vote du renouvellement du privilège de la Banque de France. D'après la convention passée entre l'Etat et la Banque, celle-ci devait avancer au Trésor sans aucun intérêt une somme de 40 millions. De plus, elle devait verser annuellement une redevance du huitième du taux de son escompte multiplié par la moyenne de la circulation productive et qui ne pouvait pas être inférieure à deux millions.

*
+ *

Ce sont ces nouvelles ressources qu'on songea à mettre à la disposition de l'agriculture. Les moyens proposés au cours des débats furent nombreux. Pour quelques-uns ces avances ne suffisaient pas ; il fallait obliger la Banque à venir plus directement en aide au crédit agricole. Des divers amendements proposés au cours de la discussion de la loi sur le renouvellement du privilège, les uns tenaient compte des sociétés de crédit mutuel agricole déjà organisées en

1894 ; les autres voulaient qu'on instituât de toutes pièces un nouveau système.

Parmi les premiers, on peut ranger celui de M. Léveillé qui voulait une banque agricole centrale constituée à l'aide de soixante millions de capital-actions qui auraient été avancés par la Banque de France. Celle-ci aurait également fourni le concours de ses régents qui auraient fait partie du conseil d'administration de la nouvelle banque. Enfin elle aurait prêté ses succursales. Malgré cela, les deux établissements fussent demeurés séparés. Le capital-actions n'aurait pas servi aux opérations ; il serait resté un capital de garantie.

On n'aurait pas eu davantage recours aux billets de banque. Ces billets, dans la mesure où ils dépassent l'encaisse métallique, ont simplement pour garantie le portefeuille. A la Banque de France la réalisation de ce portefeuille s'opère aujourd'hui dans une moyenne de 27 jours. Aussi sa circulation à découvert offre moins de dangers. Au contraire, des billets de banque gagés sur du papier agricole qui sera toujours à plus ou moins longue échéance seront très difficilement ou tout au moins très lentement réalisables. M. Léveillé aurait donc voulu la création de bons à échéance fixe portant intérêt ou entraînant des primes de remboursement ou des

lots. La rémunération des bons eût été assurée par la redevance annuelle des deux millions et demi.

Enfin, le Trésor eût pu consacrer une partie des 40 millions que lui avançait la Banque à acheter une certaine quantité de bons pour amorcer l'opération et à populariser ainsi ces titres. Grâce à cette ressource la nouvelle banque eût escompté le papier qui lui eût été présenté par les petites banques locales. Elle l'aurait laissé mûrir dans son portefeuille ; et lorsqu'il aurait été à 90 jours de son échéance, elle l'aurait escompté à la Banque de France. M. Léveillé faisait remarquer que le capital actions de 300 millions qui resterait à la Banque de France après ce prélèvement serait bien suffisant car celle-ci ne court presque plus aucun risque aujourd'hui, son portefeuille se réalisant très vite et tous les effets qu'elle escompte devant être revêtus de trois signatures.

On objecta à M. Léveillé que la commission chargée de l'examen du projet de loi sur le renouvellement du privilège de la Banque avait déjà trouvé que le capital actions de celle-ci n'était pas suffisant ; que par suite il ne fallait pas songer à le diminuer. On ajouta qu'il était étrange de forcer des individus à devenir ainsi,

malgré eux, actionnaires du nouvel établissement. C'était, en effet, ce que proposait l'amendement, puisqu'il s'agissait de prendre une partie des actions de la Banque de France pour les affecter à la Banque agricole. « Aurions-nous
« le droit, disait à ce sujet M. Ribot, d'imposer,
« même si le conseil de régence l'acceptait, à tous
« les actionnaires, ce virement d'un nouveau
« genre. Aurions-nous ce droit pour tous ceux
« qui ont acheté des actions à la bourse, et
« permettez-moi de vous le dire, parmi ceux-ci,
« il y a des mineurs, des femmes mariées, il y
« a une foule d'incapables à qui vous avez con-
« seillé le placement en actions de banque
« comme un placement de toute sûreté. »

Enfin on disait qu'il y avait un certain danger à rapprocher ainsi la banque agricole de la Banque de France. Le jour où elles auraient toutes deux les mêmes actionnaires, les mêmes administrateurs, les mêmes établissements, pour la majorité du public elles ne formeraient qu'une seule banque. Et si la banque agricole faisait de mauvaises affaires comme sa devancière de 1860, le crédit de la Banque de France ne se trouverait-il pas atteint ?

Bref l'amendement de M. Leveillé fut rejeté purement et simplement par la Chambre.

D'autres, cependant, craignaient encore beaucoup moins de compromettre le crédit de la Banque de France puisqu'ils voulaient charger directement celle-ci du crédit agricole. Tel était le sens d'un amendement déposé par MM. Viviani, Pelletan, etc, et au terme duquel la Banque aurait pu faire aux agriculteurs des prêts sur deux signatures et à échéance de plus de trois mois. Au cours de la même discussion cette idée avait d'ailleurs été plusieurs fois émise : ainsi M. Joseph Jourdan demandait également que la Banque de France escomptât le papier agricole sur deux signatures lorsque l'une de ces deux signatures serait celle de la banque mutuelle. Il faisait remarquer, non sans raison d'ailleurs, qu'une signature qui engageait 50 à 100 associés, tous solvables dans une certaine mesure valait bien deux signatures ordinaires. De même M. Codet voulait que le papier agricole fut escompté à six mois. Pour faire face à ces opérations, la Banque aurait émis de nouveaux billets sans inconvénients. « Il y a une dizaine d'années, disait M. Codet, la circulation sur portefeuille était d'un milliard ; aujourd'hui elle n'est plus guère que de cinq cents millions, on peut donc émettre pour 500 millions de nouveaux billets et on n'arrivera encore qu'au chiffre moyen d'il y a dix ans ». On pourrait peut-être faire remar-

quer au sujet de cette dernière observation que la quantité des billets ne doit pas être basée exclusivement sur le chiffre du capital ou sur l'élévation de la réserve métallique, mais encore sur le cours du change, sur la quantité du numéraire qui se trouve dans le pays. Si cette quantité est suffisante, les nouveaux billets que vous émettrez ne resteront pas dans la circulation, ils viendront se faire rembourser à la Banque, et vous n'aurez réussi par ce moyen ; qu'à faire sortir une partie de l'encaisse métallique.

D'une façon générale, on peut difficilement admettre que la Banque de France se livre directement au crédit agricole. D'abord, il lui serait difficile d'escompter le papier des agriculteurs à plus de trois mois et sur deux signatures sans généraliser la mesure. En 1855 on avait déjà demandé cette faveur pour les lettres de change émises en vue d'opérations faites en Extrême-Orient et qui ne peuvent pas se liquider à trois mois. D'autre part, pourra-t-on accorder cette faveur aux syndicats agricoles et la refuser aux syndicats industriels ? Cependant la Banque de France a intérêt à escompter le papier à courte échéance car alors son capital travaille davantage. En outre, comme nous l'avons dit, sa circulation court d'autant moins de risques

que ses effets sont à moins long terme. Sans doute nous avons vu la Banque faire des prêts aux éleveurs de la Nièvre et du Calvados et leur accorder des renouvellements. Nous pourrions également citer l'exemple fort intéressant de la petite banque agricole de Pouilly-en-Auxois, dans la Côte-d'Or. Ici, le capital, au lieu d'être employé directement dans les opérations, est immédiatement converti en rentes françaises ; en obligations de la Ville de Paris ou des principales lignes de chemins de fer français. Ces titres sont déposés à la Banque de France en garantie des escomptes de la société ou des comptes courants qu'elle pourra se faire ouvrir. Aussi le papier de la caisse rurale est escompté sur deux signatures et les associés peuvent bénéficier du taux d'escompte de la Banque de France. Mais il faut que cela soit facultatif ; il faut qu'en temps de crise, la Banque puisse refuser de consentir des prêts à long terme.

Enfin, malgré ses succursales, elle est encore trop éloignée des petits cultivateurs pour les bien connaître et être suffisamment connue d'eux. Enfin, en matière de crédit agricole, purement personnel il est bon que l'emprunteur fasse connaître l'emploi qu'il veut faire de l'argent emprunté et que cet emploi soit contrôlé. Avec les petites mutualités de crédit, cela est

facile ; tous les associés se connaissent et surveillent réciproquement leurs cultures. Mais souvent la Banque de France ne pourrait pas apprécier si l'emploi que le cultivateur entend donner aux fonds qu'il demande sera productif. Elle ne pourrait pas non plus envoyer ces agents à travers les campagnes pour y surveiller ses clients.

*
* *

Enfin, au cours de la même discussion, M. Jaurès avait proposé un autre système d'après lequel le crédit agricole serait fait par un établissement central unique. Son amendement était ainsi conçu :

« Il est créé une banque centrale de crédit
« agricole. Elle sera administrée par moitié par
« des représentants de l'Etat et par des délégués
« des conseils agricoles, mentionnés plus bas.
« Cette banque escomptera le papier des agri-
« culteurs à échéance de trois mois. De plus,
« elle fera aux agriculteurs des prêts d'une durée
« variable suivant la nature des opérations agri-
« coles sans toutefois que ces prêts puissent
« s'étendre au-delà de dix ans. Les sommes
« ainsi prêtées devront être exclusivement affec-
« tées à des travaux d'aménagement et d'amé-
« liorations agricoles tels que, drainages, dé-

« foncements, labours profonds, irrigations,
« plantations de vignes, boisements, achats de
« bétail, améliorations de l'outillage, fumures
« etc. Ils seront accordés après avis, d'un con-
« seil général cantonal élu au suffrage univer-
« sel des agriculteurs et composé de dix délé-
« gués.

« Ces prêts seront consentis à un intérêt de
« 2 0/0. Cet intérêt sera abaissé à 1 1/2 pour
« 0/0 pour les syndicats de cultivateurs consti-
« tués en vue de travaux collectifs d'améliora-
« tion agricole.

« Ils seront gagés sur un privilège des biens
« meubles du cultivateur, ce privilège ayant
« droit de priorité en ce qui touche les métayers
« et fermiers sur le privilège du propriétaire.

« Pour faire face à ces opérations, la banque
« centrale du crédit recevra :

« 1° Les 40 millions d'avance prévus par la
« présente loi ;

« 2° Une avance en billets de banque de 500
« millions à 1 0/0 d'intérêts.

« En outre la banque centrale sera autorisée
« à émettre des obligations. La différence entre
« l'intérêt servi par la banque pour ses obliga-
« tions et l'intérêt de 2 pour 0/0 exigé par elle
« des cultivateurs sera couverte s'il est néces-
« saire par une subvention de l'Etat ».

Il y aurait beaucoup à dire sur ce système. En se plaçant exclusivement au point de vue qui nous occupe on ne peut s'empêcher d'observer qu'il est extrêmement hardi. Pour commencer ses opérations, le nouvel établissement aurait lancé 500 millions de billets de banque garantis seulement par 40 millions, soit 460 millions de découvert. La Banque de France n'en a pas beaucoup plus malgré son portefeuille et son crédit. Et quelle garantie aurions-nous eu là ?

Quarante millions qui n'auraient pas appartenu à la banque ; qu'il aurait fallu rembourser au Trésor au bout de quelques années. Une fois ce remboursement opéré, il n'y aurait plus eu aucune garantie pour les billets. Sans doute avec les bénéfices on aurait pu constituer une réserve. Encore y aurait-il fallu des bénéfices assez considérables pour la constituer rapidement. D'ailleurs les cinq cents millions avec lesquels M. Jaurès voulait que sa banque commençât ses opérations n'auraient pas été suffisants, surtout si elle avait dû prêter, comme le portait l'amendement, même pour des entreprises qui relèvent autant du crédit foncier que du crédit agricole, comme les boisements, plantations de vignes, etc.

Enfin encore ici on peut dire que la banque

centrale serait trop éloignée des cultivateurs pour leur rendre service.

*

* *

Comme on ne parvenait pas à s'entendre sur la façon dont seraient mises à la disposition de l'agriculture les avances obtenues de la Banque, il fut décidé dans la séance du 15 juillet 1897, qu'elles seraient mises en réserve et que le gouvernement présenterait un projet de loi à leur sujet. Ce projet légèrement modifié par le Sénat devint la loi du 31 mars 1899. Comme la loi de 1894, celle-ci s'est inspirée de l'étranger. En Allemagne, auprès des « Wilden-Vercine », associations isolées vivant de leur vie propre et sans rapport entre elles, la plupart des sociétés de crédit rural se sont réunies en fédérations. Raiffeisen avait songé, non pas à fondre ses « Darlehenskassen » dans un grand établissement de crédit, puisque son système repose tout entier sur l'autonomie de chaque caisse, mais à les réunir en fédérations. Chaque fédération avait une caisse centrale dont la fonction consistait à recevoir les disponibilités des Darlehenskassen qui avaient surabondance de dépôts et à les remettre à celles qui en manqueraient. Plus tard ces fédérations constituèrent à leur tour une nouvelle association sous le nom de Generalbank.

Mais dans lutte que de Schulze-Delitzsch entreprit contre les institutions Raiffeisen, il soutint que d'après la loi allemande, les associations coopératives ne peuvent être formées par d'autres associations, par des personnes morales ; mais seulement par des personnes physiques. il obtint gain de cause ; la Generalbank et les banques provinciales fondées par son adversaire furent rayées des registres du commerce et durent liquider. Raiffeisen ne se découragea point ; et le 3 septembre 1876, il fondait à Neuwied la Centraldarlehenskasse, cette fois sous forme d'une société par actions ordinaire. Aussi aujourd'hui les caisses Raiffeisen n'ont pas d'établissements régionaux, mais seulement un établissement central.

Quant aux caisses qui se recommandent de Schulze-Delitzsch, elles relèvent de la banque de Postdam. Enfin, il y a un troisième groupe qu'a adopté un système électrique s'inspirant à la fois de Schulze et de Raiffeisen, le groupe Haas.

Dans ce groupe, nous trouvons au-dessus des caisses locales des banques régionales qui relèvent à leur tour d'un établissement central ; celui d'Offenbach.

C'est une organisation analogue qu'a établie la loi de 1899 avec cette différence qu'elle ne va pas plus loin que les caisses régionales ; elle

n'établit pas la banque centrale. Les membres du parlement partisans d'un établissement central ont critiqué cela. « La preuve, disait M. Jaurès, que la thèse absolue qu'on veut nous imposer n'est qu'une théorie, d'école, qu'elle ne résiste pas à la réalité, c'est que vous-mêmes dans vos prévisions de l'heure présente, vous êtes obligés de vous acheminer vers la conception d'une banque centrale. Au début, vous ne parliez que de petites mutualités, de petits groupes locaux se garantissant les uns aux autres le crédit. Vous songez maintenant à des banques régionales. »

Il peut y avoir du vrai dans cette critique, et nous ne voyons pas qu'il y aurait grand péril à ce que ces caisses régionales constituassent un jour une banque centrale. Malgré tout, il y aurait encore une grande différence entre ce système et celui que préconisait M. Jaurès. D'une part, on aurait eu la centralisation comme point de départ avec des ramifications plus ou moins nombreuses de fonctionnaires au-dessous. De l'autre au contraire, l'institution est basée sur ces petites mutualités qui permettent de bien connaître la moralité de l'emprunteur sur laquelle repose tout le crédit personnel. Ici le crédit a une base véritable ; dans l'autre il n'en a pas. C'est d'ailleurs l'idée qu'on retrouve dans le rapport de M. Lourties au Sénat. » Nous avons

vu, y est-il dit, que l'Allemagne avait adopté le système d'une banque centrale subventionnée par l'Etat. Devons-nous l'imiter ? Nous n'hésitons pas à répondre négativement car chez nous, une caisse centrale, au lieu d'être la conséquence d'une œuvre parvenue à un haut degré de développement comme en Allemagne, constituerait à peu de chose près, le point de départ de l'organisation du crédit agricole.

*
* *

A vrai dire la loi nouvelle ne crée pas les caisses régionales ; elle accorde seulement certaines faveurs à celles qui se sont conformées aux prescriptions qu'elle édicte. Des sociétés coopératives pouvaient se fonder même avant 1899 pour avancer des fonds aux petites banques locales et recevoir leurs disponibilités et nous ne voyons pas pourquoi ces petites banques, même constituées d'après la loi de 1894, n'auraient pas pu y souscrire des actions. « Mais, dit M. Méline, si le législateur s'en était tenu là ; s'il s'était borné à proclamer platoniquement la nécessité et la légalité de ces banques intermédiaires, il n'aurait rien fait car dans un pays où l'initiative individuelle est si endormie, si timide et où les opérations de crédit agricole sont si peu connues, si peu recher-

chées par les capitaux on aurait vainement attendu (1) ».

Aussi pour encourager la fondation de ces caisses régionales, le législateur met à leur disposition l'avance et la redevance annuelle à lui fournies par la Banque de France. Mais toutes les caisses régionales ne peuvent pas prétendre à ces avances. Pour cela elles doivent d'abord être constituées conformément aux dispositions de la loi de 1894 complétée par celle de 1899. En outre, comme ces lois laissent une assez grande liberté aux organisateurs, les statuts des caisses qui solliciteront des avances devront être déposés au ministère de l'agriculture où on pourra voir s'il est prudent de leur confier les fonds demandés et s'ils pourront en faire utilement profiter les banques locales.

On pourrait peut-être se demander si ces encouragements sont vraiment utiles. Si la banque régionale offre aux capitalistes des garanties suffisantes, et si elle peut payer un intérêt rémunérateur, ne trouvera-t-elle pas toujours des prêteurs ? Si elle n'offre aucune sécurité, si elle ne peut pas rémunérer les capitaux qu'elle emprunte, l'Etat doit-il soutenir une pareille institution qui succombera fatalement lorsqu'il lui

1. *Bulletin du crédit populaire*, 1899, p. 165.

retirera son concours ? Sa chute sera même alors d'autant plus désastreuse que quelques années d'une prospérité factice lui auront attiré plus de membres. On a dit à ce sujet que les caisses régionales, alors même qu'elles présenteront les garanties suffisantes, n'auront pas, au début tout au moins, à attendre grand chose de l'épargne populaire qui peut surtout les alimenter.

Malgré la loi du 20 juillet 1895, cette épargne est détournée de sa destination normale par nos caisses d'épargne. C'est cette épargne cependant qui conviendrait le mieux au crédit agricole. Les caisses régionales reçoivent les disponibilités des banques locales qui ne trouvent pas, à un moment donné, à utiliser les capitaux qui leur sont confiés par leurs membres ; elles en font profiter les banques qui en ont besoin. Mais il peut arriver que toutes les banques locales demandent simultanément à emprunter, et la caisse régionale exclusivement alimentée par les économies des agriculteurs ne peut pas répondre à toutes ces demandes. Si la caisse rurale est jointe à une banque populaire, l'épargne urbaine vient favoriser les entreprises agricoles qui ont ainsi toujours des fonds à leur disposition. C'est le procédé qui a réussi à l'étranger. En Allemagne, l'année dernière, 1055 banques

populaires ont ainsi avancé 625 millions ; les associations coopératives d'Autriche ont reçu près d'un milliard ; celles d'Italie 372 millions sans compter les nombreuses caisses rurales (1) qui, dans ce pays, sont à la fois des caisses d'épargne et de prêt. Même en France nous avons quelques exemples de cet heureux concours apporté par les caisses d'épargne au crédit agricole. Dès avant 1895, la caisse d'épargne de Marseille avait obtenu, par décret, l'autorisation d'employer en œuvres de crédit social sa fortune personnelle. Elle a pu ainsi contribuer à l'organisation de onze caisses de crédit agricole dans le département des Bouches-du-Rhône. La caisse d'épargne de Lyon a fait la même chose dans la région ; et aussi, dans les Alpes-Maritimes, l'admirable banque populaire de Menton qui est assurément ce que la coopération de crédit a atteint de plus parfait chez nous. Malheureusement, ce ne sont là que des exemples isolés et il faut bien tenir compte de cette situation qui nous est spéciale ; l'absence d'initiative ; l'habitude de compter toujours sur l'appui officiel. D'ailleurs l'intervention de l'Etat est assez atténuée ici. Pour la subvention

1. V. Rayneri. *Les sources nourricières du crédit agricole et populaire*, 1899.

principale, celle des quarante millions, il n'est que l'intermédiaire entre les caisses régionales et la Banque de France et du moment qu'il est garant du remboursement, il est assez rationnel qu'il ait un droit de contrôle. Il faut qu'il puisse s'assurer que toutes les garanties suffisantes pour le remboursement ont été prises. Il nous semble aussi que c'est uniquement dans cette mesure qu'il doit intervenir ; que par conséquent l'organisation intérieure de la société doit lui échapper.

*
* *

Ces moyens de contrôle doivent être déterminés par un décret rendu sur l'avis d'une commission déjà chargée de la répartition des avances entre les caisses régionales et dont l'article 4 détermine la composition. Elle comprend le ministre de l'agriculture président, deux sénateurs, trois députés, un membre du conseil d'Etat, un membre de la cour des comptes, le gouverneur de la Banque de France ou son délégué, deux fonctionnaires du ministère des finances, trois fonctionnaires du ministère de l'agriculture et six membres des sociétés de crédit agricole mutuel, régionales ou locales. C'est là une heureuse modification apportée par la commission sénatoriale au projet primitif d'après

lequel la répartition des avances et la détermination des moyens de contrôle étaient confiées au Conseil d'État. On a pensé que la commission dont parle l'article 3 pourrait mieux concilier les intérêts des agriculteurs et ceux du Trésor. Cette commission est d'ailleurs purement consultative et c'est le ministre qui décide seul si la subvention doit être accordée. En principe, les décisions ministérielles de ce genre étant susceptibles de recours ; en cas de refus, la caisse régionale peut se pourvoir devant le Conseil d'Etat. Les sommes accordées ne seront d'ailleurs jamais bien considérables. Les caisses régionales peuvent être très nombreuses, d'autant plus nombreuses que plusieurs pourront fonctionner sur le même territoire. Pas plus que la loi de 1894 la loi de 1899 ne fixe une circonscription aux caisses qu'elle organise. Dans une circulaire ministérielle du 18 août 1899, il est dit à ce sujet.

« Les statuts des caisses régionales détermineront le périmètre sur lequel elles étendront leur action ; et cela, sans avoir à tenir compte des périmètres désignés par les fondateurs d'autres caisses de même nature. Les sociétés locales de crédit mutuel agricole étant libres, d'autre part, de s'affilier à la caisse de leur région qui leur conviendra le mieux, c'est à la commission

chargée de la répartition des avances qu'il appartiendra d'examiner les statuts des caisses qui auront recours à l'Etat pour la constitution de leur capital et de décider s'il y a lieu d'autoriser le chevauchement et dans quelle mesure ». Il est à croire d'ailleurs que les avis exprimés par la commission de répartition finiront par constituer un corps de doctrine qui éclairera les fondateurs des caisses régionales sur les dispositions qu'ils devront adopter. Mais la commission ne voulut-elle réserver les avances qu'à un nombre restreint de caisses régionales, les subventions seraient encore assez faibles. En effet, aux termes de l'article 4, « le montant des avances faites aux caisses régionales ne pourra excéder le montant du capital versé en espèces ». Or l'article 5 nous dit que les statuts détermineront le nombre de parts dont les deux tiers au moins seront réservés de préférence aux sociétés locales. Comme les ressources des banques locales sont très faibles, celles-ci ne pourront pas souscrire des parts très élevées ni faire sur ces parts des versements considérables. Par conséquent le capital espèces des caisses régionales ne sera jamais bien élevé.

*
* *

Les caisses régionales, nous le savons, doivent

se constituer d'après la loi de 1894. Mais il y a une forme de constitution possible aux banques locales qui sera nécessairement interdite aux caisses régionales désireuses d'obtenir des avances. Ce sera celle des sociétés à responsabilité solidaire sans capital, puisque c'est précisément la portion versée de ce capital qui sert de base aux avances. Cette prescription fut inspirée par le désir d'avoir une garantie de remboursement des fonds avancés. Mais c'est là une garantie bien faible puisque les banques régionales peuvent être, et en fait, seront presque toujours constituées sous forme de sociétés à capital variable. Par conséquent après avoir été, à un moment donné égal au chiffre des avances, le capital espèces pourra ensuite descendre audessous de ce chiffre. L'Etat n'aura cependant pas le droit dans ce cas de réclamer son remboursement car l'article 3 ne lui permet cela que lorsque les garanties ont été diminuées par suite de violation ou de modification des statuts. Il n'y avait donc pas lieu d'être aussi strict dans la détermination du chiffre des avances. En cette matière, la caisse d'épargne de Lyon, se montre plus libérale. Elle consent des avances aux banques rurales jusqu'à concurrence du double du capital versé.

Enfin la même idée de prudence a inspiré l'article 2. « Les caisses régionales, y est-il dit, escomptent les effets souscrits par les membres des sociétés locales et endossées par ces sociétés. Elles peuvent faire à ces sociétés les avances nécessaires pour la constitution de leurs fonds de roulement. Toutes autres opérations leur sont interdites ». L'énumération des opérations que peuvent faire les caisses régionales est donc limitative tandis que celle qui se trouve à l'article 1^{er} de la loi du 5 novembre 1894 est purement énonciative.

Cependant le premier alinéa de l'article 2 porte que « les caisses régionales ont pour but de faciliter les opérations concernant l'industrie agricole effectuées par les membres des sociétés locales et garanties par ces sociétés ». En présence de ces termes vagues « les opérations concernant le crédit agricole », on pourrait se demander si les dispositions de l'article 2 sont aussi restrictives que nous le disions tout à l'heure. Cependant on reconnaît généralement que ces opérations dont il est question dans le premier alinéa de notre article sont celles qui ne demandent pas la mise en activité d'un capital et qui ne se traduisent pas par des bénéfices ; par exemple, faire pour le compte des sociétés locales des encaissements et des paiements,

opérer des transports d'argent ; accepter la domiciliation à son siège des effets à payer par la société. S'il en était autrement, la seconde partie de l'article 2 ne se comprendrait pas et le législateur aurait manqué le but qu'il s'est proposé ; interdire toute spéculation de nature à compromettre la caisse.

Il y a lieu de penser qu'au début les banques locales solliciteront plutôt des avances en argent qu'elles ne présenteront des effets à escompter. La lettre de change est actuellement peu employée dans les campagnes, parce qu'elle se prête difficilement au genre de crédit qui peut y être utile. M. Daniel Zolla prétendait même dans un article du *Monde Economique* (1) que la lettre de change n'est pas utilisable en matière agricole, si ce n'est d'une façon absolument exceptionnelle. « A quelles opérations correspondra cette création de papier escomptable et escompté, dit-il. Toute la question du crédit agricole (ou baptisé tel) est résumée dans cette phrase. On confond toujours les opérations qui donnent naissance au papier commercial ou industriel avec les opérations agricoles. Elles sont pourtant bien différentes les unes des autres. Le commerçant achète pour revendre. Les actes

1. *Le Monde Economique*, 6 mars 1899.

de commerce habituels consistent dans un achat à terme suivi d'une vente au comptant ou à terme. Rien de plus naturel dans ces conditions que de créer du papier représentant :

1° La valeur des marchandises vendues à terme au commerçant débiteur ;

2° La valeur des mêmes marchandises vendues à terme par le commerçant créancier à un autre commerçant ou à une autre personne ».

Il en est autrement en agriculture, ajoute M. Zolla. L'agriculteur vend toujours au comptant. Dès lors il n'a pas de papier à créer en tirant sur son acheteur.

Sans doute, mais avant de vendre au comptant, l'agriculteur aurait peut-être intérêt à acheter à terme et à signer du papier créé par son vendeur. Notre auteur fait remarquer que, d'ailleurs, le cultivateur n'achète pas de denrées pour les revendre telles qu'il les a reçues, mais pour les transformer ; que par suite il se rapproche bien plus de l'industriel que du commerçant. Mais, d'après lui, il y aurait en outre une grande différence entre les opérations industrielles proprement dites et les opérations agricoles analogues. L'industriel achète à terme les matières premières qu'il transforme. Il ne se procure jamais son capital fixe au moyen de l'escompte. Or, que veut-on faire aujourd'hui

pour l'agriculteur ? On veut précisément lui procurer par l'emprunt des machines, du bétail de trait ou de vente, c'est-à-dire des machines animales, des engrais complémentaires, des semences de choix qui constituent un capital fixe.

Cependant il nous semble que les semences, les engrais, le bétail de vente se rapprochent surtout du capital circulant, des matières premières en vue desquelles l'industriel a recours à l'escompte. A notre avis, l'effet de commerce est inconnu à la campagne parce que son échéance à 90 jours est beaucoup trop courte et que le cultivateur qui le signerait est inconnu des banquiers des villes, mais il est connu des petites banques agricoles. Puis, grâce aux banques régionales et aux ressources dont elles disposent, le papier agricole pourra être à longue échéance. Celles-ci en effet pourront le garder en portefeuille, le nourrir ; et quand il ne sera plus qu'à 90 jours de son échéance, le présenter à la Banque de France qui l'escomptera sans déroger à aucune prescription de ses statuts.

Les banques régionales pourront faire cela à des conditions peu onéreuses, même au début, puisque les avances qui leur seront faites en vertu de la loi nouvelle ne comportent pas d'intérêts. On a critiqué cela. C'est une tendance au

socialisme d'État, a-t-on dit ; les agriculteurs n'ont pas besoin de cet excès de générosité. Un certain nombre de syndicats agricoles protestèrent même contre la faveur dont ils étaient l'objet. Dans l'exposé des motifs, M. Méline dit qu'il faut voir là une subvention accordée par l'État aux caisses régionales qui lui en paraissent dignes. Un simple prêt avec stipulation d'intérêts ne constituait pas une gratification. La dispense d'intérêt représente une dotation annuelle d'environ 1.200 000 pendant une dizaine d'années.

Peut-être cependant eût-il été plus sage d'exiger un certain intérêt. Il y a là en effet quelque chose qui peut être de nature à nuire au sérieux des engagements pris. D'autre part, cette absence d'intérêts permet aux caisses régionales de consentir à leurs clients un taux de faveur qu'elles devront très probablement élever lorsque cet état de choses n'existera plus. Par conséquent, si dans les premiers temps, elles rendent des services, ce ne sera que d'une manière factice et on ne sait pas ce qu'elles pourront faire quand elles seront livrées à leurs propres forces. Enfin cet intérêt, si faible qu'il eût été, aurait permis à l'État de constituer un fonds de réserve destiné à parer aux pertes que certaines caisses lui feront subir et à alléger ainsi sa responsabilité vis-à-vis de la Banque.

Si la loi du 31 mars 1899 fixe le maximum des avances qui pourront être faites par l'Etat aux caisses régionales, elle n'impose aucune limite au crédit que celles-ci pourront consentir aux petites banques locales. C'est donc aux statuts de s'expliquer là-dessus. Il paraît difficile de limiter l'escompte mais il est peut-être sage de limiter le montant des avances qui peuvent être faites directement aux banques locales. Seulement on ne pourra pas se baser ici, comme nous l'avons déjà dit, sur le montant du capital versé en espèces, attendu que parmi les banques locales, il y en aura qui se seront constituées sans capital, soit d'après la loi de 1894, soit d'après la loi de 1867. Si en effet les avances de l'Etat sont accordées seulement aux caisses régionales qui ont adopté la forme prescrite par la loi de 1894, celles-ci peuvent faire profiter des avantages qu'elles procurent toutes les banques locales qui ont souscrit à leur capital quelle que soit la loi qui les régit, pourvu toutefois qu'elles soient des établissements de crédit mutuel. Les travaux préparatoires ne permettent aucun doute à ce sujet. D'ailleurs l'article 2 est ainsi conçu : « Les caisses régionales ont pour but de faciliter les opérations concernant l'industrie agricole effectuées par les membres des sociétés locales de crédit agricole

mutuel de leur circonscription et garanties par ces sociétés. » Il ne fait donc aucune distinction entre ces sociétés locales de crédit agricole.

Mais alors sur quoi se baseront les caisses régionales dans les avances qu'elles feront ? A défaut de capital, elles pourront prendre en considération le chiffre des opérations faites par la banque locale au cours du dernier exercice en ayant égard au milieu, aux besoins locaux. Mais, de même que l'Etat a le droit de surveiller les caisses régionales auxquelles il a fait des avances, de même les caisses régionales doivent pouvoir exercer un contrôle sur les caisses locales auxquelles elles ont consenti des crédits. Ce n'est pas seulement là un droit, c'est pour elles une condition de sécurité qu'elles ne peuvent pas négliger. Sur ce point encore, la loi est muette et c'est aux caisses régionales qu'il importe de régler cette surveillance. Elles doivent connaître les statuts des banques locales qui s'adressent à elles ainsi que la manière dont celles-ci dirigent leurs opérations. Une caisse régionale qui voudrait juger de plus ou moins de solidité des caisses locales d'après les procédés ordinaires des renseignements commerciaux serait exposée soit, à ne rien faire, soit à mettre les ressources de la mutualité au

service d'opérations commerciales plus ou moins déguisées. C'est ce qu'ont très bien compris les fédérations allemandes chez lesquelles il y a des inspecteurs chargés de vérifier périodiquement la comptabilité des caisses affiliées.

*
* *

Pour leurs opérations avec les banques locales, les caisses régionales ne doivent pas compter exclusivement sur leur capital, sur les bénéfices de l'escompte ou sur le taux des avances qu'elles peuvent faire. D'autre part, les subventions de la Banque de France ne dureront qu'un temps. Elles ont pour but de lancer les nouvelles banques et elles les abandonneront ensuite à elles-mêmes. Aussi l'article 5 de la loi de 1899 dit que les caisses régionales pourront recevoir des dépôts en comptes courants et émettre des bons.

Les statuts détermineront le maximum des uns et des autres qui, réunis, ne pourront jamais excéder les trois quarts du montant des effets en portefeuille. Comme dans les banques, établies par la loi de 1894, les fonds ne sont pas nécessairement fournis par les associés. Nous sommes là en présence de ce genre spécial de coopératives dont parle le professeur italien Vivente dans lesquelles le capital est constitué au moyen d'un

personnel étranger et où il ne reçoit qu'une rémunération correspondant au taux moyen de l'intérêt. Mais il y a plus, ce capital sert-il uniquement aux associés, n'est-il pas mis aussi à la disposition des tiers ? Nous nous sommes posé cette question au sujet des banques de 1894. Nous nous sommes demandé s'il fallait considérer comme des étrangers à ces banques les syndiqués non associés qui leur empruntent et qui participent aux bénéfices en proportion des fonds qu'ils ont demandés. La même question peut se poser à propos de notre article 2 d'après lequel les caisses régionales ont pour but de faciliter les opérations effectuées par les membres des sociétés locales du crédit agricole mutuel de leur circonscription. Ainsi pour avoir recours aux caisses régionales la loi prescrit uniquement aux banques locales d'être constituées sous forme de crédit mutuel et de se trouver dans la circonscription de la caisse régionale à laquelle elles s'adressent. Mais elle n'exige pas que ces banques aient souscrit une ou plusieurs parts du capital de la caisse régionale. Dans une brochure à ce sujet, MM. Maurin et Bouilhet écrivent : « Il y aurait contradiction évidente à conférer à certaines sociétés le privilège de faire réescompter leurs effets et d'obtenir des prêts pour leurs fonds de roulement

alors qu'elles ne seraient pas sociétaires de la caisse régionale et ne seraient tenus à aucune souscription ni à aucun engagement. Les principes de notre législation se refusent à reconnaître un droit sans une obligation corrélative ».

Cependant, cela est bien admis pour les membres des syndicats vis-à-vis des banques locales. Pourquoi en serait-il autrement pour les banques locales vis-à-vis des caisses régionales ? Il n'y a pas plus de contradiction ici que là.

Cette idée d'émettre des bons comme moyens de ressources de la banque régionale est dans le projet primitif de M. Méline, qui nous entretient longtemps sur les avantages de son système. « Ces bons, nous dit-il, en particulier, sont distincts du billet de banque qui est remboursable à vue parce qu'il est adossé, soit à du numéraire, soit à des valeurs immédiatement réalisables, et de l'obligation foncière qui est remboursable à long terme, parce qu'elle est adossée à des opérations de même durée.... Pour que tout bon soit gagé, les statuts devraient porter que le montant des bons en circulation ne pourra jamais excéder celui des opérations d'escompte et d'avances qui sont en cours »... C'est cette idée qu'on retrouve dans l'article que nous avons cité et d'après lequel bons et

dépôts ne devront pas dépasser les trois quarts des effets en portefeuille. Mais là encore, la disposition de la loi ne garantit pas grand'chose. On ne l'observera pas ou son observation créera de sérieuses difficultés à la société. Dans une banque ordinaire où le mouvement des affaires est à peu près permanent, cela serait facile. Mais en matière de crédit agricole, les demandes d'emprunt, comme les remboursements, sont accumulées à certaines périodes de l'année ; semailles et emprunts, récoltes et remboursements sont parallèles. A certaines époques de l'année, les effets en portefeuille seront d'une disette absolue. La caisse remboursera-t-elle aussitôt ses dépôts et ses bons ? Mais, à peine le remboursement serait-il commencé, que les besoins d'argent se présenteraient nombreux et que le portefeuille augmenterait. Aussi, ne pourra-t-on guère observer cette disposition qu'en se basant sur une moyenne des effets en portefeuille. Mais il ne peut pas se faire qu'à tout moment, tout bon soit gagé, comme le voulait M. Méline ; il y aura nécessairement du découvert.

*
* *

Pour le reste, les caisses régionales doivent se conformer aux dispositions qui régissent les sociétés établies par la loi de 1894. Les parts

pourront être inférieures à 25 francs, l'intervention d'un notaire n'est pas nécessaire ; le dépôt des statuts peut être fait sur papier libre et ne donne pas lieu à un acte officiel ; la caisse ne peut commencer ses opérations qu'après avoir accompli les formalités du dépôt ; il est dû un droit d'enregistrement proportionnel de 0 fr. 25 p. 0/0.

Cependant, en ce qui concerne la sanction, l'article 6 de la loi du 5 novembre 1894 nous dit : « Les membres chargés de l'administration de la société seront personnellement responsables en cas de violation des statuts ou des dispositions de la présente loi, du préjudice résultant de cette violation. Ils pourront être poursuivis et punis d'une amende de 16 francs à 200 francs. Le tribunal pourra en outre, à la diligence du procureur de la République prononcer la dissolution de la société. En cas de fausses déclarations relatives aux statuts ou aux noms et qualités des administrateurs, des directeurs et des sociétaires, l'amende pourra être portée à 500 francs ». On reconnaît bien que ces sanctions s'appliquent aux caisses régionales dans la mesure où elles doivent se conformer à la loi de 1894. Mais que décider en ce qui concerne les dispositions de la loi de 1899 ? Comme les pénalités sont de droit strict,

il nous semble qu'on ne peut pas les étendre aux irrégularités commises par les administrateurs des caisses régionales lorsque ces irrégularités sont exclusivement relatives à la loi de 1899. Si on admet que les deux lois de 1894 et 1899 se suffisent à elles-mêmes, il faut décider que dans ce dernier cas la sanction est d'ordre purement financier. C'est celle qui se trouve à l'article 3 ; les avances deviendront immédiatement remboursables, si la violation des statuts est de nature à diminuer les garanties de remboursement. Si la caisse ne pouvait faire ce remboursement les administrateurs pourraient eux aussi, être poursuivis par l'Etat à raison du préjudice à lui causé. Ils seraient également responsables vis-à-vis de leurs co-associés des dommages que pourraient occasionner à la société le remboursement des avances amené par leur faute.

*

On peut vraisemblablement dire que, si le crédit agricole ne s'est pas développé davantage chez nous, cela ne tient pas au législateur ; qui, avec les lois de 1867, de 1893, de 1894 et de 1899 lui fournit de grandes facilités pour se constituer. Peut-être lui en fournira-t-il bientôt une nouvelle avec la loi sur les sociétés coopé-

ratives, en supposant que les deux chambres arrivent enfin à se mettre d'accord sur cette matière.

Les législations autrichienne, belge, allemande, italienne sur les sociétés coopératives se bornent à déterminer les caractères généraux de la coopération sans spécifier les opérations que peuvent faire les sociétés de ce genre. Il en est autrement de notre projet de loi. Il avait d'abord exclusivement en vue la coopération de production et le contrat de participation aux bénéfices. La Chambre y ajouta la coopération de consommation. Alors le Sénat, de son côté, mit encore deux nouveaux titres ; l'un pour les sociétés coopératives de crédit ; l'autre pour les sociétés coopératives de construction de maisons ouvrières. Mais alors la Chambre trouva que c'était trop et elle supprima le titre des coopérations de construction, sous prétexte qu'elles rentraient en définitive dans la catégorie des coopérations de production.

Nous n'avons à nous occuper ici que du titre relatif au crédit. Après les lois de 1894 et de 1899, l'emprunteur ne doit pas avoir beaucoup à attendre de ces dispositions qui ont été faites en vue de la coopération de crédit en général ; et qui, par conséquent, n'ont pas édicté des règles spécialement faites pour le favoriser. D'abord

les nouvelles coopératives ne pourront revêtir que la forme de sociétés anonymes. Ce ne seront donc pas des sociétés *sui generis* comme celles que la loi de 1894 autorise. Sans doute le projet apporte dans le fonctionnement de ces sociétés certaines dérogations, mais celles-ci à notre avis, n'en modifient pas les caractères fondamentaux.

Il faudra donc décider, à l'inverse de ce qu'on admet généralement pour les sociétés de 1894, que les dispositions de la loi de 1867 et du code de commerce relatives aux sociétés anonymes s'appliqueront sur tous les points où la future loi n'aura pas édicté de prescriptions spéciales. Aussi il n'était pas nécessaire que le projet portât que les associés devront être au moins au nombre de sept, car cette condition était déjà exigée par l'article 23 de la loi de 1867.

Ces sociétés anonymes seront toujours à capital variable. Dans le texte voté par le Sénat, l'article 2 le disait explicitement. A la Chambre on supprima cette disposition comme inutile parce qu'elle résultait nécessairement de l'ensemble de la loi. Il n'en sera donc pas ici comme dans les lois de 1867 et de 1894, où la variabilité de capital est facultative. En fait elle est toujours admise par les sociétés de crédit agricole pour lesquelles elle offre des avantages incontestables.

On sait également que les sociétés de 1894 peuvent se livrer à des opérations de crédit avec des personnes étrangères à la société, mais faisant partie d'un syndicat.

Au contraire, les sociétés coopératives de crédit que prévoit le projet actuel, devront strictement limiter leurs opérations à leurs membres ou aux autres coopératives. Le Sénat voulait même qu'elles se bornassent exclusivement à emprunter et à prêter à leurs membres. C'eût été le crédit strictement mutuel.

Mais alors leurs opérations eussent été très difficiles. Il valait mieux leur permettre d'utiliser leurs disponibilités quand leurs membres ne demandaient pas à emprunter et de trouver des ressources quand ces mêmes membres n'avaient pas à leur en fournir. La possibilité qui leur a été donnée de faire des opérations entre elles diminue ces difficultés.

Les nouvelles sociétés à capital variable ne seront pas soumises à un maximum dans le chiffre de leur capital ou de leurs augmentations annuelles. L'article 49 de la loi de 1867 fixe au contraire un maximum au capital des sociétés coopératives. Ce capital ne peut être porté par les statuts constitutifs de la société au-dessus de la somme de deux cent mille francs ; il peut être augmenté par des délibéra-

tions de l'assemblée générale prises d'année en année. Chacune des augmentations ne peut être supérieure à 200.000 francs. La liberté laissée par la loi nouvelle sera-t-elle bien avantageuse pour les futures sociétés qu'elle organise ? Il y a lieu d'en douter. Ce n'est généralement pas le maximum de 200.000 francs qui gêne les sociétés coopératives. Cette limitation est par contre une garantie. Elle empêche les sociétés riches de profiter par la spéculation des facilités accordées aux sociétés à capital variable. Ne craint-on donc rien de ce côté pour les futures coopératives ? Le législateur a cru devoir prendre d'autres précautions. D'après l'article 5 l'action ou part sociale ne pourra être supérieure à 1000 francs et le maximum que chaque associé pourra posséder dans le capital social ne devra pas être supérieur à 5.000 francs. En outre l'article 20 ne confère qu'une seule voix à chaque sociétaire. Cette garantie ne vaut pas celle de la loi de 1867. La limitation de la part sociale ne devrait pas être établie par un taux fixe, invariable ; mais proportionnée à l'importance du capital social ; un dixième, un vingtième, par exemple, sans pouvoir dépasser 5.000 francs par sociétaire. Autrement le maximum de 5.000 fr. ne saurait empêcher que la société devint la propriété d'un petit nombre. En effet le mini-

mun de sept membres exigé par la loi permet d'un seul coup la réunion d'un capital de 35.000 francs, chiffre plus que suffisant pour les débuts d'une petite banque. On ne devrait pas établir pour les petites sociétés le même maximum que pour les grandes. Cette disposition a dû être inspirée des législations anglaise et italienne sur la coopération. C'est à peu près sa seule explication. Encore dans le nouveau projet italien sur les sociétés coopératives, la part de chaque associé ne peut-elle pas être supérieure à 2.000 francs.

De même que les nouvelles actions auront un maximum, elles auront aussi un minimum qui sera de 20 francs dont le dixième au moins devra être versé pour que la société puisse se constituer. Nous savons que dans les sociétés à capital variable de 1867, et dans les sociétés de 1894, on exige le versement ; pour les premières, du dixième ; et pour les secondes, du quart, du capital social, et non du montant de chaque action. Ici, ce sera le dixième de chaque action qui devra être versé. On a dit, à ce sujet, qu'il n'y a guère de personnes qui ne puissent pas verser deux francs. Alors ce serait la disposition de la loi de 1867 qui serait superflue car celui qui peut verser deux francs ira bien, sans se gêner beaucoup plus jusqu'à deux francs cinquante.

Ce versement, comme la souscription intégrale du capital, devra, à la différence de ce qui se passe dans les sociétés de 1894, être constaté par une déclaration signée des fondateurs et déposé sur le bureau de la première assemblée générale. Cette déclaration, ainsi que l'acte constitutif qui sera sous seings privés ou notarié, devra être déposé au greffe de la justice de paix. Par rapport à la loi de 1867 qui exige que les versements soient constatés par acte notarié, il y a là une innovation dictée, sans doute, par une pensée d'économie. La responsabilité sera limitée au montant de la souscription et cette responsabilité cessera trois ans après la sortie de l'associé pour les opérations faites antérieurement à cette date.

Ces sociétés ne seront pas dissoutes par la mort, la retraite, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un ou de plusieurs associés. C'est ce que l'article 54 de la loi de 1867 admet pour les autres sociétés à capital variable. Seulement lorsque la diminution du capital constatée par le dernier inventaire aura atteint la moitié du capital social initial, les administrateurs convoqueront d'urgence l'assemblée générale ; et la société sera déclarée dissoute, si la continuation n'est pas votée à la majorité des sociétaires. Les lois de 1867 et de 1894 n'offrent peut-être pas

assez de sécurité sur ce point. Mais ici on paraît avoir été trop rigoureux et cette prescription ne répondrait pas à la pratique des choses. Une société qui aurait commencé avec un capital de 10.000 francs élevé à 50.000 francs et diminué ensuite de 5.000 francs, chiffre correspondant à la moitié du capital initial, devrait, tout en conservant un capital de 45.000 fr., convoquer d'urgence l'assemblée générale pour la consulter sur un cas de dissolution.

Pour statuer valablement, les assemblées générales devront comprendre la moitié des membres représentant au moins la moitié du capital social.

L'article 31 énonce un certain nombre d'opérations que pourront faire les nouvelles sociétés. Mais son énumération n'est pas limitative. Elles pourront donc se livrer à toutes les opérations qui relèvent des sociétés de crédit ; escomptes, avances, transports de créance, comptes courants, etc. Sur les bénéfices, il sera prélevé un dividende pour la formation d'un fonds de réserve. Ce qui restera, ce prélèvement opéré, servira à rémunérer les emprunts, si la société en a contractés, puis le capital social et les administrateurs. La loi exigera que l'intérêt alloué au capital ne dépasse pas 5 0/0. Ce sera l'application de cette nouvelle conception dont nous

avons parlé, d'après laquelle le capital n'est considéré que comme un élément étranger. Ce sera aussi une précaution contre la spéculation qui, en dépit des autres mesures prises, paraît n'être pas suffisamment écartée des nouvelles sociétés. Quant au surplus, l'article 36 décide qu'il sera partagé entre les sociétaires au prorata des sommes payées par eux à la société à titre d'intérêts d'escompte ou de commission.

C'est là une assimilation peu heureuse des sociétés de crédit aux sociétés de consommations pour lesquelles la nouvelle loi édicte les mêmes dispositions. Chez ces dernières cela se comprend. Quand une réserve suffisante est constituée ; il est naturel de distribuer le surplus entre les associés qui ont fait des achats à la société et au prorata de ces achats. Mais il n'en va pas de même dans les sociétés de crédit dont le but est de prêter le plus possible et aux taux le plus faible ; pour cela il leur faut des ressources.

Jusqu'ici, il n'y a rien qui constitue pour les sociétés qui voudraient se conformer à la future loi des dispositions plus favorables que celles qui existent dans la législation actuellement en vigueur. Evidemment tous les avantages seront dans les immunités fiscales dont jouiront les nouvelles sociétés.

Ces immunités ont, d'ailleurs, soulevé de nombreuses contestations dans les deux Chambres ; et au Sénat, elles ont fait éprouver au projet un échec qui vraisemblablement en retardera de longtemps le vote. Elles consisteraient d'abord dans la dispense des droits de timbre et d'enregistrement relativement à l'acte de constitution de la société. L'article 18 dit en effet : « Les actes nécessaires à la constitution et à la dissolution des sociétés coopératives, sont dispensés des droits de timbre et enregistrés gratis. Les pouvoirs en vue de la représentation aux assemblées générales sont dispensés du timbre ».

En outre, les futures sociétés n'auraient pas à payer l'impôt sur le revenu pour les actions ou parts d'intérêts inférieures à 2.000 fr. (art. 19, al. 2). Nous savons que l'article 4 de la loi de 1894, accorde la même faveur aux sociétés établies sous l'empire de cette loi ; et cela, quel que soit le chiffre de la part d'intérêt. Il est vrai, d'ailleurs, que dans les sociétés de crédit agricole, comme dans les futures coopératives, les parts supérieures à 2.000 fr. ne seront jamais nombreuses. Mais au point de vue de la patente, les coopératives seraient moins favorisées que les sociétés de 1894, puisque celles-ci en sont exemptes, tandis que les autres, à la différence des coopératives de consommation y resteraient

soumises. En 1894 M. Doumer disait, à ce sujet au Sénat que, si les coopératives qu'on se propose d'établir se bornaient, conformément au vœu de la loi à ne faire des opérations de crédit qu'entre leurs membres, elles seraient, de par le droit commun, dispensées de la patente comme les sociétés civiles. Cependant cette opinion est très discutable. D'après la nouvelle loi, les futures sociétés ne pourront revêtir d'autres formes que celle de la société anonyme. Or, d'après la loi du 1^{er} août 1893, les sociétés anonymes sont toujours commerciales. Elles doivent donc être toujours soumises à la patente.

En ce qui concerne le timbre, il n'est fait aucune faveur. D'après l'article 3 en effet, l'impôt du timbre ne subira aucune réduction du capital. Mais en cas d'émissions nouvelles, ce droit restera le même tant que le capital social précédemment soumis à l'abonnement ne sera pas dépassé.

Enfin d'après l'article 37 du projet, les prêts consentis par les sociétés jusqu'à concurrence de 3.000 francs à un simple associé et de 10.000 francs à une autre société coopérative ne seront assujettis qu'à un droit fixe de 3 francs en principal. A la Chambre des députés on a parlé d'accorder cette immunité jusqu'à concurrence de 5.000 francs pour les prêts consentis à des par-

ticuliers et de 20.000 francs pour les prêts consentis à d'autres sociétés. Ce n'est là qu'une question de détail car il arrivera bien rarement qu'un prêt consenti à un associé dépasse 3.000 francs.

Evidemment ces dispenses d'impôts pourront favoriser les coopératives. Mais nous avons déjà dit combien il était injuste de la part du législateur de dispenser ainsi des charges fiscales une catégorie de citoyens, alors que leurs concurrents, les petits commerçants qui ont déjà tant de mal à lutter contre les grandes sociétés capitalistes, y restent soumis.

DEUXIÈME PARTIE

NOTRE LÉGISLATION EN MATIÈRE DE CRÉDIT AGRICOLE MOBILIER

Le crédit agricole, nous le savons déjà, sert généralement à désigner soit le crédit personnel, soit le crédit réel mobilier fait en vue de l'agriculture ; et le crédit hypothécaire forme une catégorie spéciale sous le nom de crédit foncier. Le crédit réel, même mobilier, a toujours été considéré comme supérieur au crédit personnel. Il consolide la position du créancier ; il est, par suite, de nature à faire accorder au débiteur des conditions plus favorables. Mais en notre matière, le crédit réel mobilier ne va pas sans un certain nombre de difficultés dont il nous a déjà été donné de parler à propos des projets d'organisation du gage sans desaisissement et qu'il est peut-être bon de rappeler ici en quelques mots.

Au terme de l'article 2076 du code civil, le privilège du créancier gagiste ne subsiste sur le gage qu'autant que ce gage est mis et reste en

la possession du créancier ou d'un tiers convenu entre les parties. Or cette remise est gênante non seulement pour un débiteur mais même pour un créancier ou un tiers qui ne se soucient pas de recevoir chez eux des choses souvent fort encombrantes. Cela est vrai en matière commerciale, et c'est une raison d'être des magasins généraux. Mais c'est encore bien plus vrai en matière agricole. Ici les magasins généraux ne peuvent être d'aucune utilité. D'abord au point de vue juridique ces magasins sont faits pour les industriels et les marchands ; or les produits agricoles ne sont pas des marchandises à proprement parler. Ce n'est là toutefois qu'un motif secondaire car en fait on y reçoit ces produits. La véritable raison, c'est que les magasins généraux sont trop loin et qu'il faudrait, pour y transporter les denrées agricoles, des frais considérables. Il y avait aussi une difficulté quand le cultivateur était un fermier. Les fruits de la récolte de l'année, tout ce qui garnit la ferme et tout ce qui sert à son exploitation sont alors grevés du privilège du bailleur.

Or, ce privilège garantissait toutes les années échues et toutes les années à échoir, au moins quand le bail avait date certaine. C'est dire qu'il était toujours à peu près impossible au fermier de constituer quoi que ce soit en

gage. Pour permettre au cultivateur de recourir au crédit réel mobilier, deux réformes s'imposaient donc. Il fallait d'abord restreindre le privilège du bailleur. Tel est l'objet de la loi du 19 février 1889 qui borne ce privilège aux deux dernières années échues, à l'année courante et à l'année qui suit sans qu'il y ait à distinguer si le bail a ou n'a pas date certaine.

En second lieu, il fallait permettre au cultivateur d'emprunter sur gage sans livrer de gage; C'est ce qu'a fait la loi du 18 juillet 1898 que nous allons étudier.

CHAPITRE PREMIER

Etude de la loi du 18 juillet 1898 sur les warrants agricoles.

SOMMAIRE. — Nature du nouveau droit établi au profit du porteur de warrant. — Exemple des législations étrangères. — Formalités à remplir pour le warrantage. — Estimation et assurance des produits warrantés. — Rôle du greffier. — Le cultivateur peut-il vendre des produits warrantés ? — Nature du warrant agricole. — Paiement avant et après l'échéance. — Distinction suivant que le warrant est resté entre les mains du prêteur ou qu'il est passé à un tiers porteur. — Ordre du privilège du porteur de warrant. — L'article 2078 du code civil est-il applicable ici. — Règles spéciales au fermier. — Que décider à l'égard du métayer ?

Le principe qui domine la nouvelle législation semble être en apparence et au point de vue de l'organisation matérielle, d'une grande simplicité.

Il en est autrement cependant quand on pénètre dans ses détails et qu'on cherche à en saisir les conséquences

Quel est d'abord ce nouveau droit établi au profit du porteur de warrant sur l'objet qui sera consacré à garantir sa créance? Faut-il voir là une hypothèque sur les meubles? Est-ce un simple privilège conventionnel, comme nous nous le sommes demandé lorsque nous avons étudié les projets d'organisation du gage à domicile où il n'était pas encore question de l'intervention du warrant? Sur ce point la loi s'est expliquée. Elle nous dit qu'il s'agit d'un gage. Cependant il y a là quelque chose qui contredit les principes admis en matière de gage. L'idée de gage implique naturellement la mise en possession du créancier gagiste ou de son représentant. Ici l'objet gagé reste entre les mains du débiteur qui peut le vendre, en faire l'objet d'un gage ordinaire, et même, la chose n'est pas impossible, l'objet d'un autre warrant. Sans doute, il encourt des pénalités que nous verrons plus loin; mais le porteur du warrant n'en aura pas moins été lésé. C'est du moins, ce qui semble résulter, sinon de la discussion de la loi plutôt contraire à notre opinion, du moins des principes généraux (art. 2.279 et 2.280 C. civ.). Avec la remise du gage au créancier, tout cela est impossible. Mais quelque peine que nous ayons à reconnaître qu'il y a ici un gage, la loi s'est exprimée en termes trop catégoriques pour

que nous puissions le contester. Dans l'article 2 elle dit en effet : « Le cultivateur, lorsqu'il ne sera pas propriétaire ou usufruitier de son exploitation, devra, avant tout emprunt, aviser le propriétaire du fonds loué de la nature, de la valeur, et de la quantité des marchandises qui doivent *servir de gage pour l'emprunt*... » De même, il est dit dans l'article 3 que le greffier de la justice de paix, inscrira sur les deux parties d'un registre à souche, établi spécialement à cet effet, et d'après la déclaration de l'emprunteur, la nature, la quantité et la valeur des produits qui devront servir *de gage à son emprunt*.

Enfin au terme de l'article 7 : « Sur le vu d'une quittance de consignation régulière et suffisante ; le juge de paix rendra une ordonnance au *terme de laquelle le gage sera transporté sur la somme consignée* ». D'ailleurs cela est dit explicitement dans les travaux préparatoires. « Il est facile, dit M. Chastenet, rapporteur de la loi, d'analyser l'opération juridique. Les produits engagés ont leur représentation légale dans le warrant ; la remise aux créanciers de ce titre représentatif peut constituer la tradition qu'exigent les principes en matière de constitution de gage. En même temps, il s'est opéré une sorte de tradition *brevi manu*,

une quasi-tradition des objets engagés de manière que le propriétaire de ces produits se trouve détenir sa propre chose pour le compte du créancier gagiste, et à titre de dépositaire avec toutes les conséquences de droit qui en découlent et les pénalités qui peuvent en résulter ». On a dit que l'argument de M. Chastenet ressemblait à ceux dont se servait le prêteur romain pour tourner les principes qu'il ne pouvait enfreindre. Seulement, si à Rome, le prêteur ne pouvait pas abroger la loi, mais simplement dire comment il l'appliquerait, il en est autrement du législateur français qui peut, à son gré, modifier les principes de notre droit. C'est ce qu'il paraît faire ici. Il donne au droit, en face du fait et sans l'adjonction de celui-ci, une efficacité qui souvent lui fera défaut. Il spiritualise pour ainsi dire, un principe dont la base est essentiellement matérielle.

*
* *

Cependant, quelque hardie que paraisse cette innovation, elle était déjà réalisée dans beaucoup d'autres pays avant d'être introduite chez nous. Elle existait déjà en Prusse depuis près d'un demi-siècle. D'après la loi Thurgovienne du 12 septembre 1851, les caisses agricoles ont

un droit de gage sur le bétail acheté sur les fonds qu'elles prêtent, bien que ce bétail reste entre les mains des emprunteurs. Mais ce genre de gage n'existe qu'au profit des caisses agricoles communales reconnues par le Conseil d'État, c'est-à-dire, le pouvoir exécutif cantonal. La caisse fait enregistrer le contrat de gage dans le *contrôle* du juge de paix qui perçoit un droit fixe de 0 fr. 50. Dès ce moment, l'acte est parfait ; le débiteur qui vend le bétail et ses complices sont passibles des peines prévues pour la soustraction d'objets saisis. Les acheteurs de mauvaise foi peuvent aussi être contraints de restituer le bétail ou de réparer le dommage éprouvé par la caisse.

En Belgique, d'après les articles 4 à 14 de la loi du 15 avril 1884, l'agriculteur qui emprunte peut consentir un privilège conventionnel sur son bétail, son fourrage, ses récoltes, ses instruments aratoires.

C'est là un droit qui tient du privilège, de l'hypothèque et du gage. Il doit être stipulé dans l'acte de prêt qui indique la nature et la valeur des objets ainsi grevés et qui doit être inscrit sur un registre spécial tenu par le receveur de l'enregistrement. La date de l'inscription fixe le rang du privilège, les créanciers privilégiés ne concourent pas entre eux comme le font géné-

ralement les créanciers qui jouissent d'un privilège de même nature. Ce privilège ne porte pas, comme celui du bailleur, sur tous les meubles qui garnissent la ferme, mais sur ceux-là seulement qui sont indiqués par l'acte de prêt.

Dans la loi Thurgovienne, le contrat de prêt est stipulé au moment où l'animal est remis à l'emprunteur ; il n'est donc grevé d'aucun droit par les créanciers de celui-ci. Or, comme en vertu de la fiction qu'établit la loi, il est censé rester entre les mains du créancier, ce dernier n'a pas à craindre le concours d'autres créanciers. Il en est autrement ici. L'agriculteur belge peut consentir ce privilège pour garantir n'importe quel emprunt et sur des meubles qu'il a déjà dans sa possession.

Ainsi le créancier au profit duquel le privilège a été constitué court-il des risques de se trouver en conflit avec d'autres créanciers. L'emprunteur est-il propriétaire du fond, les bestiaux et instruments aratoires qu'il a placés pour l'exploitation sont immeubles par destination. Par suite, ils forment le gage des créanciers hypothécaires. Il y aura donc fatalement ici un conflit entre les créanciers privilégiés et hypothécaires. L'article 12 de la loi de 1884 a prévu le cas. Il assimile complètement, quant à ses effets, le privilège agricole à l'hypothèque. « Le prêt-

« teur, dit-il, exerce ses droits sur les objets
« mobiliers répétés immeubles par destination
« ainsi que sur les récoltes pendantes par raci-
« nes et les fruits des arbres non encore recueil-
« lis. Il est primé par les créanciers hypothé-
« caires inscrits avant lui et il prime les créan-
« ciers dont l'inscription est postérieure à celle
« de son privilège ».

Le système est très simple en théorie. En pratique, il en aurait peut-être été autrement si la loi de 1884 n'était pas restée à l'état de lettre morte ou à peu près. Quand, en effet, un ordre hypothécaire est ouvert et qu'un créancier privilégié est en concours avec des créanciers hypothécaires antérieurs et postérieurs, il faut établir un ordre double ; l'un portant sur le prix de l'immeuble ; et l'autre, sur le prix des objets mobiliers que la loi déclare immeubles par destination. Suivant que les créanciers antérieurs au privilège seront payés sur les fonds provenant de l'une et de l'autre de ces sources, le créancier privilégié et les créanciers postérieurs recevront plus ou moins ou même ne seront pas payés.

L'emprunteur est-il fermier, ses bestiaux et instruments aratoires ne sont plus immeubles par destination. Mais ils sont grevés du privilège du bailleur. Ce privilège, la nouvelle loi l'a res-

treint aux trois années échues et à l'année courante.

Il y a aussi la loi italienne du 28 janvier 1887, dont l'article 1^{er} est ainsi conçu : « Pour garantir les prêts accordés aux propriétaires ou locataires de fonds ruraux par les établissements exerçant le crédit agricole, il peut être constitué un privilège spécial sur les fruits récoltés pendant l'année, sur les denrées qui se trouvent dans les habitations ou constructions annexées aux fonds ruraux ou en provenant, et sur tout ce qui sert à cultiver le fond loué, et à le garnir. Le même privilège peut-être constitué pour garantir les prêts faits par les établissements de crédit agricole aux métayers ou colons partiaires qui ont fourni le bétail servant à fumer ou à cultiver le fond, conformément à l'article 1655 du Code civil. Cependant ce privilège ne s'exerce sur les fruits ou denrées qui se trouvent dans les bâtiments et sur les récoltes de l'année que pour la partie qui appartient au métayer et non sur celle qui appartient au propriétaire... » D'après l'article 3 pour la validité du privilège il est nécessaire :

1° Qu'il résulte d'un acte écrit ;

2° Qu'il ait acquis date certaine par l'enregistrement au bureau de la circonscription où est situé l'immeuble.

Le privilège est, en outre, inscrit gratuitement par le conservateur des hypothèques sur un registre spécial. L'inscription doit être renouvelée au bout de trois ans, sinon elle est périmée. Comme dans la loi belge, pour concéder ce privilège sur ses biens, il suffit d'être cultivateur, quel que soit l'emploi que l'on veuille donner à la somme empruntée. Mais à la différence de ce qui se passe en Belgique, le privilège italien ne peut être constitué qu'au profit d'un établissement exerçant le crédit agricole. Le législateur a craint de fournir une arme trop puissante aux usuriers de la campagne dans un pays où l'usure est si répandue. Il a pensé qu'un établissement public présenterait généralement plus de garanties de moralité. D'autre part, tandis que le privilège de la loi belge est spécial ; qu'il porte sur des objets déterminés par le contrat, celui de la loi italienne frappe tous les meubles susceptibles d'être atteints par lui, quoi qu'il puisse être restreint à quelques-uns. Cela est plus rationnel, car dans l'une comme dans l'autre législation, le privilège laisse aux débiteurs la libre disposition des meubles qu'il grève, sauf l'exercice par le prêteur de son droit de suite. Or, l'emprunteur qui n'a affecté qu'une catégorie de meubles à la garantie de sa dette peut les aliéner de très

bonne foi sans que le droit de suite puisse s'exercer. Mais, si on admet un privilège général qui frappe tout le mobilier agricole, il ne peut dégarnir son domaine de cheptel et d'instruments agricoles. Là encore lorsque l'emprunteur est un propriétaire, il y aura conflit entre les créanciers hypothécaires et ceux qui sont privilégiés sur le cheptel mort ou vif qu'il a attaché à son exploitation. La difficulté a été tranchée comme en Belgique. Quand l'emprunteur est un fermier ; pour lui faciliter la constitution du privilège, la loi restreint dans ce cas, mais dans ce cas seulement, le privilège du bailleur. Plus exactement elle attribue, dans l'ordre des privilèges le premier rang au bailleur, pour tous les fermages des deux années échues, de l'année courante et de l'année à venir. Elle place au second rang l'établissement de crédit ; puis, au troisième rang, encore le bailleur pour tous les fermages à échoir jusqu'à l'expiration du bail. Le privilège du bailleur ne subit donc aucune restriction vis-à-vis des créanciers non privilégiés du fermier.

Les renseignements un peu longs que nous venons de donner sur ces législations auront cependant cette utilité de nous expliquer certains détails de notre loi actuelle faits surtout en vue d'éviter les difficultés auxquelles on s'est

heurté à l'étranger. Mentionnons encore la loi Roumaine du 29 mai-10 juin 1892 ; et pour la Russie, le statut du 6-18 juin 1894.

*
* *

Chez nous le cultivateur qui veut emprunter doit d'abord aller trouver le greffier de la justice de paix. Il lui fait connaître la nature, la quantité et la valeur des produits à warranter ainsi que son nom et son domicile. Les greffiers ne peuvent pas refuser leur concours ; mais en fait, ils se prêtent d'assez mauvaise grâce à ces fonctions. Il est vrai d'ailleurs que la rémunération n'est pas de nature à les exciter. D'après le décret du 29 octobre 1898, l'établissement du warrant donne lieu à une perception de 0 fr. 10 par 100 francs avec minimum de 0 fr. 50. Comme le warrant dépassera rarement 500 francs, les greffiers n'auront le plus souvent que dix sous d'honoraires. Il est vrai également que le même décret établit à leur profit certains autres droits pour la mention à inscrire sur la souche du warrant, pour toute communication par lettre recommandée, pour la copie des inscriptions, etc. Mais tous ces droits sont très faibles.

*
* *

Le cultivateur estime le produit qu'il fait warranter au prix qu'il veut. Le greffier n'a pas à contrôler ses dires ; son rôle est absolument passif. La loi du 18 juillet 1898 ne prévoit même pas de sanction pénale contre le cultivateur qui dicterait au greffier des renseignements faux et il y a lieu de douter que l'article 405 du code pénal qui prévoit l'escroquerie s'applique à ce cas. En effet le prêteur pourra toujours contrôler les affirmations de l'emprunteur en demandant à voir les produits warrantés : c'est à lui de prendre cette mesure de prudence. La proposition Delaunay, qui a été, avec le projet gouvernemental du 28 octobre 1897, la source de notre législation, imposait une expertise des objets à warranter.

« Avant tout emprunt, y était-il dit, trois
« échantillons devront être prélevés et cachetés
« par un des experts dont le juge de paix du
« canton du domicile de l'emprunteur aura
« chaque année dressé la liste. Deux échantil-
« lons seront remis au prêteur et un restera au
« greffe de la justice de paix ». La valeur estimée par l'expert devait être portée sur le warran-
rant. Cela fut repoussé car on voulait restreindre les formalités au strict nécessaire et éviter

les frais qui augmenteraient encore les charges de l'emprunt. On a dit que le prêteur était le meilleur juge de ses intérêts ; qu'il n'avait qu'à voir lui-même les marchandises warrantées et à juger si l'estimation faite par son emprunteur était exagérée. Cela lui serait d'autant plus facile que les emprunts agricoles sont généralement faits sur place. Cependant, s'il y a eu une expertise des produits à warranter, l'emprunteur pourra le faire mentionner sur le warrant qui n'en obtiendra ainsi que plus de crédit.

La proposition Delaunay et aussi le projet gouvernemental imposaient également l'assurance obligatoire des produits à warranter. Ils y voyaient « une mesure conservatoire qui s'imposait au même titre que les soins à donner aux produits warrantés pour leur maintenir la même valeur qu'à l'époque de l'emprunt ».

Cela fut repoussé par la commission de la Chambre qui, paraît-il, craignait à ce sujet de prendre partie en matière d'assurance obligatoire, crainte assurément exagérée car on pouvait imposer l'assurance des produits warrantés sans imposer l'assurance en général. L'obligation imposée en cette matière eût été inspirée d'une idée toute spéciale ; donner une base plus solide au crédit dont jouirait le warrant. Cependant l'article 4 nous dit que le warrant doit in-

diquer si l'objet warranté est assuré ou non ; et en cas d'assurance, le nom et l'adresse de l'assureur. Il ajoute même que les porteurs de warrants ont sur les indemnités dues en cas de sinistre les mêmes droits et privilèges que sur la marchandise assurée.

Cette disposition était nécessaire, car on admet en doctrine comme en jurisprudence que l'indemnité d'assurance due quand une chose a péri ne représente pas cette chose comme le prix représente la chose vendue. Cette règle est d'ailleurs confirmée par le transport du droit du créancier sur le prix d'assurance prescrit dans un certain nombre de textes, comme dans l'article 10 de la loi du 28 mai 1858 sur les magasins généraux, l'article 17 de la loi du 17 décembre 1874 sur l'hypothèque maritime, l'article 2 de la loi du 19 février 1889 sur la restriction du privilège du bailleur d'un fonds rural. Nous sommes ici en matière d'exception et le § 2 de l'article 4 doit être interprété restrictivement. Il ne faudrait pas étendre la subrogation du porteur de warrant aux indemnités que pourrait allouer le gouvernement à la suite d'inondations ou de guerre.

*
* *

Le greffier de la justice de paix inscrira sur les

deux parties d'un registre à souche établi spécialement à cet effet, et d'après la déclaration de l'emprunteur la nature, la quantité et la valeur des produits qui doivent servir de gage à son emprunt ainsi que le montant des sommes à emprunter... La feuille détachée de ce registre devient le warrant qui permettra au cultivateur de réaliser son emprunt (art. 3). Mais le greffier de quelle justice de paix sera compétent ici ? L'article 3 ne nous le dit pas. Seulement à l'article précédent nous lisons : « Cet avis (du warrantage) devra être donné au propriétaire, à l'usufruitier ou à leur mandataire légal désigné, par l'intermédiaire du juge de paix du canton du domicile de l'emprunteur ». Aussi il faut raisonner par analogie et dire que le greffier dont parle l'article 3 est le même que celui dont il est question à l'article 2. C'est également l'interprétation qui a été donnée par une circulaire du garde des sceaux du 16 août 1898. Dans une étude sur la question des warrants agricoles. M. Pascaud (1) est d'un avis différent ; il prétend que le greffier compétent est celui du canton où se trouve l'exploitation dont on veut warranter les produits. Il dit que la loi n'a pas organi-

1. *Revue politique et parlementaire*, n° du 10 septembre 1899.

sé ici un crédit personnel mais un crédit réel, que par conséquent c'est le greffier du lieu auquel se rattache la chose qui est naturellement désigné. Il cite l'exemple d'un agriculteur qui trouva moyen de faire warranter chez le greffier du canton de son domicile trois fois de suite une même quantité de 300 tonneaux de vin provenant d'une propriété située dans un département voisin. M. Pascaud ajoute que, si le greffier chargé de la rédaction du warrant avait été celui du lieu de la propriété, il lui eût été facile de juger si celle-ci pouvait fournir un rendement de 300 tonneaux de vin. Il en conclut que, puisqu'une circulaire ministérielle ne lie pas les tribunaux, il est à souhaiter que ceux-ci adoptent une jurisprudence opposée à l'avis du garde des sceaux. Le raisonnement de M. Pascaud prouve peut-être qu'il eût mieux valu donner la compétence au greffier du lieu de situation de l'immeuble mais non pas que telle a été l'intention du législateur. Nous croyons que du rapprochement des articles 2 et 3 c'est plutôt l'opinion contraire qui découle. Et puis comment irait-on faire rédiger le warrant par un greffier et notifier ce warrantage au propriétaire par un autre greffier qui n'en aurait jamais entendu parler. D'ailleurs le greffier ne connaît pas nécessairement toutes les exploitations de son canton.

Puis, cela aurait peu d'importance, car on admet qu'il a ici un rôle entièrement passif, qu'il est simplement tenu d'enregistrer les déclarations qui lui sont faites sans être obligé d'en vérifier l'exactitude. On a songé avant tout à la simplicité. En outre, si le greffier avait été déclaré responsable des renseignements portés sur le warrant, il en serait peut-être résulté pour lui une trop lourde responsabilité.

*
* *

A la différence de ce que la loi du 28 mai 1858 prescrit pour le warrantage des marchandises, il n'y a pas ici de récépissé. Dans le projet Delaunay il en était autrement. La commission de la Chambre supprima le récépissé sous prétexte que la nouvelle loi avait pour but de favoriser chez l'agriculteur l'emprunt sur ses produits et non leur vente. On pensa que ce serait peut-être là aussi un moyen d'éviter la spéculation sur les céréales. Le récépissé ne pourrait en effet servir au débiteur qu'à vendre plus facilement les produits donnés en gage. Au commerçant et à l'industriel, il permet encore de retirer leurs marchandises du magasin général une fois le porteur remboursé, en supposant qu'ils aiment mieux rentrer en possession de leurs marchan-

dises que de les vendre. Quant au cultivateur, il n'aura rien à retirer une fois le porteur du warrant payé ; les produits sont en sa possession. C'est pourquoi on a dit (1) que, si le cultivateur est propriétaire des produits warrantés, il ne peut cependant pas les vendre tant que le droit de gage du prêteur pèse sur eux sous peine de faire un détournement d'objets engagés et de s'exposer aux pénalités qui en résultent. S'il en était autrement, a-t-on ajouté, le droit du créancier serait illusoire. Nous sommes ici en présence d'un gage et non d'une hypothèque sur les meubles, c'est la loi qui le dit. Le créancier n'a donc pas de droit de suite. Par conséquent il n'aurait rien à revendiquer contre un acheteur de bonne foi qui aurait acquis les produits warrantés et qui pourrait lui opposer le bénéfice de l'article 2279 c. civ.

Si cette situation était vraie elle ne laisserait pas d'avoir des inconvénients et la loi faite en faveur de l'agriculteur lui serait au moins aussi nuisible qu'utile. On a eu pour but de lui permettre d'attendre qu'une hausse se produise dans le prix de ses denrées pour qu'il puisse alors les vendre. Or, précisément cela lui serait

1. *Annales du droit commercial*, 1889, II, p. 165 et suiv.

impossible puisque ces dernières seraient warrantées ; et comme telles, ne devraient pas être vendues.

Si au commerçant on donne un récépissé c'est aussi pour qu'il ait une preuve de son droit de propriété. Autrement ce serait le magasin général qui, ayant la possession, serait présumé le propriétaire.

Mais le cultivateur détient les produits warrantés ; il y a tout lieu de croire que c'est à lui qu'ils appartiennent. Pourquoi donc ne pourrait-il pas les vendre ?

Sans doute, il ne pourra pas les livrer à son acheteur sous peine de s'exposer aux sanctions de l'article 13. Mais pour qu'une vente ait lieu il suffit que les parties contractantes soient d'accord sur la chose vendue et sur le prix alors même que la chose n'est pas livrée. Ce sera au vendeur à faire savoir à son acheteur que les denrées vendues sont grevées du droit de gage et à faire rembourser le warrant par son acheteur s'il n'a pas lui-même les fonds disponibles.

Disons donc que si la loi n'a pas voulu favoriser la vente des denrées agricoles, elle n'a pas entendu la prohiber. Rien du moins dans son texte ne s'y oppose.

*
* *

Le warrant ainsi établi devient un moyen de crédit réel. Le cultivateur l'offrira pour de l'argent. Bien que la loi de 1898 ne le dise pas, il faut reconnaître au warrant agricole le double caractère que la loi de 1858 a accordé au warrant commercial avant que la loi de 1863 n'ait édicté les règles relatives au gage commercial. C'est d'abord un titre de gage. Nous savons qu'au terme de l'article 2074 du code civil le privilège du créancier gagiste n'existe en matière excédant la valeur de 150 fr. qu'autant qu'il y a un acte public dûment enregistré, contenant la déclaration de la somme due ainsi que la nature et l'espèce des choses remises en gage. Ici ce sera le warrant qui jouera le rôle de l'acte public. Cette conséquence découle et de la loi de 1858 qui contient les principes généraux en cette matière et de l'autre destination du warrant agricole qui est d'être un effet à ordre endossable. Ce dernier caractère n'est pas non plus explicitement reconnu par notre loi mais il découle naturellement de plusieurs de ses dispositions, notamment des articles 8 et 9. D'après le premier, en effet, « les établissements publics de crédit peuvent recevoir les warrants comme effets de commerce avec dispense d'une des si-

gnatures exigées par les statuts ». Quant à l'article 9 il dit que l'escompteur ou le réescompteur sera tenu d'en donner avis immédiatement au greffier du juge de paix. La proposition De-launay déclarait applicables aux warrants agricoles les articles 1 à 13 de la loi du 28 mai 1858. Cela n'est pas passé dans la loi. On a peut-être jugé que c'était inutile. Cependant on aurait tranché ainsi quelques petites difficultés. Il ne faut pas oublier en effet que les warrants agricoles, bien qu'étant endossables et à ordre, sont des actes civils tandis que les warrants de la loi de 1858 sont des actes commerciaux. Par conséquent, il faudrait dire que le cessionnaire du warrant agricole n'est que l'ayant cause du cédant ; qu'il n'a pas de droits directs dont il puisse se prévaloir. Les moyens de droit qui paralyseront l'action de son auteur devraient également paralyser la sienne. Au contraire, en matière d'effets de commerce le nouveau porteur échappe sous certaines conditions aux moyens de défense dont le porteur précédent était passible ; une créance imparfaite devient bonne en changeant de mains. Toutefois la jurisprudence ne paraît pas partager cette opinion ; elle assimile sur ce point l'effet à ordre civil à l'effet à ordre commercial. (Cassation civ. 9 nov. 1896).

D'autre part les cessions de créances civiles

sont soumises aux prescriptions de l'article 1690 du code civil d'après lequel le cessionnaire n'est saisi à l'égard des tiers que par la signification du transport faite au débiteur ou par l'acceptation par ce débiteur constatée dans un acte authentique. Le fait de revêtir un titre de créance civile de la forme à ordre va-t-il donc permettre de se dispenser de la formalité de l'article 1690 ? La jurisprudence l'admet, s'inspirant en cela des besoins de la pratique car l'emploi de la clause à ordre serait singulièrement gêné par l'observation de l'article 1690. D'ailleurs, les parties peuvent, au moment du contrat, affranchir de la notification les cessions éventuelles dont la créance peut être l'objet. A cet égard la notification au débiteur n'est pas d'ordre public et peut être écartée par la convention contraire. Le débiteur sait ici qu'il ne doit payer qu'au porteur du titre et les endossements successifs qu'il verra sur l'effet lui permettront de constater que ce porteur est bien l'ayant droit de son premier créancier. Cependant la question de la date certaine vient un peu troubler cette théorie. Si l'acte est civil, il ne peut être opposé aux tiers que s'il a acquis date certaine par un des moyens indiqués à l'article 1328 du code civil. Les cessions du warrant agricole, acte civil, devraient donc être soumises à cette règle.

Cependant il vaut mieux dire que la publicité de l'article 1690 ne doit pas s'appliquer ici puisque la nouvelle loi en a organisé une autre contenue précisément dans l'article 9 dont nous avons déjà parlé. L'escompteur ou réescompteur d'un warrant sera tenu d'en donner avis immédiatement au greffe du juge de paix par lettre recommandée avec accusé de réception. Cette disposition semble être inspirée par celle qui est contenue dans l'article *in fine* de la loi du 24 mai 1858 ; « le premier cessionnaire du warrant doit immédiatement faire transcrire l'endossement sur les registres du magasin avec les énonciations dont il est accompagné. Il est fait mention de cette transcription sur le warrant ». Seulement, ce n'est pas au débiteur qui détient les produits warrantés et qui à cet égard pourrait être assimilé au magasin général que la notification pourrait être faite, mais au greffier du juge de paix. En outre, tandis que d'après la loi de 1858, c'est uniquement le premier endossement qui doit être notifié, d'après la loi de 1898 tous les endossements doivent être soumis à cette formalité. C'est que le dépôt d'une marchandise dans un magasin général donne lieu à la délivrance d'un récépissé et d'un warrant qui représentent ensemble le prix total auquel la marchandise a été estimée. Il faudra bien dès

lors que ceux entre les mains desquels passera le récépissé, sachent quelle somme a été versée à l'emprunteur contre remise du warrant, le récépissé ne devant représenter que la différence entre le prix du warrant, et le prix total. N'était cette particularité, il n'y aurait pas de raisons pour ne pas faire circuler le warrant comme un titre à ordre ordinaire.

Mais pour le warrant agricole ce n'est plus la même chose ; il n'y a pas de récépissé et la notification de chaque endosseur ne peut pas s'expliquer par les mêmes raisons. Le motif de cette disposition de la loi de 1898 se trouve dans l'article 7 d'après lequel l'emprunteur peut, même avant l'échéance, rembourser la créance garantie par le warrant. Si le porteur de warrant refuse, l'emprunteur peut consigner la somme offerte. En ce cas il n'est tenu de payer les intérêts de sa dette que pour les dix jours restant à courir à partir de son paiement ou de sa consignation. Il bénéficie donc des intérêts qu'il aurait à payer jusqu'au jour de l'échéance, déduction faite de ce délai de dix jours. Dès lors, il importe de savoir au moment des offres faites par le débiteur quel est le porteur du warrant car s'il y a lieu à consignation, les intérêts servis par la caisse des dépôts pourront être inférieurs à ceux que devait le débiteur. Par suite,

la valeur du warrant à l'échéance ne sera plus la même. En matière de warrants commerciaux, cette difficulté ne se présente pas, car si le débiteur veut se débarrasser de sa dette avant le terme fixé, il doit déposer au magasin général le capital de la somme et tous les intérêts à courir jusqu'au jour de l'échéance.

En pareil cas, l'article 7 de la loi du 18 juillet 1898 dit que la consignation doit être faite d'après les formalités prescrites à l'article 1259 du Code civil. En outre, sur le vu d'une quittance de consignation régulière et suffisante le juge de paix rendra une ordonnance au terme de laquelle le gage sera transporté sur la somme consignée.

Pour nous qui admettons que le débiteur peut vendre les produits warrantés, nous reconnaissons aussi à l'acheteur la faculté de rembourser le warrant par anticipation. La question est discutée. Cependant il nous semble que le débiteur vendant les produits warrantés, transmet à son acquéreur tous les droits qu'ils a sur eux ainsi que les charges qui les grèvent. La propriété qu'il cède reste donc affectée d'un droit de gage d'une nature spéciale c'est-à-dire susceptible d'être éteint avant l'échéance. Pourquoi la transmission de cette propriété ferait-elle changer la nature du droit qui la grève ?

Ainsi, par le fait que le créancier accepte en garantie de sa créance un warrant agricole, il s'expose en retour à se voir rembourser plus tôt qu'il ne songeait et à perdre une partie des intérêts sur lesquels il pouvait compter. Evidemment le législateur a voulu se montrer aussi favorable que possible à l'emprunteur agricole, espérant que celui-ci recourrait d'autant plus volontiers au crédit qu'il lui serait donné de profiter des circonstances heureuses qui peuvent se produire postérieurement au warrantage de ses produits ; et par un remboursement anticipé, d'échapper à la nécessité de subir des frais devenus pour lui sans utilité. Reste à savoir si les créanciers accepteront de bonne grâce ces warrants ou s'ils ne se montreront pas plus exigeants, sachant que la loi ne leur accorde que dix jours d'intérêts après le remboursement.

*
* *

Nous venons de supposer que le débiteur veut payer avant l'échéance, mais le cas opposé peut se présenter ; il peut se faire qu'il ne paie pas au terme convenu. On pourrait encore imaginer qu'il s'acquitte exactement à l'échéance. Mais ce cas ne souffre pas de difficultés. L'article 6 dit seulement que « l'emprunteur qui

aura remboursé son warrant le fera constater au greffe de la justice de paix ; le remboursement sera inscrit sur le registre à souche prévu par l'article 2 et il lui sera donné un récépissé de la radiation de son inscription ». Il est évident que cette constatation au greffe de la justice de paix ne sera pas nécessaire pour libérer le débiteur. Celui-ci le sera, soit par la remise du warrant, soit par tout autre reçu, suivant les principes généralement admis en cette matière. On ne voit pas même quelle peut être la sanction de cette disposition.

Il faudrait supposer que le créancier garderait le warrant après avoir reçu son paiement et qu'il l'endosserait ensuite à un autre qui se verrait opposer de la part du débiteur une quittance attestant le paiement. Il pourrait peut-être s'en prendre alors à ce débiteur qui, en négligeant de remplir les formalités de l'article 6, aurait contribué à l'induire en erreur.

Mais voici qu'au moment de l'échéance le débiteur ne paie pas. Deux hypothèses peuvent alors se présenter ; le warrant est resté entre les mains du porteur ou bien celui-ci l'a endossé à l'ordre d'un autre. Dans le premier cas le créancier peut se dispenser de poursuivre son débiteur ; il aura toujours ce moyen à son service quand il lui plaira d'en user. Il conserve en

effet son droit de rétention avec son privilège sur le produit warranté absolument comme s'il s'agissait d'un gage ordinaire. Mais le prêteur peut aussi poursuivre son débiteur. Dans ce cas l'article 10 nous indique la procédure à suivre ; elle est très simple. « A défaut de paiement à l'échéance dit-il, et après avis préalable transmis par lettre recommandée à l'emprunteur, pour laquelle un avis de réception doit être demandé, le porteur du warrant huit jours après l'avertissement et sans aucune formalité de justice, mais avec les formes de publicité prévues par les articles 617 et suivants du code de procédure, peut faire procéder par un officier ministériel à la vente publique aux enchères de la marchandise engagée.

*
* *

D'après les règles de classement communément admises pour les privilèges sur les meubles, le créancier gagiste devrait être primé sur le prix du gage non seulement par le Trésor et par les frais de justice mais encore par les créanciers des sommes dues pour les semences et les frais de récoltes et par ceux qui auraient fait des frais pour la conservation de la chose. Nous ne parlons pas du privilège du bailleur dont il va être question plus loin. L'article 11 de

la loi de 1898 vient modifier cet ordre. « Le créancier, dit-il, est payé directement de sa créance sur le prix de la vente et sans autres déductions que celles des contributions directes et des frais de vente et sans autres formalités qu'une ordonnance du juge de paix ».

D'après l'article 2078 du code civil le créancier gagiste peut faire ordonner en justice que le gage lui demeure en paiement et jusqu'à due concurrence d'après une estimation faite par experts. Cette disposition est-elle applicable ici ? Il semble que la loi n'ayant rien dit à ce sujet, le droit commun doit alors recevoir son application ; que par conséquent il faut se prononcer pour l'affirmative.

*
* *

Mais le warrant peut, aussi avoir été endossé par le créancier et se trouver entre les mains d'un tiers-porteur. Celui-ci ne devra pas attendre comme le premier créancier, du moins lorsqu'il aura lancé un avertissement au débiteur, sans s'exposer à perdre son recours contre les endosseurs. D'après l'article 12 en effet, « le porteur du warrant perd son recours contre les endosseurs s'il n'a pas fait procéder à la vente dans le mois qui suit la date de l'avertissement. Pourquoi cette différence entre le pre-

mier créancier et le tiers porteur ? Les endosseurs, a-t-on dit, ne peuvent pas rester indéfiniment tenus. On comprend que le prêteur ne soit soumis vis-à-vis de l'emprunteur à aucune déchéance autre que celle qui résulterait de la prescription ordinaire parce qu'il a fourni ses deniers au cultivateur et que celui-ci s'enrichirait injustement. Mais les porteurs intermédiaires, s'ils ont reçu de leur cessionnaire immédiat la valeur du warrant, l'avaient eux-mêmes avancée à leur cédant. Ils ne s'enrichiront donc jamais au détriment du dernier porteur. D'ailleurs ce dernier est vis-à-vis de l'emprunteur dans la situation du premier créancier ; aucun délai ne lui est assigné pour faire vendre.

Mais cela ne suffit pas pour que le porteur puisse se retourner contre les endosseurs. L'article 12 ajoute encore « il n'a de recours contre l'emprunteur et les endosseurs qu'après avoir exercé ses droits sur les produits warrantés ». C'est là une exception apportée en matière de gage où il n'existe aucun texte obligeant le créancier gagiste à faire vendre la chose pour obtenir paiement et ne lui donnant contre son débiteur, qu'une action subsidiaire.

Le législateur de 1898 n'a pas voulu non plus que le dernier porteur non payé, au lieu de faire vendre la marchandise, s'adressât directement

à son endosseur et lui réclamât le prix du warrant. Celui-ci aurait sans doute agi de même et on serait remonté ainsi d'endosseur en endosseur jusqu'au premier prêteur. C'est dans une certaine mesure le bénéfice de discussion que notre loi confère ainsi aux endosseurs. Si la valeur du gage ne suffit pas pour désintéresser le porteur, celui-ci pourra poursuivre, soit l'emprunteur, soit certains endosseurs. Mais encore ce recours doit-il être intenté dans le délai d'un mois à dater du jour où la vente de la marchandise a été réalisée, (art. 12 *in fine*). Les deux délais dont parle l'article 12 ne sont pas des délais francs conformément à l'article 1033 du code de procédure civile. Dans le projet du gouvernement, le porteur ne pouvait se retourner contre les endosseurs que s'il avait fait dresser protêt. Cela fut repoussé par la commission de la Chambre qui pensa qu'il n'y avait pas lieu d'introduire en des matières d'ordre civil des règles essentiellement propres au droit commercial.

*
* *

Nous avons supposé jusqu'ici que l'emprunteur est propriétaire du fonds dont il a warranté les produits et nous avons dit que le créancier pouvait se faire payer directement sur le prix

de la chose sans être primé, que par les frais de contribution directe et de justice. Mais l'emprunteur peut être aussi un fermier; et dans ce cas, la loi a pensé qu'il convenait peut-être de traiter moins légèrement le privilège du bailleur que celui du vendeur de semences ou de quiconque avait fait des frais pour la conservation de la chose. Aussi, dit-elle que le cultivateur devra, avant tout emprunt, aviser le propriétaire du fonds loué, de la nature, de la valeur et de la quantité de marchandises qui doivent servir de gage pour l'emprunt, ainsi que du montant des sommes à emprunter. « Cet avis, ajoute l'article 2, devra être donné au propriétaire, à l'usufruitier ou à leur mandataire légal désigné, par l'intermédiaire du juge de paix du canton du domicile de l'emprunteur ». Que faut-il décider du mandataire judiciaire et du mandataire conventionnel? D'après le texte de la loi, ils ne devraient pas recevoir d'avis. Pourquoi cette différence? Il serait bien difficile de le dire. Cependant il faut bien admettre que si le propriétaire ou l'usufruitier sont interdits c'est au tuteur judiciaire qu'il faudra adresser l'avis, celui-ci étant chargé de l'administration de leurs biens à leurs lieu et place. Il faut encore décider la même chose pour le procureur chargé par le tribunal de pre-

mière instance de pourvoir à l'administration de tout ou partie des biens d'une personne présumée absente. Quant au conseil judiciaire, il n'aura pas à intervenir ici ; cette autorisation à donner au fermier ne figurant pas au nombre des actes pour lesquels son assistance est nécessaire. Quant au mandataire conventionnel, chargé de l'exécution du bail, il doit être compétent pour recevoir la demande du fermier et y répondre, non en vertu de la loi de 1898 mais par le fait même de son mandat. Il n'en serait plus de même du mandataire chargé seulement de percevoir les fermages ; cela dépasserait les limites de ses pouvoirs.

D'après la circulaire du garde des Sceaux, du 16 août 1898, la lettre du fermier doit contenir toutes les indications dont la mention doit être faite sur le warrant afin que le bailleur se rende bien compte de la diminution que va subir son privilège tant au point de vue de l'objet engagé que de la somme empruntée. La lettre d'avis, nous dit-on, sera remise au greffier qui devra la viser, l'enregistrer et l'envoyer sous forme de lettre recommandée comportant accusé de réception. Le propriétaire, l'usufruitier ou le mandataire légal désigné, pourront, dans le cas où des termes échus leur seraient dus, dans un délai de douze jours francs à partir de la lettre

recommandée, s'opposer au prêt sur lesdits produits par une autre lettre adressée au greffier du juge de paix et également recommandée (art. 2). Ainsi l'opposition n'est possible qu'autant qu'il est dû des termes échus. Il serait dû des réparations locatives, des avances faites par le propriétaire au fermier en vue de l'exploitation et garanties, on le sait, par le privilège du bailleur, l'opposition ne serait pas possible. Cela a été dit dans la discussion qui eut lieu au Sénat à ce projet. Cependant M. Hogrel, dans son *Traité sur les warrants agricoles*, prétend que le propriétaire pourrait faire opposition alors même qu'il ne s'agirait que de termes à échoir mais payables d'avance. Il prétend que l'expression de termes échus est synonyme de termes exigibles. Dans le projet primitif le délai était de dix jours et il commençait à courir à partir du moment où la lettre avait été remise au propriétaire. Aussi l'accusé de réception avait vraiment alors sa raison d'être. Il permettait de savoir à partir de quel jour courait le délai. Ce délai a été porté à 12 jours ; il commence à courir à partir de l'envoi de la lettre. Aussi l'avis de réception n'a-t-il plus beaucoup de raison d'être. Ce délai est bien suffisant quand le propriétaire se trouve près du fermier. Il en est autrement lorsqu'il habite au loin, d'autant plus que ce

délai n'est pas susceptible d'augmentation à raison des distances. C'est du moins ce qui me semble résulter du § 1 de l'article 3.

Aussi M. Pascaud craint-il que les droits du propriétaire ne soient pas suffisamment sauvegardés. « Ces produits, dit-il, doivent être pour le bailleur, non seulement le gage du passé mais encore celui du présent ». Il voudrait que le propriétaire pût s'opposer à l'emprunt, d'abord pour ce qui est échu par suite de l'expiration du délai de paiement, et aussi pour ce qui est acquis comme fruits civils jour par jour sur le terme courant. Quant à nous, nous pensons qu'on aurait parfaitement pu refuser au propriétaire tout droit d'opposition au warrantage des produits de son fermier. D'ailleurs la disposition de l'article 2 a peut-être été surtout inspirée par la crainte de voir le projet de loi subir un échec au Sénat comme cela était arrivé aux projets qui l'avaient précédé en cette matière, sous prétexte qu'ils ne respecteraient pas suffisamment le privilège du bailleur. Seulement ces autres projets permettaient au fermier de constituer en gage tous les objets mobiliers qu'il possédait. Il est aisé de comprendre qu'alors il y avait lieu de recourir à des précautions en faveur du propriétaire. Il n'en est plus de même ici. Les produits susceptibles d'être warrantés sont desti-

nés à être vendus. Le propriétaire ne peut pas s'opposer à leur vente ; s'il le faisait, il porterait un grave préjudice à l'exploitation et son fermier n'en aurait que plus de difficultés pour le payer. Ce serait comme si le propriétaire d'une maison occupée par un commerçant voulait empêcher celui-ci de vendre ses marchandises sous prétexte que, ce faisant, il porte atteinte à son privilège de locateur. La loi de 1898 a précisément pour but de faciliter aux cultivateurs la vente de leurs marchandises à un prix rémunérateur en leur permettant d'emprunter sur leur valeur en attendant qu'une hausse se produise. Quel intérêt le propriétaire qui ne peut pas empêcher les produits d'être vendus actuellement a-t-il à empêcher qu'ils le soient plus tard à un prix plus élevé ? Il nous semble que la situation des créanciers auxquels il était dû des sommes d'argent pour les semences et frais de récoltes était bien plus intéressante. S'ils perdent leur privilège sur la récolte ils ne sont plus que des créanciers ordinaires. Le bailleur, au contraire, a encore pour garantir ses fermages le bétail, les instruments aratoires, les récoltes pendantes, les meubles meublants, etc.

Notre loi ne parle pas explicitement du colon partiaire. Il est vrai que l'article 2 impose l'avertissement à tout cultivateur qui n'est ni propriétaire ni usufruitier, ce qui paraît comprendre le métayer comme le fermier. Mais ce même article ajoute que le propriétaire ou l'usufruitier ne pourront faire opposition que dans le cas où des termes leur seront dûs, ce qui paraît exclure le métayer qui, à la différence du fermier, n'est pas soumis au paiement de termes.

Pour M. Pascaud, le colon partiaire doit être exclu du bénéfice de la nouvelle loi parce que le warrantage est une atteinte au privilège de l'article 2102 du code civil que l'article 10 de la loi du 18 juillet 1889 reconnaît au propriétaire sur toute la portion qui appartient au métayer. Une loi postérieure, ajoute-t-il, ne peut, en l'absence d'un texte formel, modifier les droits qui résultent d'une loi précédente au profit de personnes déterminées. Cependant il n'est peut-être pas nécessaire que la loi dise nettement que le privilège du propriétaire sur la portion du métayer, après le partage des fruits, subira une restriction si cette conséquence résulte de ses dispositions. Or l'article 1^{er} de notre loi dispose que tout cultivateur peut faire de ses produits l'objet d'un gage à domicile. Cela semble s'appliquer même au colon partiaire. Sous l'empire

du droit commun, le bailleur ne peut empêcher son fermier ou son métayer de constituer en gage un objet mobilier qu'autant qu'il exerce sa revendication dans le délai de 40 jours et qu'il prouve que ce qui reste dans la ferme n'est pas suffisant pour garantir ; soit ce qui peut être dû sur les deux dernières années échues, l'année courante et l'année qui suit, soit le reliquat du compte à rendre par le métayer. En matière de gage sans déplacement, la loi de 1898 ne rend cette opposition possible au propriétaire que s'il l'a faite dans un délai de douze jours et s'il lui est dû des termes échus. Cette condition ne se présentant pas pour le métayer, pourquoi ne pas dire que celui-ci pourra, conformément à l'article 1^{er}, warranter librement ses produits. La seule question qui se poserait serait celle de savoir s'il doit, conformément à l'article 2, aviser le propriétaire, alors que celui-ci ne peut pas s'opposer au warrantage. Cependant cet avertissement pourrait peut-être avoir encore son utilité en ce qu'elle permettrait au propriétaire de savoir exactement quels sont les meubles du métayer sur lesquels il peut encore compter.

*
* *

Nous avons dit que le privilège du bailleur était suffisamment sauvegardé par la limitation

des produits que le cultivateur pouvait warranter et qui se trouvent énumérés dans l'article 1^{er}. Tout ce qui sert à l'exploitation est écarté. L'avenir est ainsi réservé avec ses chances favorables. Les récoltes pendantes par branches et par racines ne peuvent pas non plus faire l'objet d'un warrant. C'est que tant qu'elles ne sont pas récoltées, elles courent un certain risque. Or pour qu'un gage constitue un sérieux élément de crédit il importe que sa consistance et sa valeur soient bien connues au moment du contrat et qu'elles échappent autant que possible aux éventualités de l'avenir.

En outre, comme on l'a dit au Sénat, c'est un moyen de donner quelque chose en garantie au bailleur qui pourra saisir la récolte sur pied en ayant recours à la saisie brandon. C'est aussi un moyen d'épargner les créanciers hypothécaires dont les droits s'étendent sur les bestiaux et instruments aratoires attachés par le propriétaire au fonds hypothéqué, ces bestiaux et instruments étant alors immeubles par destination. On a pu dire que les créanciers hypothécaires ne faisaient pas grand cas de ce genre de biens que le propriétaire pouvait aliéner en dépit de l'hypothèque. Cependant si le propriétaire les aliène il sera toujours obligé de les remplacer par d'autres ; et à cet égard, l'hypothèque

sur les immeubles par destination offre ici une certaine garantie. A ce point de vue précisément, la possibilité pour le cultivateur de warranter ses bestiaux et instruments aratoires eût pu lui être plus funeste qu'utile, car c'eût été l'exposer à une expropriation qui l'eût mis dans l'impossibilité d'exploiter son fonds. Ce sont ces raisons qui ont fait repousser le warrantage du bétail qu'on avait proposé au cours de la discussion en se basant sur l'exemple des législations étrangères et sur cette considération que la nouvelle loi ne pouvait être d'aucune utilité aux gens de la campagne qui s'adonnent exclusivement à l'élevage.

Il y aurait même lieu de blâmer le législateur d'avoir admis dans l'énumération de l'article 1^{er} les fourrages secs nécessaires pour nourrir et engraisser le bétail qui fournit le travail et la fumure dont l'exploitation peut avoir besoin. Heureusement que cette disposition a des chances, au moins pour le fermier, de rester à l'état de lettre morte, car il est généralement ; ou dans l'usage des lieux, ou de style dans les baux à ferme que les fourrages doivent être consommés sur place.

Enfin ces produits énumérés par la loi de 1898 ne peuvent être warrantés qu'autant qu'ils proviennent de l'exploitation du cultivateur. Ils

peuvent être d'ailleurs des produits purement agricoles ou industriels, c'est-à-dire des matières provenant directement de l'exploitation ou transformées par le cultivateur.

*
* *

De ce que l'énumération de l'article 1^{er} de la loi de 1898 est limitative, il faut conclure que le warrantage d'un objet non compris dans cette énumération est nul, d'une nullité absolue, qu'aucun acte ne pourra valider et qui pourra être invoquée par tout intéressé. On violerait ainsi une disposition qui est d'ordre public, et comme telle, soustraite à la convention des parties comme tout ce qui est relatif à la création de droits réels. Nous avons dit que le greffier n'a pas à contrôler les déclarations qui lui sont faites par le cultivateur qui veut warranter ses récoltes. Néanmoins si celui-ci voulait constituer en gage des produits non énumérés à l'article 1^{er} de la loi de 1898, le greffier devrait s'y refuser. Une circulaire du garde des sceaux du 16 août 1898 lui en fait une obligation. Le greffier qui passerait outre n'encourrait pas de sanction pénale puisque la loi n'en édicte aucune, mais il s'exposerait, ce semble, à des poursuites en dommages-intérêts de la part des individus lésés après avoir accepté comme valables

des warrants nuls. Cette conclusion semble d'autant mieux s'imposer, que parmi les raisons qui ont poussé le législateur à faire intervenir le greffier ici, il y a certainement le désir que les formalités légales soient plus exactement observées.

CHAPITRE II

Résultats de la loi de 1890. — Ce qu'on en pourrait attendre.

SOMMAIRE. — Peu de succès de la loi de 1898. — Quelles en sont les causes : Frais du warrant ; Insécurité du prêteur ; Le juge de paix statuant en référé. Comment les inconvénients de la loi de 1898 peuvent être atténués par les lois de 1894 et de 1899.

Lorsqu'on parcourt les débats qui ont précédé la loi de 1898, on trouve dans la bouche des représentants les plus autorisés de l'agriculture des phrases comme celle-ci prononcée au Sénat : « Je crois pouvoir dire, Messieurs, avec l'expérience que j'ai depuis trente ans des questions agricoles, que la loi, telle qu'elle nous est revenue de la Chambre, rendra à nos populations rurales des services immédiats. Elle est attendue avec une vive impatience, avec une certaine curiosité même... ». Or, on a eu l'idée de rechercher dans quelle mesure les populations rurales avaient répondu au législateur ; et on a

pu constater, qu'en dehors des pays de vignobles, le résultat était à peu près nul. La loi « attendue avec une vive impatience, avec une certaine curiosité même », est restée complètement ignorée des cultivateurs. C'est à peine si sur cent cantons, on peut trouver trois ou quatre warrants de délivrés. Ainsi, M. Pascaud prétend avoir rencontré, dans l'arrondissement de Sancerre (Cher), un cultivateur qui avait fait warranter sa récolte. Mais, les capitalistes et même les notaires auxquels il offrit son warrant refusèrent de lui faire aucune avance, disant qu'ils n'avaient jamais entendu parler de ce genre de crédit. Cependant, dans les pays viticoles et spécialement dans la Gironde, le warrant agricole a eu plus de succès. Ainsi, dans le canton de Lesparre, durant les six premiers mois de l'année dernière, on a enregistré une moyenne de 60.000 francs de warrants par mois. Il s'est même constitué à Bordeaux une société mutuelle sous le nom de « *Les warranteurs agricoles* », qui a pour but d'assurer, non pas les récoltes warrantées, mais les warrants eux-mêmes contre tous les risques dont peut être victime le porteur.

Il est évident que cette société est naturellement portée par son intérêt personnel à propager l'usage du warrant. Mais ce n'est là qu'une exception et on peut dire que l'agriculture en

général ne fait pas usage de ce nouveau moyen de crédit. A quoi attribuer cela ? On a prétendu (1) que ce mot de warrant agricole ne disait rien aux cultivateurs ; qu'il excitait au contraire leur méfiance naturelle pour tout ce qu'ils ne connaissent pas. On aurait dû donner aux warrants agricoles un autre nom. Mais à cet inconvénient on peut remédier en essayant de faire la chose elle-même. Ce devrait être l'œuvre des professeurs d'agriculture et des greffiers de justice de paix. Mais les greffiers, nous l'avons dit, se désintéressent de la question. A une demande de renseignements adressée par un auteur à un certain nombre d'entre eux sur les résultats de la nouvelle loi, il en est un qui a même fait cette réponse suggestive : « le warrantage des produits agricoles ne rapporte que très peu aux greffiers et là est le mal ; si les greffiers étaient rémunérés d'une façon convenable, ils s'efforceraient de développer chez le fermier qui désire emprunter la connaissance de cette loi et la manière de s'en servir. » Ainsi, pour éviter les frais, on aurait réduit au strict minimum la rémunération du greffier et par là même on aurait été à l'encontre du but poursuivi. Seulement

1. M. Gide à son cours année 1899-1900, leçon du 12 mars 1900.

si les greffiers sont peu rémunérés, les warrants entraînent des dépenses assez considérables. Sans doute l'article 16 dispense de la formalité du timbre et de l'enregistrement la lettre adressée par le fermier au propriétaire et la réponse de celui-ci ; l'avis de chaque escompteur au greffier et la lettre du porteur de warrant à l'emprunteur avant de procéder à la vente des produits, la copie des inscriptions d'emprunt, le certificat négatif et le récépissé de radiation.

Mais le warrant, au moment où il sera remis au porteur restera soumis au droit commun, c'est-à-dire qu'il deviendra passible du droit de timbre des effets de commerce (5 centimes pour 100 francs). S'il faut recourir à la vente forcée, on aura aussi des frais assez onéreux. Pour la vente des marchandises placées dans les magasins généraux, les droits de vente ne sont que de 0 fr. 10 centimes par 100 francs. Mais en matière fiscale les exceptions au tarif ne s'appliquent qu'aux cas spécialement prévus. Par conséquent on doit traiter les warrants agricoles d'après le droit commun et décider que la vente reste soumise au tarif de 2 0/0. Ainsi se trouve-t-on dans une situation assez embarrassante ; d'une part les greffiers se plaignant qu'ils ne reçoivent pas assez ; d'autre part les emprunteurs se plaignant qu'ils paient trop.

*
* *

On a dit aussi qu'en dépit de la sanction dont l'article 13 de la loi de 1898 menace l'agriculteur convaincu d'avoir détourné, dissipé ou volontairement détérioré au préjudice de son créancier le gage dont il est constitué le gardien, il existe toujours chez celui-ci un certain sentiment d'insécurité. C'est l'idée qui avait inspiré la proposition Martinon déposée en 1891 et renouvelée le 28 octobre 1897. Il s'agissait de la création de docks-greniers destinés à recevoir les céréales d'un certain rayon. L'administration de ces greniers, à l'exemple de ce qui a lieu pour nos magasins généraux, aurait délivré des warrants et des récépissés aux déposants, qui auraient pu constituer en gage et même vendre les marchandises déposées. Cette organisation copiée sur celle des *élévators* américains aurait pu avoir d'autres avantages encore.

Les docks-greniers classent les produits par catégories suivant leur valeur, et le prêteur a plus de raisons de se fier à l'estimation qui est faite par le magasin général qu'à celle qui est faite par l'emprunteur lui-même. Dans le système de la loi actuelle, il est nécessaire que le prêteur aille voir les produits warrantés et qu'il s'assure que l'emprunteur ne leur a pas attri-

bué une valeur exagérée. Or tout le monde ne connaît pas à première vue la valeur d'un produit agricole. D'ailleurs en général le porteur du warrant redoutera moins la disparition complète des produits warrantés que la substitution à ceux qui lui ont été donnés en gage d'autres produits de qualité inférieure, substitution dont il n'est pas toujours facile de se rendre compte. C'est pourquoi on a proposé (1) qu'un échantillon de chaque produit warranté soit déposé à la justice de paix pour qu'on puisse, au jour de l'échéance le rapprocher du produit laissé à la garde de l'emprunteur. Au point de vue pratique, on aurait peut-être trouvé des inconvénients à amonceler à la justice de paix, des fromages, des vins, des cocons, des fourrages. Il y aurait eu là cependant, il faut le reconnaître, un élément de sécurité qui fait défaut aujourd'hui. Enfin les élévateurs américains sont munis d'appareils perfectionnés opérant le nettoyage et le triage, tenant les grains en mouvement pour les préserver des insectes et des moisissures. On ne peut évidemment pas demander cela au cultivateur. Devenu le dépositaire de ses propres meubles il ne répondra vis-à-vis de son créancier que de la « *culpa levis in concreto* ». Con-

1. V. Hagrel : *Les warrants agricoles*.

formément à l'article 1927 du code civil ainsi conçu : « Le dépositaire doit apporter dans la garde de la chose déposée les mêmes soins qu'il apporte dans la garde des choses qui lui appartiennent. »

Il y a aussi la question de la vente. Pour nous, quoiqu'en ait dit le ministre de l'agriculture, M. Vigier, au Sénat, le cultivateur pourra vendre sa récolte warrantée sous la condition que la livraison ne pourra être faite qu'après la libération du warrant. Néanmoins la question est discutable et la pratique s'accommode mal de ces controverses tant qu'une jurisprudence bien constante ne s'est pas établie. D'ailleurs, même en admettant la possibilité de la vente, lorsque l'agriculteur dira à son acheteur : « il faut que vous alliez rembourser sur le prix du grain que je vous vends la valeur du warrant ; ensuite nous irons faire constater ce remboursement par le greffier du juge de paix ; si le porteur du warrant n'accepte pas, nous consignerons la somme, puis nous irons demander au juge de paix une ordonnance transportant le gage sur la somme consignée etc.. », l'acheteur ne voudra pas en savoir plus long ; il ira s'adresser ailleurs. A la campagne il faut des choses très simples. Le système du warrant ressemble un peu à ces moteurs très perfectionnés qui dans une usine

vont très bien mais qui, placés entre les mains trop rudes des paysans, se détraquent immédiatement.

Ajoutons encore que si le cultivateur n'aime pas à faire savoir qu'il emprunte il agira sagement en s'abstenant de recourir au warrant. Ici, en effet, il doit mettre dans son secret non seulement son prêteur, mais encore le greffier de la justice de paix, le juge de paix lui-même, son propriétaire s'il est fermier et tous les endosseurs qui détiendront le warrant.

*
* *

Enfin, pour plus de simplicité, on a admis que s'il y avait lieu à référé pour l'exécution de la loi, on irait devant le juge de paix. S'il peut y avoir là un avantage n'y voit-on pas aussi un danger, bien que le juge des référés ne rende que des décisions provisoires qui ne doivent pas préjudicier au principal. Le juge de paix n'aura-t-il, comme on l'a dit au parlement, que des questions de fait à trancher ? En matière juridique, ses connaissances sont généralement moins étendues que celles du président du tribunal qui aurait pu offrir à ce point de vue de plus sérieuses garanties.

*
* *

Cependant cette loi pourrait compléter heureusement celles de 1894 et de 1899. Si les particuliers ignorent le système des warrants agricoles, il en est autrement des syndicats dont les sociétés de crédit sont, nous le savons, une émanation. Aussi, même avant la loi de 1898 voyons-nous certains syndicats comme celui d'Anjou essayer le warrantage à domicile. Avec les sociétés de crédit agricole, beaucoup des inconvénients de la loi de 1898 sont atténués. D'abord ces sociétés opèrent nécessairement dans un domaine restreint ; elles connaissent ainsi les cultivateurs qui voudront faire warranter leurs récoltes, l'honorabilité dont ils jouissent, le degré de confiance qu'ils méritent ; car, bien que nous soyons ici en matière de crédit réel, cette connaissance de l'emprunteur a assurément sa raison d'être. L'emprunteur surveillé par ses voisins qui seront, comme lui, membres de la caisse pourrait d'ailleurs difficilement détourner les récoltes qu'il a warrantées et il sera d'autant plus étroitement surveillé que ceux qui l'entourent auront intérêt à ne lui permettre aucune fraude. Dans une de ses conférences, M. Louis Durand racontait qu'un de ses fermiers qui lui devait un arriéré assez considérable avait trouvé le moyen dans une seule nuit de quitter la ferme emmenant avec lui les pailles,

les fourrages, les engrais, les instruments aratoires et les meubles meublants. Evidemment la plus grande partie des charrettes et des chevaux de la commune avaient dû être réquisitionnés pour l'opération. Or quelques jours après, lorsque la gendarmerie fit une enquête chez les voisins, ceux-ci déclarèrent tous qu'ils n'avaient absolument rien vu. Et l'orateur ajoutait : « Si au lieu d'avoir pour créancier un monsieur de la ville, le fermier avait été le débiteur de ses voisins, on peut tenir pour certain que ceux-ci se seraient bien aperçus de son départ ». Ici précisément ce seront les voisins de l'emprunteur qui seront ses créanciers.

D'autre part, la banque agricole qui consentira le prêt aura généralement des hommes qui connaîtront la valeur des produits agricoles. La supercherie de l'emprunteur sera facilement déjouée et il lui sera également difficile de substituer aux produits warrantés d'autres produits de qualité inférieure.

On nous dit aussi que le warrant agricole est à peu près inconnu des intéressés et que les greffiers ne se soucient pas d'en vulgariser l'emploi. Mais qu'aura-t-on besoin des greffiers si les banques locales et les caisses régionales admettent ce genre de crédit ? Mieux que n'importe qui, elles pourront faire cette initiation.

Enfin il y a la question de la vente des produits warrantés qui, nous le savons, ne va pas sans difficultés. Là encore les syndicats peuvent être utiles aux emprunteurs ; car de même qu'ils organisent des sociétés en vue de faire le crédit à leurs membres, ils se chargent aussi de vendre les produits agricoles de ceux-ci. Par suite, le syndicat pourra vendre comme mandataire, la récolte qu'il aura reçue en gage comme prêteur il n'aura qu'à retenir sur le produit de la vente, avec les frais de commission le prix du warrant dont il avait lui-même avancé la valeur. On peut même dire, à ce point de vue, que la loi de 1898 complète le rôle des syndicats agricoles en tant qu'ils se chargent de la vente des produits récoltés par leurs membres. Le but principal de la loi de 1898 est d'éviter à l'agriculteur la mévente de ses récoltes ; on a voulu qu'il ne fût pas contraint, pour se procurer de l'argent, de livrer ses produits à un moment où ils n'ont pas de valeur comme par exemple après la récolte.

De même les syndicats agricoles obtiennent pour les produits de leurs adhérents un prix plus rémunérateur en supprimant les intermédiaires et en se mettant directement en rapport avec le consommateur. Ou bien encore ils prêtent à leurs membres l'appui de leur recomman-

dation qui peut inspirer plus de confiance aux acheteurs. Ainsi, en temps normal, le syndicat viendra en aide aux producteurs en prenant directement leurs intérêts en main ; et en temps de crise, il les secondera comme société de crédit en escomptant leurs warrants pour leur permettre d'attendre une hausse. C'est la voie dans laquelle sont déjà entrées la société de crédit mutuel agricole de la Haute-Marne, à Chaumont et la caisse de crédit mutuel du syndicat de Châlon-sur-Saône.

Les caisses locales pourraient escompter directement à la Banque de France ces warrants munis seulement de la signature de l'emprunteur et de celle de la caisse. L'article 8 de la loi de 1898, dit en effet : « Les établissements publics de crédit peuvent recevoir les warrants comme effets de commerce avec dispense d'une des signatures exigées par les statuts ». Néanmoins ce crédit qui est fatalement à trois mois pourrait avoir des inconvénients. Aussi les caisses régionales sont-elles mieux faites pour recevoir ces warrants. Elles ne sont pas astreintes à prêter à trois mois d'échéance. Grâce à l'avance gratuite des fonds de la Banque de France, elles peuvent laisser mûrir le papier dans leur portefeuille sans avoir besoin de le faire réescompter. Enfin de toutes les avances qu'elles peuvent

faire aux banques locales, c'est la plus sûre puisqu'en supposant l'emprunteur et la banque locale insolvable il resterait toujours la garantie réelle du gage. Sans doute les caisses régionales peuvent être assez éloignées de celui qui a constitué le warrant, mais les banques locales qui ont estimé le gage et qui ont tout intérêt à ce qu'il demeure intact constituent pour elles des répondants sérieux.

Enfin s'il faut absolument pour l'avenir du warrant agricole le dessaisissement du débiteur comme cela se passe pour les warrants commerciaux, ce seront peut-être les syndicats agricoles qui mieux que tout autre pourront instituer des magasins généraux agricoles.

Déjà on a vu un syndicat spécial, le syndicat des viticulteurs des Charentes, fondé par M. Calvet, sénateur, organiser pour les eaux-de-vie, du crû de la région un service de warrants dans les magasins généraux de la Pallice et procurer ainsi à ses adhérents des avances d'une certaine importance. La proposition Martinon entraînerait pour l'Etat des frais considérables ; d'autant plus que l'administration procédant généralement d'une façon uniforme installerait des magasins généraux agricoles sur tout l'ensemble du territoire, même dans les endroits où le besoin ne s'en ferait pas sentir. Procédant de

L'initiative privée ces établissements ne s'établiront vraisemblablement que là où ils répondront à un besoin véritable. Sans doute, au point de vue juridique il y a lieu de se demander si, en agissant de la sorte, les syndicats agricoles ne sortent pas du rôle purement théorique que la loi leur a assigné. Mais si c'est là une difficulté, il est aisé de la surmonter. De même qu'ils ont créé des sociétés pour vendre les produits de leurs membres ; d'autres, pour leur procurer du crédit, ils pourront également en susciter qui se chargeront du warrantage des produits agricoles. Quant à eux, ils se borneront à les organiser, à leur préparer une clientèle grâce à l'instruction économique qu'ils donneront aux populations rurales. « Ce qui attire
« surtout l'attention sur les syndicats agricoles
« a écrit à ce sujet M. Georges Maurin, c'est le
« grand travail de rénovation intellectuelle opé-
« ré dans les classes rurales ; c'est la lente
« infiltration dans ces esprits incultes, d'idées
« toutes nouvelles pour eux : les lois économi-
« ques qui régissent le cours des produits ; la
« puissance du principe de mutualité, l'étroite
« solidarité qui unit tous les travailleurs d'une
« même profession. C'est un voile qui lentement
« se déchire, laissant voir à ces paysans isolés
« dans leurs granges ou leurs hameaux des pers-
« pectives jusqu'ici insoupçonnées par eux ».

CONCLUSION

Notre législation de crédit agricole a, dans une certaine mesure, été inspirée par l'étranger et surtout, en ce qui concerne le crédit personnel, par l'Allemagne. Ce n'est pas que dans ce pays le législateur ait lui-même organisé le crédit agricole. Lorsque Schulze et Raiffeisen imaginèrent leurs associations, aucune loi en Allemagne ne prévoyait le fonctionnement de ces institutions ou même celles des simples sociétés coopératives. A cette époque la solidarité des associés était même régie purement et simplement par le droit commun ; tout créancier de l'association pouvait à défaut de paiement assigner individuellement tel sociétaire qu'il jugeait plus solvable d'exiger de lui son remboursement intégral sauf au sociétaire à recourir à l'action sociale pour faire supporter par ses co-débiteurs la quote-part qui leur incombait dans la dette. C'était, on le voit, une situation qui n'avait rien de très favorable pour les

sociétés qui admettent la responsabilité solidaire de leurs membres. Il est vrai que la loi prussienne de 1867 et la loi du 4 juillet 1868 adoucissent cette rigueur excessive en décidant que l'action directe des créanciers de l'association contre les membres ne pourrait s'exercer qu'après la faillite et que même alors chaque associé ne devrait être obligé de ne payer que sa quote-part. Mais on ne peut pas dire que ce soient là des dispositions de faveur et assurément la loi de 1868 ne faisant rien de plus que la loi française de 1867 pour les associations du crédit agricole ; on peut même dire qu'elle leur était moins propice. Ce fut cependant sous ce régime que se constituèrent les deux systèmes qui furent depuis considérés comme les mieux faits pour répondre aux besoins du crédit rural. Ils ont procédé exclusivement de l'initiative privée et sont une preuve de ce que l'intervention de l'Etat ne peut pas être nécessaire en cette matière. Lequel des deux systèmes faut-il préférer ? C'est là une question d'école au sujet de laquelle on discute depuis bien longtemps déjà.

Les membres des caisses Schulze-Delitzsch ; et avec eux, les économistes classiques reprochent au système Raiffeisen l'absence de capital, ce qui est pour les créanciers la suppression d'une garantie. Cependant il est sage de joindre

une sûreté réelle à la sûreté personnelle de la solidarité. Ils disent encore que l'existence d'un fond indivisible auquel vont aboutir tous les bénéfices qui ne peuvent jamais être répartis entre les membres est contraire aux tendances de la nature humaine ; qu'on ne peut pas forcer ainsi des hommes à épargner en vue de constituer un fond dont ils ne profiteront pas, qui servira à la postérité. Les caisses Raiffeisen, ajoutent-ils, reçoivent des dépôts à vue et prêtent pour des opérations agricoles, c'est-à-dire à long terme. Ne se mettent-elles pas ainsi dans l'impossibilité de rembourser leurs déposants quand ceux-ci le leur demanderont. Ajoutez à cela qu'elles surveillent assez étroitement leurs membres ; qu'elles les soumettent à une discipline que réprouve l'école libérale. Il faut faire connaître l'emploi auquel on destine les fonds empruntés, justifier que ces fonds ont bien été employés comme il avait été dit.

Du côté opposé on répond que les créanciers sociaux ont pour garantie, outre la responsabilité solidaire, la réserve qui est beaucoup plus élevée que chez Schulze, puisqu'elle absorbe tous les bénéfices ; que le meilleur emploi que le paysan puisse faire de son argent, ce n'est pas de l'employer à libérer des actions mais de le consacrer à son exploitation. D'ailleurs l'exis-

tence de ce fonds n'est pas contraire aux aspirations de la nature humaine ; elle ne demande pas, comme on le dit un sacrifice qui ne servira qu'aux générations futures. L'associé emprunte déjà à meilleur marché que s'il était obligé de s'adresser ailleurs.

Si malgré cela la société réalise des bénéfices qu'elle consacre à la réserve, on ne peut pas vraiment dire que ce soit en imposant des sacrifices à ses membres. Si d'ailleurs il y avait là un léger préjudice, il serait compensé par la sécurité qui en résulterait. De la sorte en effet on ne court pas le risque de voir les sociétés se livrer à des spéculations qui pourraient les compromettre ; elles n'y auront aucun avantage. Quant au danger qu'il peut y avoir à prêter à long terme des fonds déposés à vue il est illusoire. Les banques ordinaires qui prêtent à trois mois des sommes qui leur sont déposés à vue s'exposent, elles aussi, à ne pouvoir rembourser. Mais en fait, les déposants n'usent que dans une mesure très limitée de la faculté du remboursement ; les dépôts nouveaux, les annuités qui seront faits successivement à la caisse permettront d'y faire face.

Enfin, ajo ute-t-on, les caisses Schulze opèrent sur un trop vaste territoire ; elles sont trop éloignées de leurs clients pour les bien connaître.

tre. Les actions y sont beaucoup trop élevées ; ce sont plutôt des caisses d'épargne prêtant à un taux considérable pour servir un dividende plus fort.

Quoiqu'il en soit, le législateur ne s'est pas prononcé entre ces deux systèmes il les a consacrés tous les deux. Se figurant que si le crédit rural n'était pas plus développé chez nous cela tenait aux difficultés que lui opposait la loi, il a cherché seulement à en diminuer les formalités. En matière de crédit réel ; nous trouvons la même réserve, le même désir de réduire au strict minimum les obligations des intéressés. Si le succès n'a pas répondu à son attente dans une aussi large mesure qu'on aurait pu l'espérer faut-il s'en prendre à lui, exiger qu'il organise lui-même le crédit agricole ou y intervienne plus directement ?

Nous ne le croyons pas. On a même dit qu'il avait été trop loin en consentant des prêts gratuits aux banques rurales. Ces largesses peuvent être, en effet, plus funestes qu'utiles à ceux qui en bénéficient et qui s'y habituent sans chercher à se suffire à eux-mêmes. Si en France, les populations rurales avaient été initiées au crédit ; comme en Allemagne elles l'ont été par Schulze et Raiffeisen ; en Italie, par Luzzati et Wollemborg ; si, le paysan français avait da-

vantage cet esprit d'initiative qui nécessite l'emprunt en vue d'entreprises nouvelles, si l'usure l'avait éprouvé autant qu'elle a éprouvé le paysan étranger ; si enfin les petites économies versées dans les caisses d'épargne n'allaient pas se perdre dans le gouffre du budget, mais restaient à la disposition des entreprises locales, ni la loi de 1894, ni celle de 1899 n'auraient eu leur raison d'être. Les établissements de crédit rural eussent surgi, même sous l'empire de la loi de 1867. A l'étranger ils se sont constitués et développés sous une législation moins favorable. En tous cas, on peut dire que le rôle du législateur est actuellement terminé ; c'est à l'initiative privée qu'il appartient de faire le reste.

Vu par le président de la thèse

PAUL BEAUREGARD

Vu par le Doyen,

GLASSON

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

GRÉARD

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.	
§ 1. — <i>Qu'est-ce que le crédit agricole?</i>	5
Pourquoi un crédit spécialement organisé en vue de l'agriculture? Le crédit agricole et le crédit commercial. — Les trois aspects du crédit agri- cole : crédit foncier, crédit réel crédit personnel.	
§ 2. — <i>Utilité du crédit agricole.</i>	23
Le crédit agricole en vue de l'achat de terrain. — Pour transformer la culture extensive en culture intensive. — Pour permettre au cultivateur d'at- tendre une hausse dans le prix de ses produits. — Quelques autres usages de crédit agricole .	
§ 3. — <i>Exposé sommaire des propositions qui ont précédé la législation actuelle sur le crédit agri- cole.</i>	41
Historique de la question. — Examen de quelques- unes des propositions émises : le gage sans des- saisissement ; — l'hypothèque en matière de crédit agricole ; — commercialisation des effets agricoles ; — organisation d'institutions faites en vue de fournir le crédit à l'agriculteur : faut-il des banques spécialement organisées dans ce but ; faut-il une banque d'Etat?	

PREMIÈRE PARTIE. — <i>Notre législation en matière de crédit agricole personnel</i>	95
---	----

CHAPITRE I. — <i>Le crédit agricole avant la loi du 5 novembre 1894.</i>	95
--	----

Le crédit agricole fait par les banques ordinaires et en particulier par la banque de France. — Sociétés de crédit organisées par les syndicats agricoles. — Celles du centre fédératif du crédit populaire. — Les caisses Durand-Raiffeisen. — Le crédit agricole fait directement par quelques syndicats.

CHAPITRE II. — <i>Le crédit agricole d'après les lois du 5 novembre 1894 et du 31 mars 1899.</i>	138
--	-----

En quoi la loi de 1894 déroge à la législation antérieure sur les sociétés: quotité du versement qu'il faut opérer avant de constituer la société; — limite au dessous de laquelle ne peut descendre le capital quand la société est à capital variable; — durée de la responsabilité des sociétaires après leur sortie; — conditions de publicité; — caractère de commercialité avec dispense des obligations fiscales qui en sont ordinairement la conséquence. La loi de 1894 se suffit-elle à elle-même?

Raison d'être des caisses régionales. Divers systèmes proposés; amendements Leveillé, — Viviani, — Jaurès. — Influence de l'étranger. — Utilité des avances faites par l'Etat aux caisses régionales. — Mode de répartition. — Comment devront

être constituées les caisses régionales. — Quelles opérations elles pourront faire. — Sanctions. Quels avantages procureraient aux sociétés de crédit rural le projet de la loi sur les coopératives.	
DEUXIÈME PARTIE. — <i>Notre législation en matière de crédit agricole mobilier.</i>	219
CHAPITRE I. — <i>Etude de la loi du 18 juillet 1898 sur les warrants agricoles.</i>	222
Nature du nouveau droit établi au profit du porteur de warrant. — Exemple des législations étrangères. — Formalités à remplir pour le warrantage. — Estimation et assurance. — Rôle du greffier. Le cultivateur peut-il vendre les produits warrantés ? — Nature du warrant agricole. — Paiement avant et après l'échéance. — Distinction suivant que le warrant est resté entre les mains du prêteur ou qu'il est passé à un tiers porteur. — Ordre du privilège du porteur de warrant. — L'article 2078 du C. civ. est-il applicable ici ? — Règles spéciales au fermier. — Que décider à l'égard du métayer ?	
CHAPITRE II. — <i>Résultats de la loi de 1898. — Ce qu'on en pourrait attendre</i>	264
Peu de succès de la loi de 1898. — Quelles en sont les causes ? Frais du warrant ; insécurité du prêteur ; le juge de paix statuant en référé. Comment les inconvénients de la loi de 1898 peuvent être atténués par les lois de 1894 et de 1899.	
Conclusion.	278

Jouve et Boyer, Imprimeurs, 15, rue Racine, Paris.
